

CENTRE MOHAMED HASSAN OUAZZANI
POUR LA DEMOCRATIE
ET LE DEVELOPPEMENT HUMAIN

MAROC

HISTOIRE, SOCIETE, CULTURE

Analyses et Perspectives

Conférences du CMHO
N° 2 - 2016/2018

*Le Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la démocratie
et le développement humain (CMHO) reproduit les textes
des conférences présentées durant le cycle de conférences
de la saison 2016/2018.*

*Les lecteurs sont invités à consulter l'intégralité des
présentations
et des débats sur le site du CMHO sous la rubrique « Activités ».*

Pour toute information :

*Centre Mohamed Hassan Ouazzani
pour la Démocratie et le Développement Humain - CMHO
53, rue Allal Ben Abdellah, Casablanca
Tél : 0522-45-02-28 / 0666-20-44-62
Email : centremho@gmail.com
www.mohamedhassanouazzani.org*

TABLE DES MATIÈRES

- Préface	7
Houria OUZZANI (**)	7
- Mots d'accueil de Mme Houria OUZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 15 décembre 2016	11
- La planification urbaine à casablanca (*)	13
Azzeddine HAFIF (**)	13
- Mots d'accueil de Mme Houria OUZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 27 avril 2017	45
- Pour un développement autonome dans les zones rurales : leçons d'un tour du monde (*)	47
Ahmed BENABADJI (**)	47
- Mots d'accueil de Mme Houria OUZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 24 janvier 2018	71
- Les interactions arts et sciences et la construction de l'avenir du savoir (*)	77
Monssef SEDKI ALAOUI (**)	77

- Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 22 février 2018 ..	81
- Le livre, noyau d'une véritable démocratisation (*)	87
Kenza SEFRIOUI (**)	87
- Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 7 mars 2018	97
- L'approche genre au maroc : acquis et perspectives (*)	103
Rachida NACIRI (**)	103
- Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI, présidente du CMHO, à l'occasion de la conférence du 5 juillet 2018	111
- Les transformations de l'hétéronomie dans la société marocaine : origines écologiques, points d'embranchement et implications protestataires (*)	115
Houguia BEN AHMED (**)	115

Préface

Houria OUAZZANI (**)

Depuis sa création en 2014, le *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la démocratie et le Développement humain* (CMHO) encourage les échanges d'idées, de propositions et d'initiatives qui portent sur tout ce qui peut contribuer à développer les capacités intellectuelles, sociales et culturelles de tous les secteurs de la population marocaine. Créé en hommage à Mohamed Hassan Ouazzani pour son engagement patriotique exemplaire d'abord pour la libération de son pays dès les années 1930, puis pour l'instauration d'une démocratie authentique dans le contexte de l'indépendance, notre Centre a organisé plusieurs conférences et colloques depuis janvier 2015.

Un premier recueil regroupant les conférences données entre 2015 et 2016 a été publié dans la série *Conférences du CMHO*, Cahier No 1- 2015/2016 ;

Dans leurs exposés, les conférenciers ont traité des questions importantes aussi bien de l'histoire du Maroc que d'aspects politiques, juridiques, institutionnels, sociaux, culturels et scientifiques.

Trois journées d'études ont été organisées et les textes publiés dans la série des colloques du CMHO :

(**) Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement Humain.

État de droit et Démocratie à la lumière de la pensée de Mohamed Hassan Ouazzani, Cahier No 1 : Septembre 2015 ;

Les medias. Vecteurs de démocratie au Maroc ? ; Cahier No 2, Septembre 2016 ;

Le processus démocratique au Maroc depuis 2011. Quel Bilan ? Cahier No 3 : Septembre 2017.

Dans le présent recueil de *Conférences* du CMHO, Cahier No 2-2016/2018, les textes publiés couvrent la période qui va de décembre 2016 à novembre 2018. La table des matières illustre la richesse, la variété et l'originalité des sujets traités.

Il est question des défis de l'urbanisation du Grand Casablanca, de l'Art et de son interaction avec la Science, de la situation du livre et de sa diffusion au Maroc, de l'approche «genre» et de ses implications sociétales, de la pensée d'Ibn Arabi et de son actualité, des avatars de l'hétéronomie dans un Maroc en transition, de pratiques diplomatiques et d'histoire politique.

Le CMHO tient à remercier vivement tous les conférenciers, les intervenants et les participants : ils ont contribué à nourrir de leurs connaissances et de leurs réflexions tous les sujets abordés avec compétence et sérieux. Leur active collaboration à la mise en œuvre de ses objectifs procure au CMHO une réelle satisfaction d'avoir atteint en si peu de temps la réputation d'être «un Centre apprécié de réflexion et de libre débat».

Par la publication de ses conférences et colloques et leur diffusion sur son site web et les réseaux sociaux, le CMHO souhaite contribuer à promouvoir une «culture démocratique» à tous les niveaux de la société. Dans l'esprit de Mohamed Hassan Ouazzani, il ne saurait être question de construire une «démocratie authentique» et d'entreprendre un réel développement de la

société sans y associer l'intégralité du peuple marocain. D'où son insistance au moment de l'indépendance du Maroc à accorder une priorité absolue à l'éducation et à la formation. A ses yeux, aucune Marocaine, aucun Marocain, ne devrait être abandonné(e) sur le bord de la route !

Quant aux débats qui ont suivi chacune des conférences, ils sont tous accessibles sur notre site ainsi que sur YouTube. Ils témoignent de la liberté d'expression que le CMHO peut offrir à tous les intervenants et participants, conformément à son objectif essentiel de promouvoir des «idées génératrices d'une société nouvelle basée sur le respect des droits fondamentaux et sur le bien-être légitime d'une population longtemps asservie».

Par cette publication et les diffusions sur les réseaux sociaux de ses activités, le CMHO souhaite ainsi rencontrer l'intérêt d'un public soucieux de disposer d'informations et de connaissances solides sur le devenir de la société marocaine. Il est bien connu qu'un peuple ignorant de son passé, des enjeux sociétaux actuels et de la situation de son pays ne saurait maîtriser ni son présent ni son avenir.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 15 décembre 2016*

Mesdames, Messieurs, chers professeurs, chers amis,

Ce soir, je suis très heureuse au nom du *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain* de souhaiter la bienvenue à tous les participants à la conférence-débat de ce mois de décembre qui clôt la série de conférences et colloques de l'année 2016.

Comme nous l'avons signalé à plusieurs reprises, notre Centre est axé depuis sa création à promouvoir les réflexions et les analyses sur des sujets non seulement sensibles pour la collectivité humaine, mais aussi innovants pour l'organisation de cette dernière qu'elle soit politique, économique ou sociale.

L'urbanisation est un phénomène de masse qui marque toutes les sociétés à un rythme effréné depuis le milieu du 20^e siècle ; cette urbanisation croissante requiert des réponses multiples et complexes de la part des responsables. L'urbanisme est un des instruments chargé de donner des solutions appropriées à l'habitat et au bien-vivre des populations ; ces dernières sont concentrées dans des espaces de plus en plus étendus, mais étroits par rapport à la densité démographique du fait de la dynamique exponentielle des flux migratoires. Casablanca est sans aucun doute le cas le plus représentatif de l'urbanisme au Maroc du fait

de son développement en tant que métropole à la fois industrielle, commerciale et des services.

Par rapport aux nombreux défis que doit relever la gouvernance de cette métropole, nous avons le privilège d'avoir le Dr Azzedine Hafif qui s'est proposé de nous entretenir de **La planification urbaine à Casablanca : Outil d'organisation spatiale et instrument de régulation sociale**. Étant donné ses compétences, il saura nous éclairer sur les divers enjeux de l'urbanisme casablancais, sans ignorer les expériences et les tentatives du passé. On connaît en effet le patrimoine architectural exceptionnel de Casablanca, mais on sait à quel point sa gestion laisse énormément à désirer. L'organisation de cet espace de plus en plus vaste représente un énorme défi que l'actuelle génération doit relever : il y va aussi du prestige de cette magnifique cité, vitrine incomparable de l'insertion du Maroc dans la modernité du 21^{ème} siècle.

Autant dire l'intérêt des propos de notre conférencier auquel je tiens à exprimer mes remerciements pour aborder un sujet aussi innovant. Je tiens aussi à remercier le Professeur Hassan Ouazzani-Chahdi, vice-président de notre Centre, qui a bien voulu présider cette séance et présenter notre conférencier qui fut l'un de ses étudiants.

La planification urbaine à Casablanca^(*)

*Azzeddine HAFIF^(**)*

- Une longue incursion, professionnellement parlant, dans le domaine passionnant mais complexe de l'urbanisme et de la planification urbaine.
- Comprendre et tenter d'expliquer la distance remarquée qui sépare la théorie de la réalité, la conception de la mise en œuvre : les plans sont généralement bien faits, mais leur mise en application reste loin des objectifs affichés.
- La planification urbaine ne serait-elle pas un simple instrument de régulation sociale ?
- Thème non dénué d'intérêt : C'est la première fois qu'une agglomération marocaine se trouve couverte, aux années 80 et même de nos jours, par toute la panoplie des documents d'urbanisme prévus par la loi d'urbanisme et qui, de surcroît, ont continué à être appliqués jusqu'à leur remplacement par de nouveaux documents récemment approuvés.
- Thème d'actualité : depuis que le débat sur les conditions de la mise à niveau urbaine de la première métropole du Royaume est relancé par le discours royal du 11 octobre 2013 devant le parlement.

(*) Conférence du 15 Décembre 2016, animée par Mr Azzeddine HAFIF et présidée par Pr. Hassan OUZZANI-CHAHDI (Professeur émérite à l'Université Hassan II- Ain Chock, Casablanca).

- Approcher la question à travers une évaluation des documents d'urbanisme : le SDAU de 1985 et les plans d'aménagement de 1989, qui ont la particularité d'avoir continué à être appliqués jusqu'à l'approbation de nouveaux documents.
- La démarche adoptée est assurément juridique, mais dans la mesure où l'urbanisme se caractérise par sa nature pluridisciplinaire et transversale, l'analyse du phénomène urbain ne peut se confiner dans une approche unidimensionnelle et doit nécessairement s'ouvrir, autant que faire se peut, à d'autres disciplines scientifiques, comme l'économie, la sociologie urbaine.
- Celle-ci permet, en effet, de jeter un éclairage combien utile sur les acteurs de la planification urbaine et leurs échanges mais aussi les institutions, les normes et les procédures qui régissent les différentes interactions entre eux et, par-dessus le marché, analyser l'impact de ces interactions sur le système de la planification urbaine en place.
- Cette approche pluridisciplinaire et multidimensionnelle présente l'avantage d'appréhender la ville à la fois dans sa complexité et dans sa spécificité par rapport à d'autres villes, chacune d'elles développant sa personnalité propre.
- Analyse inspirée de l'approche systémique et fondée sur les éléments fondamentaux suivants :
 - La ville perçue comme un système vivant et en perpétuel mouvement, dotée d'une structure globale (le plan) subdivisée en parties - ou sous-systèmes (les quartiers centraux, péricentraux et périphériques)-supportant des fonctions spécifiques d'habitat, de travail et de loisirs. On peut reprocher à cette

définition fonctionnaliste le défaut de segmenter l'espace urbain, mais elle reste, néanmoins, d'un intérêt heuristique indéniable dans la mesure où elle met en exergue des «éléments fondamentaux de la vie urbaine» pour reprendre FIJALKOW (Y) et permet de comprendre la structure urbaine adoptée à Casablanca depuis le Plan Prost.

- Celle-ci permet, en effet, de jeter un éclairage combien utile sur les acteurs de la planification urbaine et leurs échanges mais aussi les institutions, les normes et les procédures qui régissent les différentes interactions entre eux et, par-dessus le marché, analyser l'impact de ces interactions sur le système de la planification urbaine en place.
- Cette approche pluridisciplinaire et multidimensionnelle présente l'avantage d'appréhender la ville à la fois dans sa complexité et dans sa spécificité par rapport à d'autres villes, chacune d'elles développant sa personnalité propre.

Analyse inspirée de l'approche systémique et fondée sur les éléments fondamentaux suivants :

- La ville perçue comme un système vivant et en perpétuel mouvement, dotée d'une structure globale (le plan) subdivisée en parties - ou sous-systèmes (les quartiers centraux, péricentraux et périphériques) - supportant des fonctions spécifiques d'habitat, de travail et de loisirs. On peut reprocher à cette définition fonctionnaliste le défaut de segmenter l'espace urbain, mais elle reste, néanmoins, d'un intérêt heuristique indéniable dans la mesure où elle met en exergue des «éléments fondamentaux de

la vie urbaine» pour reprendre FIJALKOW (Y) et permet de comprendre la structure urbaine adoptée à Casablanca depuis le Plan Prost.

- L'analyse en termes d'action est fondamentale dans la mesure où l'action renvoie logiquement à l'acte, autrement dit à l'activité produite, ce qui met en valeur des faits concrets, tangibles et appréciables ; bien sûr, en toile de fond, se profile les aspects liés à la genèse de l'action, au processus de sa conception et de son développement et forcément de son extinction.
- L'action publique fait penser naturellement aux acteurs : C'est-à-dire à ceux qui ont initié et conçu l'action et à qui incombe la charge de la mettre en œuvre. L'on doit, en considérant le statut de chaque acteur, faire la différence entre acteurs publics et privés ou acteurs individuels et collectifs.
- L'action publique est aussi une expérimentation observable : D'où l'intérêt d'une analyse en termes de mise en œuvre qui rend compte de ce qui a été réalisé et oblige de chercher ce qui ne l'a pas été et les raisons particulières qui ont empêché la non-réalisation.

Plan de l'intervention

- I- Cent ans de planification urbaine
- II- La formation centralisée de la planification urbaine : mettre l'accent sur le processus de formulation et de mise en forme des documents d'urbanisme, en mettant en exergue le rôle des acteurs.
- III- La mise en œuvre, le parent pauvre de la planification urbaine : procéder à l'évaluation de la première expérience de la planification urbaine après l'indépendance (1984-2010), en abordant la question cruciale de la mise en œuvre, mettant notamment en lumière les écarts entre les objectifs affichés et les résultats réalisés ainsi que les obstacles qui font que cette mise en œuvre figure en parent pauvre de notre système de planification urbaine.
- IV- Les perspectives: plaider pour une nouvelle planification urbaine.

I- Cent ans de planification urbaine

Le cadre territorial

Superficie : 1210 km²

- Wilaya G. Casablanca : 1134 km²

- Commune de Mansouria : 76 km²

Population :

- **RGPH 2004** : 3,6 millions d'habitants.
- **HCP 2014** : 3,9 millions d'habitants.
- **Projections 2030** : 5,1 millions d'habitants.

Organisation administrative :

- **Une Wilaya, 2 Préfectures et 2 provinces ;**
- **Préfecture de Casablanca** : 8 préfectures d'arrondissement, 2 communes ;
- **33 communes ;**
- **La Commune de Casablanca** : 16 arrondissements.

Le cadre juridique**Planification réglementaire****Plans d'aménagement**

- Définit le mode d'utilisation du sol
- Établissement : Agence Urbaine en concertation avec différents les intervenants.
- Approbation
 - Examen par le Comité technique local présidé par le gouverneur ;
 - Examen par le conseil communal
 - Enquête publique
- Décret du chef du gouvernement

La planification urbaine sous le Protectorat (1914-1956)

- Casablanca existait, déjà en 1900, sous forme d'une ville qui comptait plus de 20 000 habitants sur 45 ha environ.

- Dès 1907, à proximité du port et de l'ancienne médina, apparition du noyau de la ville européenne qui connaîtra une extension rapide consécutive à des décisions majeures du Protectorat à partir de 1913 : construction du port; les chemins de fer ; ouverture de la ville devant l'émigration européenne et marocaine.

- Sous le Protectorat, la planification est avant tout une demande privée, émanant des grands lotisseurs :

- dès 1913, ces derniers font pression sur Lyautey pour l'élaboration d'un plan d'urbanisme ;
- ils vont même jusqu'à missionner l'architecte D. A. Agache, qui a établi en 1914 un «plan de l'état des lieux», localisant les propriétés du makhzen et celles des compagnies françaises.
- Le Protectorat fait venir l'architecte Henri Prost, qui est appelé, pour ménager le lobby des lotisseurs, «avant d'asseoir définitivement son plan de s'entendre avec les groupements intéressés».
- C'est une ville déjà très construite et lotie sans plan général que Prost commence à «essayer d'arranger tant bien que mal».
- Pour les autorités françaises, Casablanca est un laboratoire de nouvelles règles en matière de planification urbaine.

- Deux grandes tentatives d'organisation urbaine



Plan Prost 1917



Plan Écochard 1952

- Une planification réglementaire: le plan d'aménagement, un document d'urbanisme sans portée prospective,
- Tentative de maîtrise foncière (Réserves foncières)

La planification urbaine après l'Indépendance (1956 - 2010)

- Jusqu'aux années 80, Casablanca ne connut plus de plan d'ensemble susceptible de lui offrir le support de son extension.
- Dans les années 70, dans le but de proposer une vision globale, un Schéma Directeur a été mis à l'étude puis abandonné.

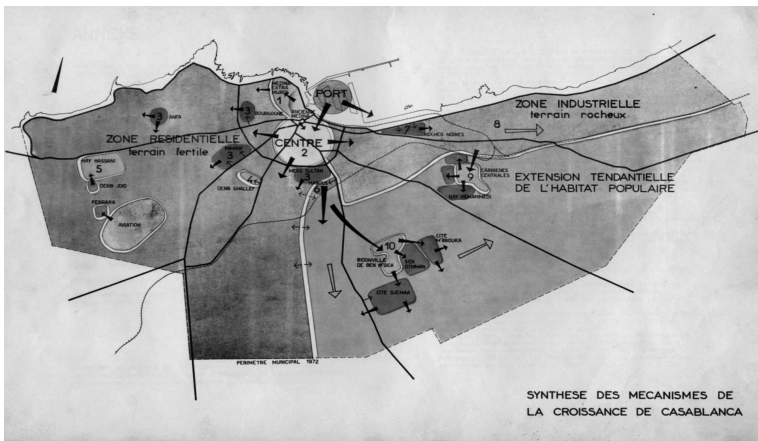


Schéma Directeur 1975

A la veille de l'établissement du SDAU de 1985, il existait:

- Un seul plan d'aménagement (connu sous le nom plan 8.225), théoriquement applicable et dont la dernière révision remontait à 1974, qui fixait un périmètre urbain trop étroit et dont le zonage était rigoureux et trop ségrégatif.
- 46 plans d'aménagement de secteurs, dont :

- 16 approuvés depuis plus de 20 ans non prorogés donc sans valeur légale;
- 28 plans, plus ou moins appliqués; assez anciens et non approuvés.
- Seuls 2 plans d'aménagement (Aïn Sebaâ Est et Ouest) avaient une valeur juridique.

Les différents plans établis étaient «spatialement trop limités et surtout incohérents et largement ineffectifs, pour que l'on puisse par la véritable planification de la ville» (M. Dryef). Outre leur inadaptation aux besoins réels, ces documents se caractérisaient par une grande diversité et un manque de cohérence entre eux.

A la veille de l'établissement du SDAU de 1985, le territoire casablancais se caractérise par les dysfonctionnements suivants :

- Urbanisation spontanée et désordonnée ;
- Mauvaise répartition des fonctions urbaines ;
- Opacité du marché foncier caractérisé par l'insuffisance de l'offre des terrains à urbaniser, la spéculation et une politique de financement mal adaptée ;
- Absence d'équipements structurants ;
- Difficultés de déplacements et précarité des transports en commun ;
- Inefficacité en matière de gestion urbaine.

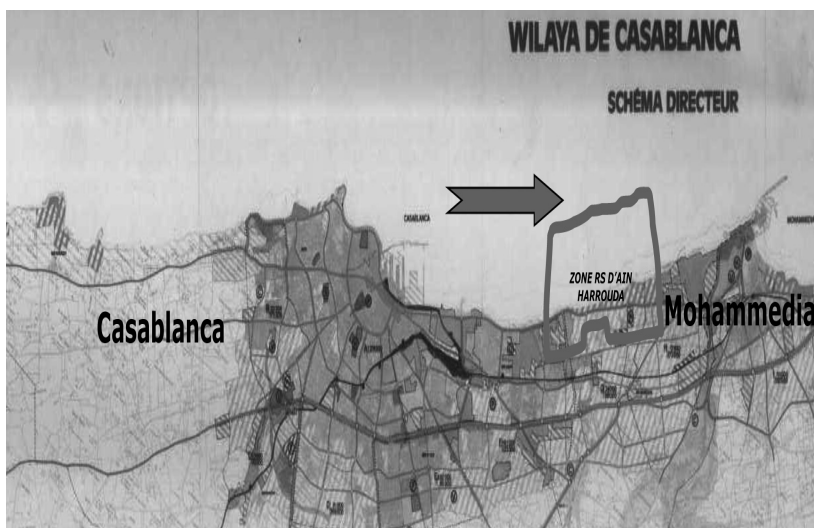
Suite aux événements sociaux de 1981, les pouvoirs publics réalisent l'urgence de la situation socio-politique de la ville et confient, dans le courant de la même année, à l'architecte Michel Pinseau la réalisation d'un Schéma directeur afin de doter la ville de Casablanca d'un «nouvel urbanisme».

SDAU de 1985



- Approuvé par décret du 28 Mai 1985
- 111 000 ha : Communes de la Wilaya de la Région du Grand Casablanca :
 - en plus de la commune de Mansouria relevant de la province de Benslimane (Wilaya de la Région de Chaouia Ourdigha) ;
 - à l'exception des communes de Sidi Moussa Ben Ali (4 000 ha) et Sidi Moussa El Mejdoub (4 900 ha), rattachées à la Wilaya de la Région du Grand Casablanca suite au dernier découpage.

SDAU de 1985

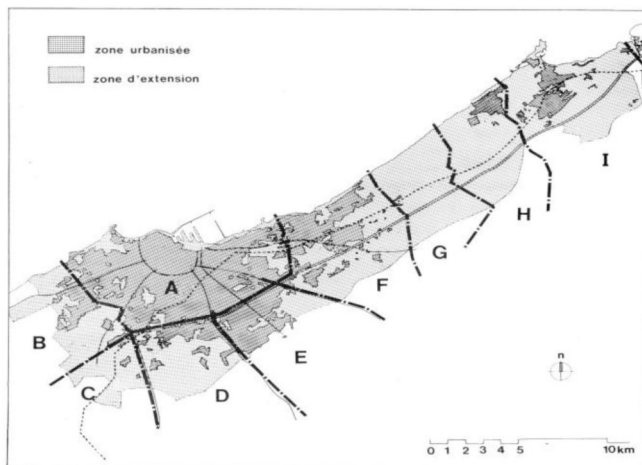


Orientations fondamentales

- Extension linéaire : conurbation Casablanca/Mohammedia.
- Polycentrisme : centres administratifs périphériques formeront les noyaux de pôles économiques et d'équipement périphériques. 4 centres administratifs.
- Proposition d'un réseau ambitieux de transport en commun, combinant un réseau d'autobus plus performant, la modernisation des transports ferrés, et la réalisation d'un métro léger.
- Création d'une agence urbaine et d'une agence foncière.
- Engagement de 17 actions majeures.

SDAU de 1985

Les actions majeures : Objet et localisation



SDAU de 1985

Besoins en surface pour les activités secondaires

SECTEURS	SUP. TOTALE	SUP. URBANISÉE	SUP. À URBANISER
A (SIDI BELYOUT)	5640	5640	---
B (H. HASSANI OULFA)	2216	864	1352
C (SIDI MAÂROUF)	1359	527	832
D (AIN CHOCK)	2404	530	---
E (BEN M'SICK)	1546	995	551
F (AIN SÉBAÂ)	3653	2400	1253
G ET H (AIN HARROUDA)	4255	167	4088
I (MOHAMMÉDIA ET BEN YEKHLEF)	2028	340	2028
SUPERFICIE TOTALE	23 101	11 123	11 978

Orientations fondamentales du SDAU de 1985

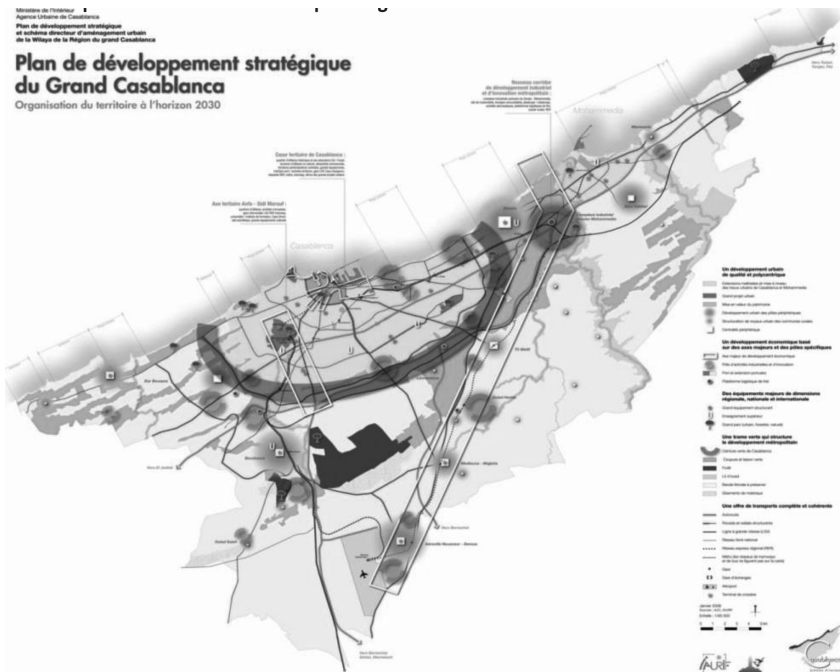


Orientations fondamentales

- Urbanisation de 21 500 ha, soit un ratio de 54 m² par habitant en l'an 2000 (au lieu de 39 m² en 1982) ;
- Logement convenable pour 4 millions d'habitants à l'horizon 2000 :
- Satisfaire les besoins en logement dus à la seule croissance démographique ;
- Juguler un déficit (estimé en 1982 à 200.000 unités) en améliorant les conditions d'habitat très précaires d'une frange importante de la population;
- Créer 18.000 unités en moyenne par an.

SDAU de 2010 – Plan de développement stratégique :

Accompagner les développements urbains importants que connaît la métropole en ce début du 21^{ème} siècle et favoriser son repositionnement sur l'échiquier régional et international.



Orientations fondamentales SDAU de 2010

Sauvegarder l'équilibre emploi-logement et organiser le développement économique le long de 3 corridors :

- Mohammédia-Nouaceur pour l'industrie et la logistique
- Anfa-Sidi Mâarouf-Nouaceur pour les services
- Mohammédia-Dar Bouazza pour le tourisme

Orientations fondamentales SDAU de 2010

- Délimiter l'extension de la ville par la rocade urbaine et une ceinture verte et stabiliser sa population
- Organiser la croissance autour de Casablanca-Mohammedia par le développement de 9 pôles périphériques.
- Veiller à l'équilibre Est-Ouest
- Préserver le patrimoine et la qualité urbaine
- Entamer la reconversion des friches des vieux quartiers industriels
- Produire 35 000 unités logement/an
- Résorber l'habitat insalubre

Orientations fondamentales SDAU de 2010

Préserver une trame verte régionale «*Ville durable*»





Un développement économique basé sur des axes majeurs et des pôles spécifiques

-  Avec major de développement économique
 Parc d'activités
 Grand pôle commercial
 Parc logistique
 Port et extension portuaire

Des équipements majeurs de dimensions régionale, nationale et internationale

- Grand équipement structurant
- ① Enseignement supérieur

Un développement urbain de qualité et polycentrique

- Extensions maîtrisées et mise à niveau
des tissus urbains de Casablanca et Mohammedia
- Grand projet urbain

Une offre de transports complète et cohérente

- Autoroute
— Rocade et radiale structurante
+ Ligne à grande vitesse (LGV) et gare
+ Réseau ferré national et gare
+ Réseau express régional (RER) et gare
..... Métro (les réseaux de tramways et de bus ne figurent pas sur la carte)
Aéroport
Terminal de croisière



Une trame verte qui structure le développement métropolitain

-  Ceinture verte de Casablanca
-  Coupure et liaison verte
-  Forêt
-  Lit d'oued
-  Bande littorale à préserver
-  Gisements de matériaux

Des équipements majeurs de dimensions régionale, nationale et internationale

- Grand parc (urbain, forestier, naturel)
- Station d'assainissement

Un développement urbain de qualité et polycentrique

- Extensions maîtrisées et mise à niveau des tissus urbains de Casablanca et Mohammedia
- Développement urbain des pôles périphériques
- Structuration de nouveaux tissus urbains des communes rurales

Une offre de transports complète et cohérente

- Autoroute
- Rocade et radiale structurante
- Ligne à grande vitesse (LGV) et gare
- Réseau ferré national et gare
- Réseau express régional (RER) et gare
- Métro (les réseaux de tramways et de bus ne figurent pas sur la carte)
- ✈️ Aéroport

Orientations fondamentales du SDAU de 2010

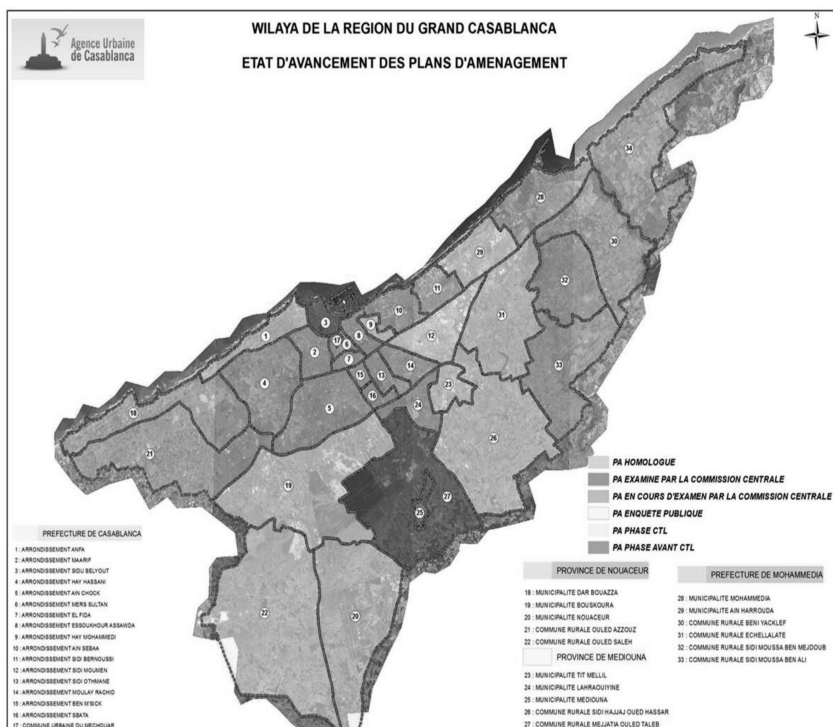
16 Actions prioritaires ont été définies:

- **Action 1** : Publier et adopter le nouveau Schéma Directeur
- **Action 2** : Accélérer la réalisation d'Anfa et de Zenâta
- **Action 3** : Complexe Industriel-portuaire et logistique (CiLog) de Zenata - Mohammedia
- **Action 4** : Deux premières lignes de tramway pour Casablanca
- **Action 5** : Rocades routières
- **Action 6** : Premières plateformes logistiques, 2 urbaines et 2 régionales
- **Action 7** : Trois nouveaux sites pour l'entreposage des déchets
- **Action 8** : Réalisation de la Station de Traitement des Eaux Sidi Bernoussi
- **Action 9** : Le Grand Projet Urbain de Sidi Moumen : Habitat, Parc, Stade
- **Action 10** : Trois Grands Parcs Urbains
- **Action 11** : Campus universitaire Bouskoura
- **Action 12** : Régénération urbaine, résorption de bidonvilles
- **Action 13** : Tunnel ferroviaire
- **Action 14** : Ouverture Ville - Port
- **Action 15** : Développement des capacités portuaires
- **Action 16** : Action foncière

État d'avancement des projets plans d'aménagement

- Vingt-huit Plans d'Aménagement homologués; il s'agit des P.A des Arrondissements de Hay Hassani, Moulay R'Chid, Sidi Othmane, Ben M'Sick, Sbata, Ain Chock, Sidi Bernoussi, Mers Sultan, El Fida, Ain Sebâa, Roches Noires, Maârif, Hay Mohammadi, Sidi Moumen et Anfa. et des Communes de Sidi Moussa Ben Ali, Sidi Moussa El majdoub, El Mansouria, Dar Bouazza, Mohammedia, Lahraouiyine, Ben Yekhllef, Ouled Azzouz, Bouskoura, Ouled Saleh, Tit Mellil, Ain Harrouda
- Secteur Zenata- et Ain HarroudaCentre.
- Un projet de plan d'aménagement «enquête publique clôturée» : Plan d'aménagement et sauvegarde de l'ancienne Médina et PA de Sidi Hajjaj Oued Hassar.
- Un projet de plan d'aménagement «enquête publique en cours» : PA de Sidi Hajjaj Oued Hassar.
- Deux projets de plans d'aménagement en phase CTL: PA Echellalate, PA de Nouaceur.
- Le reste des Plans d'Aménagement (04) est en cours de finalisation pour envoi au CTL. : Sidi Belyout, Mechouar, Mediouna et Mejjatia Ouled Taleb.

En somme 28 Plans d'aménagement sur un total de 36 sont actuellement opposables.



II. La formation centralisée de la planification urbaine

- Un système de la planification urbaine dominé par l'État

- La planification urbaine est un exercice qui fait intervenir une pléiade d'acteurs, publics et privés, qui sont censés concourir à la définition d'une vision commune de développement du territoire en cause.
- Néanmoins, derrière ce pluralisme se profile un centralisme étatique pesant, à travers lequel se manifeste la volonté de l'État de rester maître du jeu, indiscutable et inébranlable.
- Il y va pour lui de la stabilité et de la pérennité du développement urbain de la métropole.

- L'État est relayé techniquement et politiquement sur le plan local notamment par l'agence urbaine et l'inspection régionale de l'urbanisme, ce qui fait ainsi rétrécir la marge de manœuvre du pouvoir local.
- **Les collectivités territorialise** contentent d'un statut périphérique qui fait qu'elles sont, en général, consultées sans décider de la teneur des documents d'urbanisme qu'elles sont, paradoxalement, appelées à mettre en œuvre.
- Il y va de même du citoyen qui n'est pas suffisamment associé aux décisions qui engagent, pourtant, le territoire dans lequel il évolue.
- **Des signes de fléchissement** : Depuis quelques temps, l'État semble fléchir sa position comme le prouve sa volonté de laisser le local assumer l'élaboration du SDAU de 2010, tout en s'abstenant de s'immiscer dans les choix définis ou de dicter ses objectifs; pour la première fois, dans le cadre d'un comité de pilotage présidé par le wali, les acteurs locaux politiques et techniques ont eu à définir une vision partagée et concevoir un projet territorial futur, baptisé Casablanca 2030.

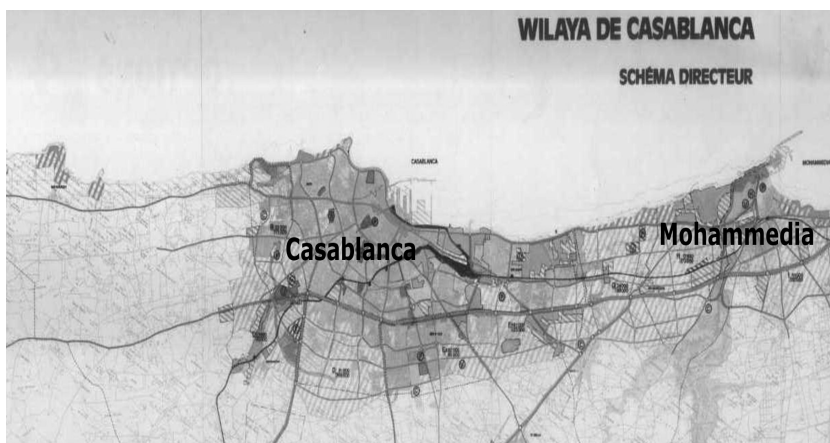
D'aucuns pourraient rétorquer que à travers le wali, l'État demeure toujours le meneur du jeu. C'est tout à fait vrai, mais il le fait sans un engé recentrés remarquée et avec une participation plus marquée de l'acteur décentralisé ainsi qu'une ouverture quoique timide sur la société civile représentée par des associations actives dans le domaine de l'environnement et de l'urbanisme.

En tout cas, cela dénote d'une amorce d'un changement d'attitude de l'acteur étatique, mais pas encore un desserrement de l'emprise de l'État sur la planification urbaine.

- Ce constat explique, dans une large mesure, l'ineffectivité des documents d'urbanisme, comme cela transparaît de l'évaluation de la mise en œuvre de ces documents, une démarche qui ne se limite pas aux seuls documents d'urbanisme, mais qui intègre la variable institutionnelle, étant donné que la planification est à la fois des plans et des institutions qui les réalisent et les mettent en œuvre.
- Un bilan global et sectoriel est ainsi dressé qui révèle un degré de réalisation très en deçà des prévisions affichées.

III. La mise en œuvre, le parent pauvre de la planification urbaine

Bilan du SDAU de 1985



Bilan quantitatif

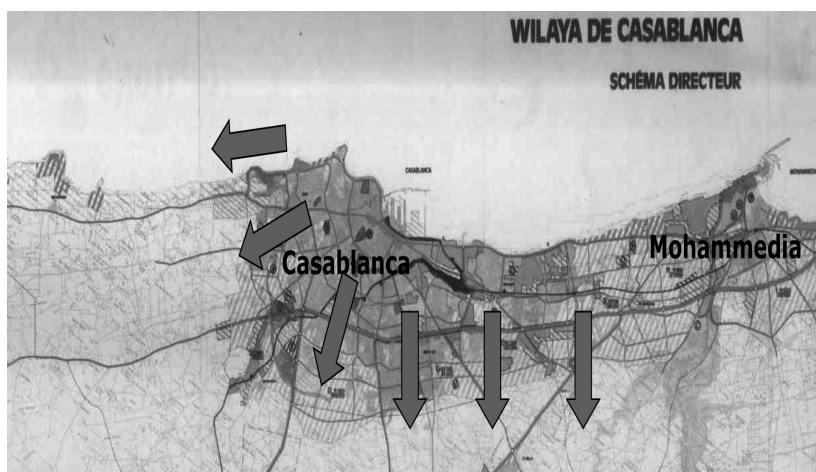
- Production potentielle moyenne : 15.500 logements/an ;

- Surface engagée à l'urbanisation : environ 16 000 ha, pour une population de près de 3.300.000 habitants, soit un ratio de 50 m²/habitant.

NATURE DES ÉQUIPEMENT	RÉALISATIONS	TAUX
COMPLEXES ADMINISTRATIFS DES PRÉFECTURES,	Complexes administratifs réalisés, à Ain Sebâa, Ben Msick, Hay Hassani et Mohammedia.	100%
AVENUE ROYALE	Libération partielle de l'emprise amorcée en 1993.	30%
ANCIENNE MÉDINA	Entamée dans le cadre du projet de réhabilitation et mise à niveau de l'ancienne médina (27 août 2010)	
VOIE DES PRÉFECTURES	Partiellement	90%
RESTRUCTURATION DE LA PLACE DES NATIONS-UNIES,	réalisée dans le cadre de la réalisation de la première ligne du tramway	100%
RESTRUCTURATION DU PARC DE LA LIGUE ARABE,	Non réalisée	0%
AMÉNAGEMENT DU CENTRE D'AFFAIRES	Partiellement	20%
AMÉNAGEMENT DU BD MOHAMED VI (EX-ROUTE DE MÉDIOUNA)	Non réalisé	0%
AMÉNAGEMENT DES ABORDS DU PALAIS ROYAL	Non réalisé	0%
RÉALISATION DE NOUVELLES VOIES URBAINES	Partiellement	
PROJET DU MÉTRO DE CASABLANCA	Non réalisé La ville décide de renoncer à ce projet et opte pour le tramway.	0%

PALAIS DES CONGRÈS	Non réalisé. Un projet est prévu dans le cadre du projet de la Marina, mais tarde à se réaliser.	0%
THÉÂTRE	Non réalisé, un projet inauguré par le souverain le 16 octobre 2014	0%
AMÉNAGEMENT DE LA PLACE MOHAMED V	Non réalisé	0%
AMÉNAGEMENT DE LA PLACE MOHAMED V	Non réalisée	0%
AMÉNAGEMENT DU BOULEVARD ABDELMOUMEN	Non réalisée	0%
AMÉNAGEMENT DU PORT DE PLAISANCE DE MOHAMMEDIA	Non réalisée	0%
AMÉNAGEMENT DU SECTEUR DE LA GARE DE MOHAMMEDIA	Non réalisée	0%

Bilan du SDAU de 1985



Bilan qualitatif

- Non réalisation du schéma linéaire
- Urbanisation débridée en périphérie;
- Problématique foncière non maîtrisée,
- Faible taux de réalisation des équipements d'infrastructure et de superstructure;
- Urbanisation par greffage de lotissements;
- Enclavement de nombreux terrains.

Bilan de réalisation des actions majeures du SDAU de 1985

Nature des équipements	Projetés	Réalisés	%
Enseignement Public	524	109	21%
Enseignement Professionnel	90	11	12%
Santé	162	12	7%
Publics Divers	577	19	17%
Sport	103	15	15%
Total	1456	246	0,17

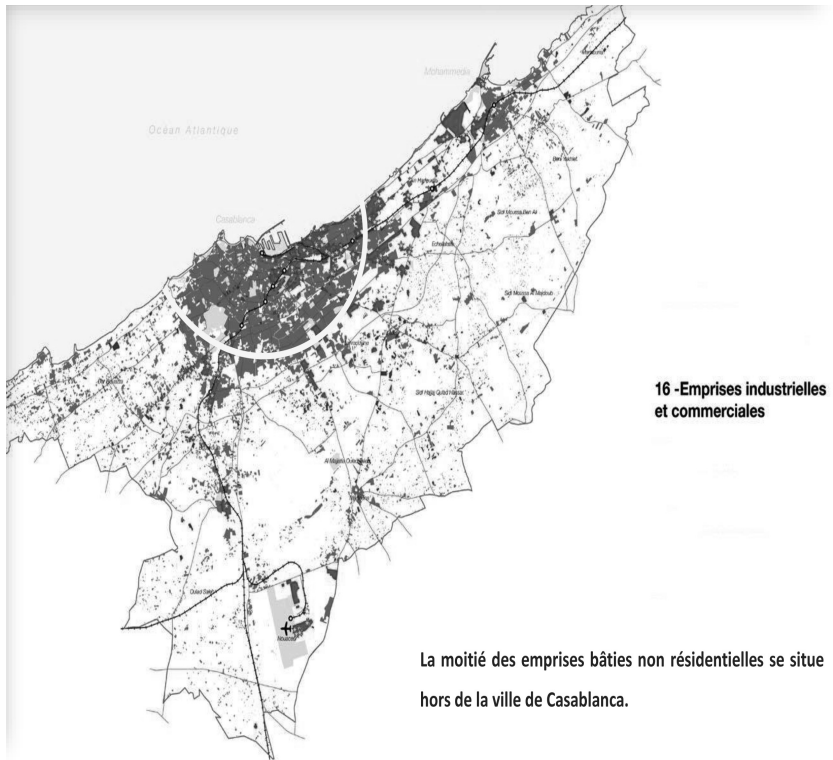
Degré de réalisation des équipements projetés par les plans d'aménagement.

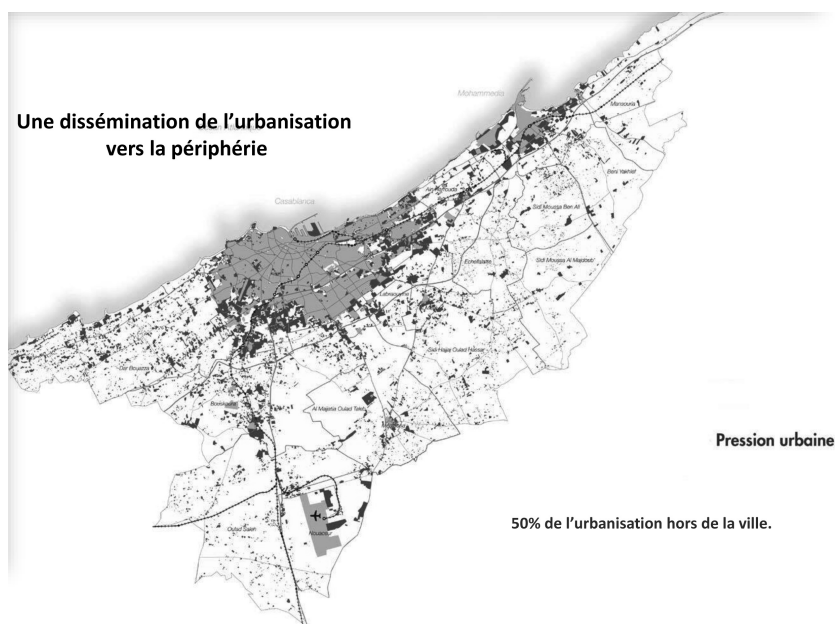
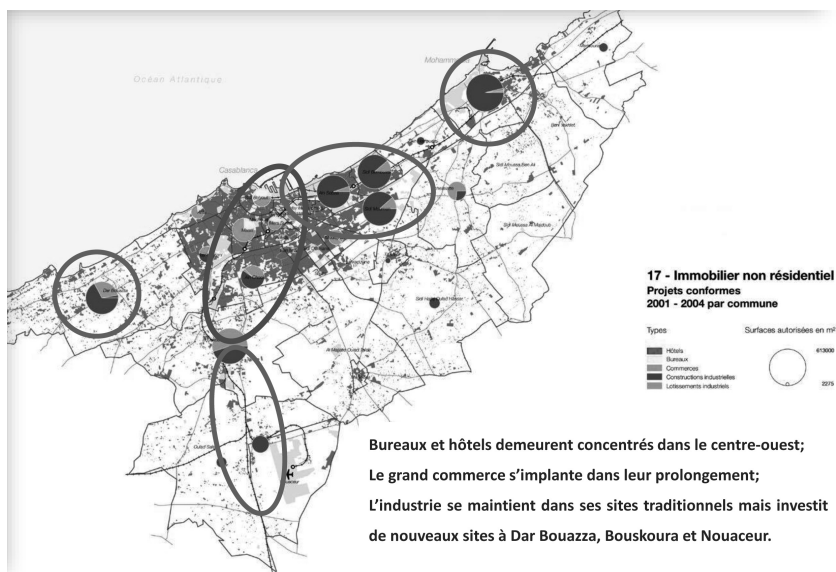
*Source : Agence Urbaine de
Casablanca 1998*

PRÉFECTURE	TAUX DE RÉALISATION
CASABLANCA-ANFA	39%
AIN CHOCK-HAY HASSANI	44%
BEN M>SIK-MEDIOUNA	45%
AIN SEBAA-HAY MOHAMMADI	30%
DERB SOLTANE-ALFIDA	7%
MY RCHID-SIDI OTHMANE	90%
MOHAMMEDIA	31%
SIDIBERNOUSSI-ZENATA	33%
TOTAL	40%

Taux de réalisation des voies d'aménagement

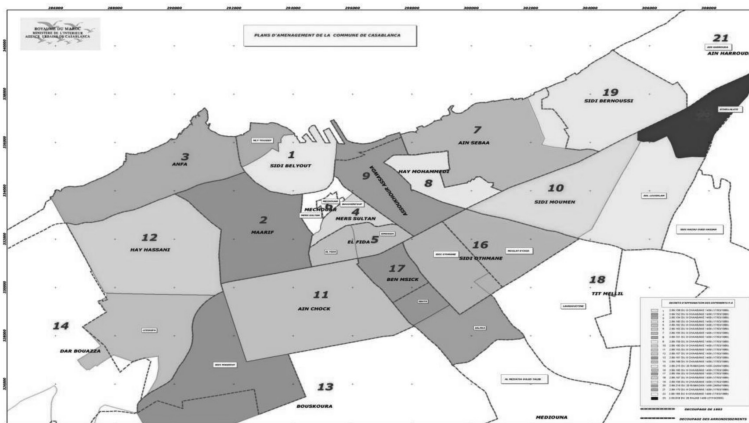
**Source : Agence Urbaine de
Casablanca, 1998**



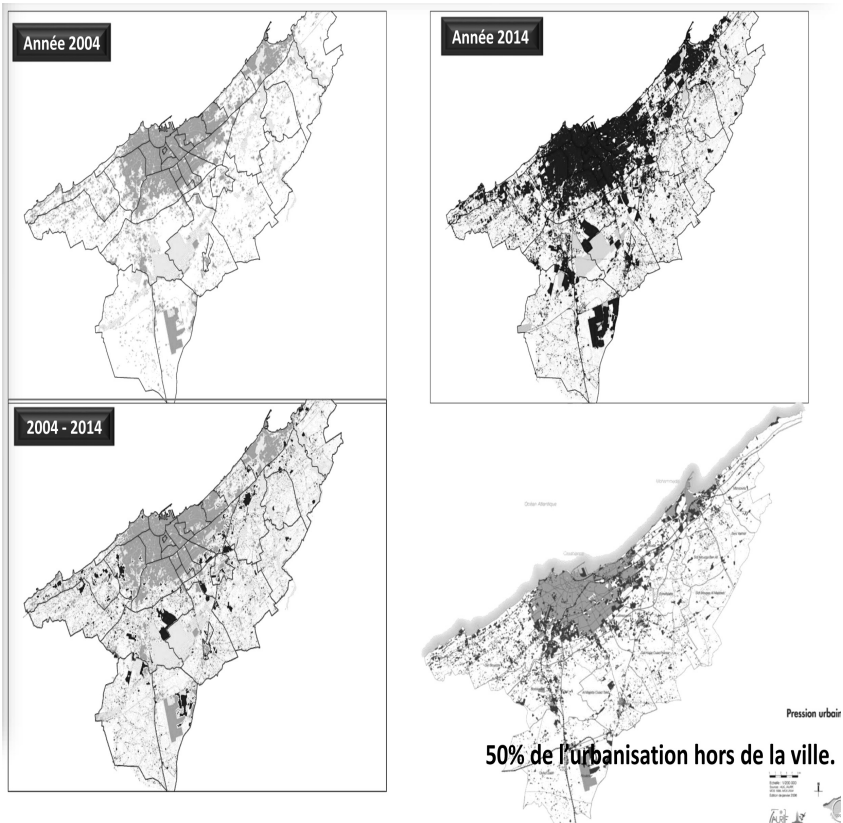




1989 : 33 plans d'aménagement pour le Grand Casablanca



2003 : La ville réunifiée est couverte par
20 plans d'aménagement



- Une planification urbaine essentiellement physique et théorique

Afin d'atteindre, à travers l'organisation de l'espace urbain, une régulation du champ social, l'État a tenu à :

- Encadrer l'urbanisation de la métropole, à travers des règles juridiques spécifiques, en anticipant sur le dispositif légal national puisque Casablanca a été la première à disposer d'une loi sur le SDAU et sur l'agence urbaine.

- mobiliser les ressources politiques et financières nécessaires pour réussir le projet de couverture de la métropole en documents d'urbanisme.
 - instrumenter la planification urbaine sous ses formes prospectives et prescriptives.
 - Diverses raisons expliquent ce bilan mitigé : juridiques, institutionnelles, foncières et financières.
 - Ce qui est frappant, c'est l'absence d'une gouvernance de la mise en œuvre : on relève l'inexistence d'une structure de coordination, ce qui amène les acteurs publics à agir en ordre dispersés, la déconcentration se fait toujours attendre et son absence complique davantage la mise en œuvre.
- **La planification urbaine est beaucoup plus un instrument de régulation sociale qu'un outil d'organisation spatiale.**
- Elle est loin de constituer une véritable voie de développement urbain dans la mesure où elle n'est pas conçue comme un projet intégré;
 - Ni un projet intégratif et fédérateur de l'ensemble des acteurs y compris bien sûr le citoyen et l'acteur économique, autour duquel doivent être mobilisées toutes les ressources humaines et financières nécessaires.
- **La planification urbaine réglementaire ne peut servir convenablement le développement urbain et son dépassement est aujourd'hui une nécessité pour une métropole qui ne saurait se gouverner sous un régime juridique, institutionnel et financier de droit commun.**

- Les approfondissements possibles :

- La nécessité d'une planification stratégique qui aménage une place particulière à la société civile;
- L'indispensable instauration d'une stratégie de financement de l'urbanisation qui fait, entre autres, appel à une analyse économique de la planification urbaine.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 27 avril 2017*

Mesdames, Messieurs, Chers Professeurs, Chers Amis

C'est avec une grande joie que je vous souhaite la bienvenue au nom du *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain*.

Aujourd'hui, nous sommes particulièrement heureux d'accueillir Monsieur Ahmed Benabadji dont l'engagement en faveur du développement humain nous a beaucoup impressionnés. L'originalité du projet OPEN VILLAGE qu'il a lancé avec quelques partenaires nous interpelle ; ce projet vise au développement intégral de communautés particulièrement isolées ou défavorisées selon les critères en vigueur dans nos sociétés de plus en plus globalisées.

Le périple que Monsieur Benabadji a accompli avec sa famille pour pénétrer dans des villages types isolés dans divers pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine l'a convaincu d'entreprendre une mission d'abord d'information ; il tient à identifier l'originalité des savoirs faire et des ressources humaines dans des communautés villageoises particulièrement coupées du reste du monde ; il juge nécessaire de faire connaître les vécus de ces populations auprès des publics de sociétés prétendument «avancées».

Son témoignage sur son parcours, ses observations et ses suggestions pour accompagner les communautés enclavées dans leur développement dans un monde de plus en plus globalisé

seront au cœur de son exposé et du débat qui suivra. L'intitulé de son exposé est : **Pour un développement autonome dans les zones rurales: leçons d'un tour du monde.**

Conformément à sa mission, notre Centre encourage les échanges d'idées, de propositions et d'initiatives qui portent sur tout ce qui peut contribuer à développer les capacités intellectuelles, sociales et culturelles de tous les secteurs de la population marocaine. Aucune Marocaine, aucun Marocain ne doit rester abandonné(e) sur le bord de la route ou considéré comme élément négligeable.

D'ailleurs dans son combat pour la libération des populations marocaines dès les années 1930, et plus encore dès l'indépendance, mon père Mohamed Hassan Ouazzani n'a cessé de proposer l'alphabétisation et la formation des populations où qu'elles soient et notamment dans les zones rurales ; il affirmait avec conviction que les populations rurales qui constituaient (et constituent encore en 2017) la majorité du peuple marocain ne devaient pas être tenues à l'écart des développements de la société après la restauration de l'indépendance du pays.

Dans l'esprit de Mohamed Hassan Ouazzani, il ne saurait être question de construire une société démocratique au Maroc en laissant à son sort une grande partie de la population.

C'est dire qu'à ce stade, après plus d'un demi-siècle d'indépendance, une intégration des populations rurales au processus de développement national représente toujours un défi de première importance.

Des voies nouvelles méritent donc d'être explorées et tentées par rapport à cette grande question : c'est là tout l'intérêt des réflexions et des propositions que notre conférencier a accepté de partager avec nous.

Pour un développement autonome dans les zones rurales

Leçons d'un tour du monde^(*)

Ahmed BENABADJI^(**)

Pour le Maroc, les enjeux du développement rural sont énormes. Le monde rural occupe 90% de la superficie du territoire et abrite encore 40% de la population totale. C'est dans 25 000 douars environ que vivent 13,5 millions de nos concitoyens qui représentent encore 45% de la population active⁽¹⁾ mais aussi 80% des pauvres et 64% des personnes vulnérables.

Nos dirigeants sont obnubilés par le chômage et par les vagues de jeunes diplômés pour lesquels il faut chaque année trouver du travail. Cette obsession, au demeurant fort légitime, et peut-être aussi une certaine méconnaissance des réalités du «Maroc inutile», les empêche de voir le tsunami sociodémographique qui nous atteint depuis le début des années 2000 et dont les dégâts sont malheureusement bien visibles pour qui se donne le temps de lire les chiffres et de circuler dans les quartiers les plus périphériques des grandes villes marocaines.

(*) Conférence du 27 avril 2017, animée par M. Ahmed BENABADJI, présidée par Dr.Houria OUAZZANI, et modérée par le Pr. Antoine FLEURY (Professeur émérite à l'Université de Genève).

(**) Fondateur des Open Villages, diplômé MBA du MIT BOSTON.

(1) Ils n'en représentent que moins de 5% chez notre voisin espagnol.

Entre 1994 et 2014, le taux d'urbanisation est passé de 51% à 60%⁽¹⁾ soit un accroissement de la population urbaine de 7 millions de personnes. Ce phénomène s'accélère : entre 2004 et 2014, la population urbaine a augmenté de 4 millions de personnes alors que celle des campagnes a commencé de baisser pour la première fois. Si on déduit l'accroissement naturel des populations urbaines, on arrive vite à la conclusion que l'exode rural a concerné 2 millions de personnes entre 2004 et 2014. Cela veut dire qu'au rythme actuel de cet exode, il nous faut construire 3 villes de la taille d'Agadir ou 2 villes de la taille de Marrakech tous les 10 ans. Les expériences récentes qui ont été menées pour créer des villes nouvelles dans notre pays n'ont pas été couronnées de succès, tant s'en faut. L'échec de la ville de Tamanoir lancée en 2004 à la périphérie de Marrakech qui devait abriter 400 000 habitants mais qui n'en compte aujourd'hui que 50 000 est patent et cet exemple à lui seul devrait sérieusement nous faire réfléchir quant à notre capacité à construire, non pas une, mais trois villes de plus de 600 000 habitants tous les 10 ans.

Vu du côté des campagnes, c'est l'équivalent d'un douar entier qui disparaît tous les jours. En termes de dynamique socio-économique, c'est d'ailleurs encore pire que cela, car c'est souvent la fraction la plus entreprenante, la plus jeune, la plus éduquée qui part en premier, ne laissant dans les villages que les populations les plus fragiles et celles qui auront le plus de mal à améliorer seules leurs conditions de vie.

Alors, comment se sortir de cette double tenaille dont une mâchoire appauvrit nos campagnes en la vidant de ces ressources humaines les plus capables et dont l'autre accentue les problèmes d'emploi, de sécurité et de congestion de nos cités à un rythme que les pouvoirs publics ont du mal à suivre ?

(1) Sources : Haut-commissariat au Plan (HCP).

Un tour du monde pour comprendre

Pour vous donner quelques éléments de réponse, et avant de revenir au Maroc, permettez-moi de faire un long détour de près de 40 000 km. Je rentre d'un voyage autour du monde que nous avons fait en famille avec nos 5 enfants pendant un an. Notre voyage nous a emmenés au Sénégal, en Ouganda, en Inde, au Vietnam, aux Philippines, en Nouvelle-Zélande, en Australie, au Costa Rica, au Mexique, à Cuba, en Colombie, au Pérou, en Bolivie et au Brésil⁽¹⁾.

Ce qui a déclenché cette envie de partir fut la réalisation que le monde n'allait pas très bien. Comme beaucoup, nous nous posons des questions sur l'avenir de nos cinq enfants. Mais, en même temps que nous avons été les témoins des crises multiples (économiques, sociales, politiques, écologiques, morales, ...) qui ont secoué le monde depuis plus de 10 ans, nous avons aussi vécu l'expérience extraordinaire d'avoir accompagné un village du Haut-Atlas dans son développement, expérience qui nous démontrait qu'une autre voie était possible, une autre façon d'envisager le développement, plus respectueuse des hommes et des femmes, de leurs cultures et des écosystèmes qui les abritent.

Naturellement, l'objectif de notre voyage autour du monde fut alors de découvrir d'autres villages ayant fait le choix d'un développement socio-économique autonome, écologique, soucieux du bien-être de tous les habitants, pour apprendre d'eux les bonnes pratiques, les « recettes du succès » et les causes d'échecs.

(1) Un article racontant notre périple et sa préparation : <http://open-village.org/wordpress/wp-content/uploads/2017/01/In-bed-with-la-famille-Benabadji.compressed.pdf>. On pourra aussi se référer au blog que j'ai tenu pendant le voyage (<http://open-village-ahmed.blogspot.com>) et aux articles publiés dans le magazine We Demain <https://www.wedemain.fr/search/?keyword=Ahmed+et+Karine+Benabadji>

Ces villages d'exception nous les avons appelés des **Open-Villages**, que nous avons définis comme des communautés en recherche d'autonomie économique, mais ouvertes aux partages et aux échanges, soucieuses de l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants, et prêtes à partager leur expérience. Ce sont, dit rapidement, des villages qui mettent leur savoir-faire et les détails de leurs expériences en « Open-Source » afin que d'autres puissent s'en inspirer, les copier, les améliorer et en corriger les erreurs.

Au cours de ces 12 mois passés au contact quotidien des habitants de ces villages souvent isolés, en discutant avec leurs leaders pour essayer de comprendre leurs secrets et apprendre aussi de leurs erreurs, en travaillant là où l'on voulait bien nous confier quelques tâches simples, en visitant leurs maisons, leurs champs, leurs écoles, en s'émerveillant tout simplement de la beauté des lieux et de la richesse des écosystèmes qui les abritent, nous avons eu accès à une nouvelle éducation, une « rééducation » si l'on veut, dans laquelle certaines choses qui nous semblaient auparavant indispensables sont apparues comme superflues et où d'autres qui nous semblaient banales sont devenues primordiales. Après ce voyage au cœur de « l'autre monde », une bonne partie de nos idées reçues sur la pauvreté et le développement ont été battues en brèche par une réalité têtue qui, village après village, communauté après communauté, nous a obligés à revoir beaucoup de nos croyances et de nos préjugés.

Notre modèle de développement est à bout de souffle

Commençons tout d'abord par un constat d'échec. Dans tous les pays que nous avons visités, le modèle de développement dominant est celui des économies occidentales, un modèle dont il faut admettre qu'il a été créateur de richesses au 19^{ème} siècle

mais dans des conditions historiques, sociales, économiques et technologiques très particulières. Pour nos pays, les conditions ne sont plus les mêmes et il n'est pas étonnant que nos tentatives pour reproduire le «miracle industriel» ne soient pas couronnées des mêmes succès.

Mais, si nous n'avons pas eu les richesses promises, nous souffrons en revanche des mêmes déséquilibres engendrés par un tel modèle. En effet, dans le schéma de croissance inventé par les Européens au moment de la révolution industrielle, c'est essentiellement dans les villes que se passe la création de valeur, car c'est là que se concentrent les capitaux, les innovations technologiques, la main-d'œuvre formée et les débouchés commerciaux. Les villages et leurs écosystèmes ruraux ne sont considérés que comme des gisements de ressources ou des réservoirs de main-d'œuvre dans lesquels l'industrie puise autant que de besoin, dans des modalités qui ressemblent beaucoup plus à un pillage en règle qu'à une transaction équilibrée et soucieuse de l'avenir.

Nous connaissons bien cela dans notre pays depuis qu'a été théorisée l'opposition entre le Maroc utile et le Maroc inutile. Mais nous avons vu ce même mépris et ce même désintérêt pour les populations rurales ailleurs. Au Vietnam, nous avons séjourné sur les hauteurs d'une ancienne vallée entièrement inondée pour y constituer un lac artificiel⁽¹⁾ afin d'alimenter en eau et en électricité la ville de Hanoi. Pour compenser l'ethnie Dao qui vivait là, le gouvernement vietnamien a mis en place une filière de transformation d'eucalyptus et de manioc, les Daos se chargeant de faire pousser les arbres et les tubercules et les industriels des villes proches de les transformer. Aujourd'hui après des années de monoculture intensive, les sols sont épuisés et les arbres rachitiques plantés sur les centaines «d'îles» qui peuplent

(1) Le lac ThacBà à 160 Km au nord.

le lac ne permettent plus de générer suffisamment de revenus. Les usines de transformation sont au bord de la faillite et les paysans ruinés vont devoir régénérer leurs sols (ce qui prendra de longues années) avant de pouvoir espérer retrouver une production agricole suffisante pour subvenir à leurs besoins.

Ce captage de ressources par les villes dans le modèle de développement classique ne se limite pas aux ressources naturelles. Il touche aussi les ressources humaines, « aspirant » les forces vives de communautés dont la survie dépend en grande partie de la capacité de travail collective de leurs habitants. Ainsi, les responsables du village d'Enampor en Casamance (Sénégal) nous ont alertés sur la première cause (paradoxe !) de leur appauvrissement : l'école... En effet, dès l'entrée au collège, les jeunes doivent aller poursuivre leurs études à la ville⁽¹⁾ et ce sont ainsi des dizaines de « bras » qui quittent le village alors même que l'entretien des rizières qui sont la plus importante source de revenu des familles, nécessite qu'ils aident leurs parents aux travaux d'endiguement afin de protéger les cultures de la salinité du fleuve. Leur absence se traduit directement par une réduction année après année des surfaces cultivées, les parents n'ayant ni la force ni le temps de réaliser seuls les travaux nécessaires.

Misères dans les cités

On pourrait nous rétorquer que l'Europe a connu au début du 20^{ème} siècle cette période de profonde transformation sociale qui a vu se vider les campagnes à mesure que prospéraient et grossissaient les centres urbains, et que la disparition du monde paysan n'est peut-être qu'un « dommage collatéral » sur la voie du bonheur et de l'enrichissement pour tous. Mais ce serait faire preuve d'un singulier aveuglement et oublier qu'en matière économique

(1) Soit à Ziguinchor, la capitale de la Casamance, soit à Dakar.

l'histoire ne bégaie pas. Car s'il y a un autre triste constat que nous pouvons faire aujourd'hui après avoir brièvement séjourné dans des villes comme Dakar, Kampala, Manille, New Delhi, San Jose, Mexico City, Bogota, ou Lima, c'est que le bonheur n'est pas plus dans les faubourgs des capitales qu'il n'est dans le pré. Le modèle de développement qui met la prospérité des villes et le développement de l'emploi urbain au centre de ses attentions au détriment du bien-être des ruraux faillit tout autant à garantir le bonheur des citoyens. Il y a dans ces villes où nous passions vite entre deux avions ou avant de reprendre un transport collectif pour l'arrière-pays, une misère économique et sociale flagrante. Cette misère nous l'avons rencontrée partout, le jour dans les rues de Ziguinchor ou de Kampala où des centaines de jeunes hommes et femmes semblent errer à la recherche d'un travail ; le soir à Dakar où des mères de famille doivent se déshabiller en public avec leurs enfants pour s'endormir à même le sol sur des bas-côtés couverts de détritiques ; à Manille où ceux qui n'ont pas trouvé où se loger placent sur les murs de petites affichettes indiquant qu'ils recherchent «une place dans un lit pour quelques heures par jour» ; à San José, où ceux suffisamment fortunés pour avoir une demeure l'enserrent dans un grillage qui passe même parfois au-dessus du toit pour se protéger des voleurs⁽¹⁾.

La misère sociale dans les villes, c'est-à-dire à l'endroit même où les choix politiques et économiques devraient apporter de la prospérité, n'est malheureusement qu'un aspect de l'incapacité du modèle de développement que nous avons aveuglément suivi à remplir sa promesse. Notre incapacité à lutter efficacement contre

(1) Il pourrait paraître ironique que ceux qui vivent en prison soient ici les victimes, si on ne réalisait pas que cette ironie est en réalité l'expression d'une souffrance sociale et d'un déséquilibre dont on saisit mieux l'absurdité quand on sait que dans tous les villages où nous avons résidé les maisons restent ouvertes et les crimes sont extraordinairement rares.

la pauvreté et à fournir des emplois et des revenus décents à tous, se double d'une crise écologique sans précédent dans laquelle les ressources des écosystèmes sont littéralement « vidangées » sans précaution et sans souci pour l'avenir. Ce pillage qui ne produit des richesses que pour une part minime des populations et qui laisse la majorité dans le dénuement et la vulnérabilité a aussi pour conséquence le réchauffement climatique, la chute de la biodiversité, la pénurie d'eau, la pollution des océans et des rivages côtiers, la mauvaise qualité de l'air dans les villes, autant d'externalités négatives dont nous avons pu voir les manifestations pendant notre voyage.

Ainsi de l'Ouganda, un pays qui a perdu plus de 30% de sa surface boisée en 20 ans et où les forêts primaires qui faisaient sa richesse écologique ont presque totalement disparu. Le monde rural ougandais vit dans un profond dénuement avec, à côté des exploitations géantes de thé, propriétés de multinationales étrangères, de nombreux paysans vivant en dessous du seuil de pauvreté sur leurs petites parcelles et qui rêvent de la prochaine «Cash Crop», cette culture-miracle qui les rendra riches. Mais Kampala, la capitale où s'entassent aujourd'hui près de 2 millions de personnes, ne va guère mieux. Alors qu'elle est située au bord du plus grand lac d'Afrique, la mégacité peine à suivre le rythme de croissance effréné du nombre de ses habitants et ne parvient pas à garantir l'approvisionnement en eau potable de sa population. Près d'un Kampalais sur deux vit sous le seuil de pauvreté, preuve supplémentaire que la promesse d'un avenir meilleur dans la grande ville s'est avéré en fin de compte n'être qu'un miroir aux alouettes pour bien des paysans qui ont espéré y trouver du travail et un nouveau départ dans la vie.

Dans les Open Village, l'économie est autonome, solidaire et durable

A contre-courant, ou peut-être tout simplement en marge du modèle de développement dominant dont nous avons pu mesurer pays après pays qu'il avait failli à sa promesse pour de très large franges des populations urbaines et rurales, les villages dans lesquels nous avons résidé nous ont fait découvrir une autre économie, autonome et solidaire, centrée sur le développement humain, c'est-à-dire sur le bien-être et le bien-aise⁽¹⁾ des populations.

Dans ces communautés de 300 à 1000 habitants, pas de boom économique, pas de taux de croissance à deux chiffres, pas de petits dragons, pas de stratégies commerciales agressives, mais le désir d'améliorer significativement les conditions de vie des villageois afin que ceux qui y habitent encore y soient heureux et que ceux qui étaient partis chercher ailleurs un travail puissent revenir. Chacun de ces villages a conçu et mis en œuvre sa «stratégie économique» de manière différente bien sûr, en fonction des ressources dont il disposait, des savoir-faire qu'il maîtrisait encore, des relations qu'il a su tisser avec les villes et les autres communautés rurales environnantes, des caractères de leurs leaders, de la culture et des valeurs partagées, etc. Mais il reste au bout du compte que certaines dimensions ont été présentes partout, comme des éléments de base sur lesquels tous ont fondé leur vision d'avenir et bâti sa mise en œuvre.

Ces dimensions, ce sont les sept secrets des Open Villages que nous avons théorisés à l'issue de notre voyage et nous pensons que toute communauté humaine peut s'en inspirer pour construire un avenir meilleur pour ses membres.

(1) Comme le dit joliment Edgar MORIN «Où va le monde ?», *L'Herne*, 2007, p. 25.

1) L'autonomie

Le premier secret est sans doute déterminant tant il donne du sens à tous les autres. A bien des égards, le désir d'autonomie est le pivot autour duquel vont s'articuler les six autres éléments.

Dans bien des économies, même développées, l'État est partie intégrante du système de création et de répartition des richesses. Son absence ou son incapacité à répondre aux besoins des habitants en termes d'emplois, de niveau de vie, de sécurité, d'assurance sociale, d'éducation, d'infrastructure, etc. est vécue comme l'échec de l'administration à remplir sa fonction et donc comme une rupture du contrat social. Les habitants mécontents réclament et revendiquent ce qu'ils estiment être leur «dû», mais il faut des circonstances extraordinaires (comme les effets catastrophiques de la crise de 2008 en Espagne) pour qu'ils décident de prendre leur avenir en main et que la dépendance cède la place au désir d'autonomie.

Dans les Open villages, l'autonomie est multidimensionnelle, restant toutefois dans un strict cadre économique et social, c'est-à-dire s'appliquant à la satisfaction de besoins primaires (se nourrir, se vêtir, se loger, se soigner, ...) ou sociaux (s'éduquer, s'informer, se distraire, partager des équipements ou des infrastructures communes, etc.)⁽¹⁾.

Parfois de manière très consciente et planifiée, parfois en saisissant simplement les opportunités qui se présentent, les Open villages cherchent à atteindre un niveau minimum d'autonomie

(1) La seule instance durant notre voyage où les désirs d'autonomie socio-économique se sont accompagnés d'une revendication d'autonomie politique fut chez les zapatistes des Chiapas (Mexique). Mais là encore, l'autonomie socio-économique fut première. L'autonomie politique ne vint qu'après (et encore pas sous la forme d'un séparatisme) en réponse au refus des autorités centrales mexicaines d'accéder aux demandes des populations indiennes marginalisées.

sur les dimensions qui leur semblent les plus pertinentes compte tenu de leur contexte. Ainsi à Pangangan aux Philippines qui est à 1h30 de bateau du port le plus proche, l'autonomie alimentaire était absolument critique ; dans les Chiapas, c'est plutôt l'autonomie éducative qui était visée en priorité par des communautés qui souhaitaient que leurs enfants se réapproprient leur culture et apprennent les savoir-faire nécessaires à la survie de leurs villages.

2) La solidarité

Mais, l'autonomie n'est pas possible sans la solidarité car elle a d'abord besoin de bras et d'intelligence collective. Les travaux d'infrastructure communautaire ne peuvent être engagés qu'avec la participation de tous, les activités de production nécessitent le partage d'outils ou de moyens, la cohésion sociale exige l'aide aux plus démunis, etc.

Que l'on prête une mule ou que l'on aide son voisin dans les travaux des champs, que l'on participe au financement d'un projet créateur de revenus pour une famille du village par du micro-crédit local, que l'on transmette un savoir-faire aux plus jeunes ou que l'on donne des jours de travail pour construire une route qui désenclavera la communauté, les habitants des Open Village pratiquent au quotidien une solidarité active, créatrice de valeur et sans laquelle l'autonomie ne resterait qu'un vœu pieux.

Cette solidarité (que les berbères du Haut-Atlas appellent Tiwizi), nous l'avons trouvée partout, peut-être de manière plus emblématique à Enampor en Casamance au travers des réunions hebdomadaires de femmes qui s'entraident sur leurs projets en se prêtant de petites sommes d'argent, ou au travers des soutiens financiers et logistiques que s'offrent les communautés musulmanes et catholiques lorsque l'une ou l'autre a besoin d'aide.

3) L'écosystème

De même, l'autonomie ne se gagne qu'à partir d'un socle de ressources disponibles et suffisamment proches du village pour que les habitants puissent en contrôler le renouvellement. Les Open Villages trouvent ce socle directement dans leur écosystème qu'ils exploitent et qu'ils protègent. L'écosystème «exploitable» ne se limite pas à l'ensemble des ressources naturelles (terres, forêts, retenues et cours d'eau, etc.) que l'on énumère classiquement. Il comprend aussi des éléments de patrimoine naturel comme les paysages, les chemins, la faune et la flore qui sont autant de richesses locales avec lesquelles on peut créer des activités génératrices de revenus.

Ainsi, à Provincia de Dota au Costa Rica, ce sont les grands rochers aux formes et aux aspérités particulières qui parsèment le territoire du village qui ont été exploités pour attirer les grimpeurs du monde entier. Une compétition nationale est organisée annuellement sur le lieu et une équipe de jeunes du village formés par un Canadien passionné d'escalade a même gagné les championnats d'Amérique centrale, redonnant fierté et optimisme à une communauté qui était en train de s'éteindre.

Mais c'est sans doute à La Viuda en Colombie que nous avons eu la chance de voir une approche de valorisation de l'écosystème totalement construite par la communauté avec l'aide d'anthropologues, de géographes, d'agronomes et de professionnels du tourisme. Dans ce village, la démarche a consisté en une identification exhaustive des ressources et du patrimoine naturel, couplée avec un recensement précis des savoir-faire et des envies des familles. Cette étude a permis d'identifier des activités génératrices de revenus comme par exemple celles qui ont été créées autour de parcours de promenade à pied ou à cheval autour du village et qui permettent aux villageois qui le souhaitent d'offrir

des services de transport, de location de cheval, de restauration ou même d'hébergement.

4) La culture

Dans les Open Village, la culture n'est ni du folklore pour attirer les touristes, ni un reliquat encombrant du passé qu'il conviendrait de faire disparaître pour «passer» enfin à la modernité. Elle est en fait absolument indispensable en tant que «ressource sociale» qui aide à dynamiser le vivre ensemble, qui fonde la réflexion et qui oriente la prise de décision communautaire. Partout où nous sommes allés les gens étaient très attachés à leur culture et aux valeurs qui les réunissent, car consciemment ou inconsciemment, ils savent que cette culture partagée est à la fois le ciment de la communauté, mais aussi un cadre de référence commun à tous les habitants qui leur permet de se comprendre, d'analyser le réel et les situations qu'ils rencontrent et de décider ensemble, de manière souvent consensuelle, les actions à entreprendre. Dans leur culture, ces communautés puisent une force de cohésion et une rationalité adaptées aux challenges qu'ils doivent relever dans leur développement.

C'est sans doute en Ouganda, avec la troupe de danse N'dere, que nous avons le mieux compris l'importance d'une culture locale ancrée dans le quotidien et partagée par l'ensemble des membres d'une communauté. Pour Steven, le créateur de cette troupe extraordinaire qui a formé des centaines de danseurs et réintroduit des danses et des musiques traditionnelles qui disparaissaient peu à peu, les arts populaires ont une fonction sociale extrêmement importante. Ils permettent de véhiculer des valeurs, des enseignements⁽¹⁾ et des normes collectives et doivent à ce titre être protégés et transmis avec le même soin que l'on

(1) La troupe a par exemple utilisé la danse pour sensibiliser les populations rurales aux comportements sexuels à risque afin de lutter contre la propagation du SIDA.

apporte à l'éducation ou aux savoir-faire techniques. A Taquilé, cette île « hors du temps » sur le Lac Titicaca au Pérou, c'est encore l'ancien code inca qui prévaut pour les Indiens Aymaras qui y vivent : « Ama Sua, ama llulla, ama quilla » (que l'on peut traduire par « ne pas voler, ne pas mentir, ne pas paresser »). Ce code organise la vie politique, économique et sociale de la communauté mieux que n'importe quel code civil, réglementation du travail ou droit commercial. Les habitants travaillent beaucoup, dans un cadre très organisé qui permet d'optimiser les rendements des terres, alors même qu'elles sont cultivées de manière traditionnelle. Sur les chemins entre la maison, le champ ou le village, les hommes tricotent pour ne pas perdre de temps et les femmes filent la laine sur des quenouilles, faisant ainsi perdurer un antique savoir-faire qui leur a permis de faire inscrire au patrimoine mondial de l'UNESCO leurs magnifiques productions textiles. Mieux encore, le village organise annuellement un festival. Tout comme la « fête des canards » à Enampor au Sénégal, ce festival est d'abord et avant tout à destination des villageois et notamment des jeunes pour qu'ils apprennent et s'approprient les valeurs de leur communauté.

5) La démocratie directe

Les projets de développement mis en œuvre par les Open Villages engagent les ressources de leur communauté sur plusieurs années et sont toujours le fruit d'arbitrages entre différentes priorités. Comment font les leaders de ces villages pour s'assurer que les préférences et les choix des différentes parties prenantes sont prises en compte, que toutes les alternatives sont évaluées et que le choix final représente bien une décision collective, majoritaire ou consensuelle ?

Si nous avons pu voir autant de modes de gouvernance que de villages visités, qui vont du modèle classique électif et

représentatif, au modèle «soft» caractérisé par le leadership informel d'une personne ou d'un groupe, il reste que tous sont caractérisés par une participation active des villageois aux décisions qui les concernent. Des réunions d'information et des débats contradictoires sont organisés avant chaque grand projet, et tout le monde a la possibilité d'exprimer sa position. Cette démocratie directe est un pilier de la cohésion sociale alors que de grands changements peuvent affecter le fonctionnement traditionnel de ces communautés rurales. Elle est aussi garante de l'appropriation par l'ensemble des habitants des décisions qui auront été prises par la majorité.

A Taquilé, les dirigeants de l'île sont élus par acclamation sur la grande place du village. Le territoire est divisé en zones (les suyus) et chaque zone choisit son représentant qui doit représenter son suyu auprès des instances centrales et rendre régulièrement des comptes à ceux dont il a la charge.

Parfois, plusieurs structures de gouvernance cohabitent, formelles et informelles, citoyennes et religieuses, politiques et civiles, hiérarchisées ou libres. A Enampor, nous avons rencontré un groupement de femmes divisé en associations «de quartier». Dans ce même village, nous avons aussi travaillé avec un petit groupe informel de leaders locaux qui développent des projets générateurs de revenus pour l'ensemble du village et nous avons été invités à assister à la réunion annuelle de reddition des comptes du bureau de la paroisse⁽¹⁾. Mais bien d'autres groupes

(1) Cette réunion, qui a duré plusieurs heures, avec des échanges « sans concession » entre les paroissiens, le prêtre et les membres du bureau, pourrait servir d'exemple à bien des assemblées générales d'entreprises ou d'organisations politiques tant les questions des participants étaient précises obligeant les membres du bureau à fournir toutes les preuves de l'efficacité de leur gestion. Le ton est malgré tout resté courtois tout le temps et le grand repas qui a réuni tous les paroissiens en fin de réunion a été un grand moment de convivialité permettant de « panser les plaies » d'un débat parfois « mordant ».

et formes de leadership existent dans cette commune de 2 000 habitants au-delà des trois avec lesquels nous avons pu interagir. Ce foisonnement d'activités démocratiques est une manifestation de la vitalité de ces communautés et de leur engagement à se développer par elles-mêmes.

6) L'éducation

S'il est un sujet qui semble consensuel dans le monde entier, c'est bien celui de l'éducation des jeunes et de l'importance d'un enseignement adapté pour fonder le développement économique et social. Le village de Tizi n'Oucheg en a fait son combat prioritaire, Enampor au Sénégal et Dukka en Inde se battent pour obtenir qu'un collège soit construit sur le territoire de leur commune, et sous des formes diverses chaque village nous a parlé de son école et de ce qu'il en attendait, preuve que le besoin d'éducation est reconnu partout comme critique.

Mais là où les Open Villages se distinguent du discours classique sur l'éducation des futures générations, c'est dans l'importance particulière qu'ils accordent à la transmission des savoir-faire traditionnels et à l'enseignement de savoirs utiles à leurs communautés rurales. Dans la quasi-totalité des pays que nous avons visités, les enfants reçoivent une éducation universelle essentiellement orientée vers les besoins de la ville afin de les préparer pour des emplois citadins, dans l'industrie ou les services. Les communautés des Open villages insistent quant à elles sur les compétences et les savoir-faire indispensables à maîtriser dans le monde rural.

Cette revendication légitime n'est pas toujours reconnue par les systèmes éducatifs des États qui ont du mal à adapter leurs programmes aux besoins du monde rural. Le seul pays dans lequel nous avons trouvé une véritable volonté politique de répondre

aux besoins des communautés rurales est le Costa Rica avec d'ailleurs une offre complète qui propose un enseignement à distance pour tous les niveaux en plus des cursus classiques dans des établissements gérés par l'État et des formations continues pour adultes pour que ceux-ci puissent acquérir de nouvelles compétences techniques, commerciales et managériales et ainsi développer localement des activités génératrices de revenus. Des passerelles existent même entre les différents circuits permettant à un enfant qui a choisi de suivre un cursus par correspondance de poursuivre par exemple des études supérieures à l'université.

Ailleurs, là où l'État n'a pas consenti le formidable investissement qu'a fait le Costa Rica dans un système éducatif souple, les communautés des Open Villages négocient avec l'école publique des espaces et des horaires adaptés pour que leurs enfants puissent acquérir tous les savoir, savoir-faire et savoir-être qui ne sont pas ou insuffisamment enseignés à l'école. Cela peut se faire au sein même de l'établissement scolaire public (comme à Taquilé où l'on enseigne aux enfants le tissage, le filage, le tricot et un certain nombre de bonnes pratiques agricoles) ou par la création de classes complémentaires (par exemple le préscolaire à Tizi n'Oucheg⁽¹⁾ ou bien les cours d'escalade, d'informatique et de langue anglaise pour les adolescents de Providencia de Dota). Plus rarement, comme nous avons pu le voir dans les Chiapas au Mexique, cela va même jusqu'à la déscolarisation des enfants du système éducatif national et la création de classes alternatives centrées sur les enseignements de base et les compétences utiles pour garantir la capacité des futurs adultes à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur communauté.

(1) Qui permet aux enfants berbérophones d'apprendre l'arabe et d'améliorer leur transition vers une école publique où tout l'enseignement est dans cette langue.

7) L'innovation

Dans certaines communautés humaines, l'un des principaux obstacles au développement autonome est l'inertie intellectuelle et la résistance au changement. Lorsque les gens pensent que « les choses ont toujours été ainsi », lorsque les savoir-faire se transmettent de générations en générations sous une forme d'autorité qui exclut l'esprit critique, il est bien évidemment difficile d'introduire les innovations nécessaires au décollage économique et social de communautés sclérosées dans des pratiques devenues inadaptées ou non optimales. La réflexion critique et une créativité libre sont nécessaires pour changer des comportements, améliorer des processus de production et acquérir de nouvelles capacités. Toutes deux nécessitent une certaine prise de distance par rapport au quotidien et aux pratiques ancestrales.

Les Open-Village savent créer ce point de vue divergent de trois manières au moins.

La première est par l'écoute attentive des visiteurs étrangers, lorsqu'ils s'étonnent de certaines pratiques ou proposent des solutions nouvelles. Ainsi, le village de Tizi N'Oucheg a toujours su profiter des idées apportées par des étrangers (touristes, associations humanitaires, etc.) pour développer des projets générateurs de revenus comme la fabrication de confitures ou de tapis ou installer de nouveaux comportements comme le tri et le retraitement des déchets ou même installer des infrastructures complexes⁽¹⁾. A La VieVuLinh au Vietnam, le village a carrément fait appel à un franco-vietnamien spécialiste du tourisme rural authentique pour développer avec les responsables de la

(1) Comme cela a été le cas avec l'installation de bassin de retraitement des eaux usées qui permet aujourd'hui d'irriguer des surfaces agricoles qui étaient laissées à l'abandon du fait du manque d'eau.

communauté un projet global de développement constitué d'une école, d'un centre de formation aux métiers de la restauration et de l'hôtellerie et d'un éco-lodge. Aujourd'hui le projet s'étend pour intégrer des nouvelles compétences en permaculture et en agroforesterie avec l'aide d'experts vietnamiens afin de lutter contre l'appauvrissement des sols en renouvelant totalement les pratiques agricoles.

La deuxième voie par laquelle ces villages acquièrent de nouvelles capacités et compétences est par la valorisation des compétences acquises par les jeunes lorsqu'ils reviennent de leurs études⁽¹⁾ avec de nouvelles idées et de nouvelles approches. Dans plusieurs villages, nous avons ainsi rencontré des jeunes très impliqués dans les choix de développement de leur communauté. Contrairement à l'image, patriarcale et gérontocratique, que l'on a souvent des communautés traditionnelles rurales, les Open Village savent accorder un réel poids décisionnel aux nouvelles générations pour bousculer le statu quo. Cela se fait parfois au travers d'une association regroupant les jeunes du village comme à Enampor, ou bien directement par le fait que le leadership du village est attribué à de jeunes adultes et non pas uniquement dévolu aux anciens.

Enfin, la troisième voie est celle qui tire profit de visites faites auprès d'autres communautés plus avancées pour « benchmarker » les bonnes pratiques qui pourraient être déployées dans le village, en les adaptant au contexte et aux spécificités géographiques, économiques, ou sociales du village. Ces visites donnent parfois lieu à des déplacements d'un groupe de responsables du village. Mais de plus en plus souvent, les Open Villages utilisent la télévision ou Internet pour se renseigner sur ce qui se fait ailleurs et qui pourrait leur être profitable.

(1) Ce qui est malheureusement l'exception plutôt que la règle...

Mais au-delà de l'innovation comme capacité et comme compétence pour relever les nombreux défis qui se présentent sur le chemin du développement autonome, il faut aussi souligner la manière dont les Open Villages appréhendent l'innovation technologique. Et là encore, il nous faut remettre en cause un certain nombre d'idées fausses sur le développement durable et autonome, qui selon certains se traduirait par le refus du progrès technique et le retour à l'éclairage à la bougie. Où que nous ayons été, au milieu de l'Himalaya ou dans une île des Philippines, dans des villages proches des villes ou à plusieurs heures de marche ou de bateau de la première borne GSM, nous avons toujours trouvé des outils technologiques. Certains villages utilisent Internet et ont leur page Facebook, d'autres ont acquis des systèmes de biogaz pour se chauffer ou cuisiner, d'autres encore ont installé des panneaux solaires... Tous les habitants ou presque ont des téléphones mobiles ou même des smartphones. Dans le Rajasthan, au Barefoot College, nous avons été invités à observer pendant quelques jours le fonctionnement et les enseignements de cette université unique au monde qui fonctionne en autonomie quasi-totale (alimentaire, énergétique, en matière de santé, de gestion de l'eau, ...) et qui forme des femmes analphabètes venues du monde entier à l'installation et la maintenance d'équipements solaires. A l'issue de leur formation qui dure plusieurs semaines, ces femmes repartent dans leurs villages en Afrique, en Asie ou en Amérique du sud, avec un container plein d'équipements électriques et électroniques et deux objectifs : installer ces équipements dans leur communauté et former d'autres habitants à la maintenance de ces équipements, contribuant ainsi à l'amélioration des conditions de vie et à la création d'emplois au sein de leurs communautés.

Pour autant, il est vrai que certaines innovations techniques ne réussissent pas à s'implanter dans les Open Village. A New Pangangan, nous avons vu une machine servant à séparer les grains de riz des plants qui ne fonctionnait plus depuis plusieurs mois. Cette machine assez imposante qui permettait de considérables gains de productivité avait été offerte au village dans le cadre d'un programme de coopération et était tombée en panne sans que l'on ne se soucie de la réparer. Les villageois sont simplement revenus à l'ancienne technique « manuelle » pour battre le riz. On pourrait s'étonner que personne n'ait fait l'effort de faire venir un technicien et d'acheter les pièces détachées pour remettre en marche la machine. Mais, et c'est sans doute là une des clés de compréhension du succès des Open Village, la technologie, lorsqu'elle se traduit par une trop grande dépendance vis-à-vis de prestataires externes et des coûts cachés qui dépassent les moyens des communautés n'est pas compatible avec l'objectif d'autonomie et c'est pour cela qu'elle est soit rejetée soit peu à peu abandonnée.

La nécessaire participation de la société civile

Tous les Open Villages que nous avons visités n'en sont pas au même niveau d'autonomie et de développement. Certains démarrent, d'autres en sont déjà à leur dixième année de déploiement de projets. Mais tous entendent persévérer dans cette voie, car cette démarche a prouvé aux communautés qui l'ont mise en œuvre qu'elle offrait réellement la possibilité d'un mieux vivre ensemble.

Comment faire pour qu'il y ait plus d'Open Villages, pour que de plus en plus de communautés s'autonomisent économiquement et créent des conditions de vie agréables pour leurs membres ? C'est l'objectif que nous nous sommes fixé à notre retour de voyage

en créant l'association «Open Village»⁽¹⁾ afin d'accompagner les villages qui le souhaitent dans leur transformation et dans la reprise en main de leur avenir.

Essentiellement, notre travail est d'aider les communautés qui font appel à nous à formaliser leur vision (que nous appelons leur «rêve d'autonomie»), à identifier les opportunités qu'ils peuvent valoriser en transformant les ressources dont ils disposent et à fournir les premiers moyens pour démarrer la dynamique vertueuse du développement autonome.

Nous ne sommes pas du tout les seuls à penser et à pratiquer le développement de cette manière. La FAO, au travers de plusieurs initiatives et modèles de développement dont elle fait aujourd'hui la promotion (GAIN, agriculture familiale, agriculture de subsistance, ...) et plusieurs ONG nationales ou internationales (Peace Corps, ...) ont embrassé ce modèle depuis quelques années. L'État marocain est aussi à pied d'œuvre dans le même esprit au travers de plusieurs stratégies et initiatives nationales (pilier 2 du plan Maroc Vert, INDH, Plan de développement rural, stratégie ESS, programme de lutte contre les disparités en milieu rural, ...).

Mais ni l'État ni les grands organismes internationaux ne peuvent tout. Il y a, nous le disions en introduction, 25 000 douars au Maroc qui nécessitent une aide de proximité prodiguée de manière désintéressée par des acteurs compétents, motivés et dotés des financements adéquats.

Relisons pour conclure les paroles même d'un grand commis de l'État⁽²⁾ sur ce sujet :

(1) Voir notre site internet à l'adresse <http://open-village.org>

(2) Mohamed AÏT KADI, ancien Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Pêches Maritimes.

«Cette stratégie⁽¹⁾ peut effectivement promouvoir un développement rural conçu et mis en œuvre **avec** le monde rural et non pas, comme cela a été le cas jusqu'à aujourd'hui, conçu par l'administration **pour** le monde rural. (...) Notre stratégie a pour point de départ un constat essentiel : le développement rural ne doit pas être considéré comme un programme émanant uniquement de l'État. Il doit être un **phénomène de société** et se fonder sur les initiatives des acteurs ainsi que sur la mise en cohérence des multiples projets qu'ils formuleront. Dans cette perspective, nous pensons que le rôle de l'État est à reconsidérer».

C'est à ce phénomène de société que l'association Open Village invite à participer activement toutes celles et tous ceux qui en ont la volonté pour lutter contre la pauvreté et la misère dans le monde rural et assurer un avenir décent aux générations futures. Nous avons quatre bonnes raisons d'espérer que ce combat pour le développement rural est largement à notre portée au Maroc :

- a- Tout d'abord, il nous demandera beaucoup moins d'efforts en termes de dépenses et d'investissements que les politiques de développement classiques
- b- Nos cultures nationales sont encore très empreintes des valeurs qui soutiennent ce type d'économie fondée sur la sobriété, la solidarité, l'ingéniosité, ...
- c- Ce modèle garantit le bien-être du plus grand nombre sans polluer, sans détruire, sans abimer la terre, sans appauvrir la biosphère, sans participer au réchauffement climatique. Il est vertueux et dans sa dynamique même génère les ressources qui alimenteront sa croissance.
- d- Enfin, il est encore temps de s'y mettre car nous n'avons pas encore tout saccagé...

(1) Il s'agit de la stratégie 2020 sur le développement rural.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 24 janvier 2018*

Mesdames, Messieurs, Chers Professeurs, Chers Amis

Au début de cette Nouvelle Année, je tiens à vous présenter ainsi qu'à tous les membres et amis du *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain* mes vœux de Joie et de Bonheur ainsi que mes vœux pour la prospérité de notre Patrie.

Notre Centre souhaite poursuivre tout au long de 2018 sa contribution au débat public, à l'approfondissement des connaissances et des échanges sur des questions essentielles relatives au renforcement de l'État de droit et au développement de la démocratie dans notre pays, ainsi qu'au devenir de notre société.

Pour inaugurer nos conférences de la Nouvelle Année, nous avons le plaisir d'aborder une dimension importante de la vie des peuples que nous n'avons pas encore traitée, celle du rôle des arts et des sciences dans la vie de notre société. La problématique proposée par le Professeur Monssef Sedki Alaoui de la Faculté des Lettres de Mohammedia, que je tiens à remercier pour sa disponibilité, ouvre des perspectives prometteuses sur **Les interactions entre les arts et les sciences dans la construction du Savoir.**

Convient-il de rappeler que la maîtrise du Savoir est indispensable au développement d'une société et tout particulièrement dans le contexte actuel de compétition acharnée dans presque tous les domaines des sciences et des techniques.

Je tiens aussi à remercier, pour sa disponibilité à présider notre conférence, le Professeur Abdallah Cherif Ouazzani, membre de notre Conseil scientifique, personnalité engagée pour le rayonnement de la culture marocaine et islamique tant au plan intellectuel que pratique par ses activités multiples lors des festivals de musique de Fès et d'ailleurs.

Nous avons déjà souligné dans nos conférences et colloques à quel point il est impératif de travailler à tous les niveaux au développement d'une culture démocratique tant au sein des élites que du peuple tout entier : sans culture démocratique, nos institutions porteuses d'un modèle marocain de démocratie tourneront à vide et n'aboutiront qu'à décevoir les espoirs de tout un peuple aspirant à la justice et à un avenir meilleur dans sa vie quotidienne.

Le thème de notre conférence nous invite à réfléchir sur les moyens et les méthodes à mettre en œuvre pour que les citoyens marocains prennent conscience et connaissance de l'importance de la culture, notamment des arts de toute nature pour le développement humain et de la civilisation ; on constate en effet que si le peuple fait preuve d'une créativité reconnue dans l'art traditionnel, les œuvres produites sont souvent interprétées comme faisant partie du «folklore» marocain. Cette perception réductrice ne rend pas compte de la créativité des «artisans traditionnels».

A notre avis, toute activité artistique, qu'elle soit l'œuvre d'un artisan qualifié de traditionnel ou celle d'un artiste contemporain,

mérite d'être reconnue. Toute œuvre artistique traduit un état d'esprit et une culture ; elle constitue un apport important au patrimoine culturel ou immatériel d'une société vivante.

Nous savons que la mise en valeur des œuvres artistiques - peinture, sculpture, gravure etc. - n'est pas encouragée dans notre société : les musées pourtant encore modestes à l'échelle de notre pays ne rencontrent pas beaucoup d'échos dans la population. Ici aussi s'impose la mise en place d'une pédagogie à la culture artistique ; elle contribuerait à faire prendre conscience au peuple de l'apport de la créativité artistique au développement d'une nation et de son rayonnement.

Il en est de même de la nécessité d'initier le peuple à une culture scientifique ; celle-ci est la condition première pour le positionnement d'une nation dans le monde globalisé actuel. Or, cette tâche incombe en premier lieu au programme de formation, de l'école aux universités et instituts de recherche.

Dans le contexte de l'indépendance de notre pays, il y a donc plus de soixante ans, mon vénéré père, Mohamed Bel Hassan Ouazzani, n'avait cessé d'insister sur l'urgence d'offrir une éducation générale à toute la population dans le but d'établir des institutions démocratiques ; celles-ci apporteraient la garantie de la liberté et de la prospérité du peuple : on aspirait à l'époque à une démocratie sociale !

Dans un article publié dans le Journal *Démocratie* du Parti Démocrate de l'Indépendance, le 21 janvier 1957,⁽¹⁾ sous le titre **Trois impératifs : enseignement primaire obligatoire, une réforme agraire et industrialisation du pays**, on peut lire sous le sous-titre *Éducation populaire* :

(1) Journal *Démocratie*, Organe du Parti Démocrate de l'Indépendance, N° 3, p. 5, accessible en ligne sous www.mohamedhassanouazzani.org

«Nous réclamons pour le peuple marocain tout entier l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. C'est là le seul moyen pour faire évoluer les masses».....

«Nous insistons aussi sur la priorité à donner à l'enseignement primaire technique», même si «ce programme demandera un énorme effort financier», mais il «est vital pour l'avenir de notre pays»....

L'article insiste sur la création de «centres de formation professionnelle», et sur la «scolarisation» des adultes. «Il faut encourager les classes laborieuses à former des groupes d'art dramatique, des chorales. Il faut leur apprendre à travailler en groupe, à créer des bibliothèques, des salles de lecture. Le cinéma, la radio, la presse sont d'excellents moyens pour informer et pour instruire.»...

«L'ouvrier et le paysan n'ont pas seulement besoin de pain : ils ont aussi besoin de beauté, d'art et d'humanisme. Il n'existe pas de démocratie sociale sans culture populaire».

L'auteur poursuit sur la nécessité de mettre en place un enseignement secondaire et supérieur. «La formation des élites intellectuelles» pose un défi plus grand encore, mais il faudra résoudre les difficultés que rencontre la mise en œuvre de cet objectif.

C'est dire à quel point l'enjeu de la culture qui contribue au savoir était bien perçu par la génération des patriotes militants éclairés, soucieux de mettre le Maroc indépendant sur les rails de la modernisation des esprits et des infrastructures. A vrai dire, le défi était ambitieux : une seule génération n'a pas été suffisante pour le relever.

A titre d'illustration de l'engagement de Mohamed Bel Hassan Ouazzani en faveur d'un renouveau culturel, notamment des expressions artistiques, je me permets de vous faire entendre, au cours de la présente séance, le témoignage d'un grand homme de théâtre et auteur prolifique, Ahmed Taleb Egal, lors du colloque organisé à Fès, en 2010, à l'occasion du centenaire de la naissance de mon père.

Ce témoignage donnera, j'en suis persuadée, une profondeur historique et morale à la problématique abordée par notre conférencier⁽¹⁾.

En effet, ce qui nous paraît intéressant dans le propos de ce jour, c'est justement les liens à établir entre la création artistique et la création scientifique ; je suis certaine que notre conférencier saura nous démontrer l'importance de cette interaction pour la fabrication d'un Savoir, moteur de la compréhension du monde et de son fonctionnement, Savoir porteur des innovations de tous genres au cœur d'une société vivante en perpétuel devenir.

(1) L'intégralité de ce témoignage est accessible sur le site www.mohamedhassanouazzani.org sous la rubrique activités/colloques/ colloque Etat et société au Maroc, Fès, 2010.

Les interactions arts et sciences et la construction de l'avenir du savoir^(*)

*Monssef SEDKI ALAOUI^(**)*

En partant de nos réflexions durant notre parcours de chercheur en art et sciences humaines et de notre expérience plastique et poétique : Dévoilement spirituel....La thématique de notre conférence est significative à plusieurs égards. Les interactions entre les arts et les sciences s'avèrent de prime à bord comme une invitation à un dialogue complémentaire entre le domaine du senti dans son rapport avec le «Beau» au sens hégélien du terme et celui du pensé à travers la science exacte en tant que somme de «connaissances rationnelles, obtenues par démonstrations ou expérimentations dépassant l'empirisme. La vérité dépend de processus intellectuels ne coïncidant pas avec les perceptions et visant l'universalité. Elles peuvent être conçues comme des élaborations de systèmes de signes transcendant idées et concepts - Les arts : ensemble d'activités visant à l'expression d'un idéal, un accès à la «vérité authentique».»⁽¹⁾

Aspirant à un dévoilement de l'essence du réel, nos multiples propos sur les arts et les sciences vont jusqu'à prendre la forme

(*) Conférence du 24 janvier 2018, animée par Monssef SEDKI ALAOUI, présidée par Dr. Houria OUAZZANI, et modérée par le Pr. Abdellah CHERIF OUAZZANI.

(**) Monssef SEDKI ALAOUI, Professeur d'art à l'Université Hassan II de Casablanca, également plasticien chercheur et poète.

(1) Voir les commentaires de Mme Rachida NACIRI, auteure et modératrice de la présentation de notre expérience esthétique durant la même conférence (<https://youtu.be/WDvZj2zEZ41>).

d'un message à la fois métaphysique et ontologique. Ils dépassent infiniment le simple jeu des formes empiriques. Le travail du scientifique et celui de l'artiste s'élaborent au contact du réel, mais avec une idéalité de niveau supérieur. Sciences et arts : actes créatifs qui concentrent le capital accumulé par l'espèce humaine, contribuant à modifier l'Homme. Une auto transformation de l'être humain ; auto transformation, qui une fois commencée, n'a pas de fin. Un message transmis par l'anthropologie contemporaine qui postule que l'Homme est inachevé, «inconnu» selon le mot d'Alexis Carrel dans son essai *L'Homme, cet inconnu* paru en 1935.

En se livrant à des pérégrinations dans le temps, notre recueil dévoilement spirituel trace également selon Rachida Naciri des étapes de l'esprit humain, remontant aux mythologies gréco-romaines, (Icare, Poséidon), aux mythes fondateurs (Adam et Eve..). Le philosophe F.Schlegel dans *Entretien sur la poésie* montre que la création artistique s'enracine dans la mythologie : «mythologie et poésie, toutes les deux, ne sont qu'un et sont inséparables». *Muthos* : se situe dans le registre de l'absolument vrai, qui dévoile «ce qui a été, ce qui est et ce qui sera» d'après le poète grec Hésiode. Un processus propre à la pensée kantienne et néo-kantienne à la fois. Cette pensée mythique serait l'assise artistique de l'imagination sur laquelle s'était ajoutée avec le détour de la pensée religieuse du Médiéval, le paradigme scientifique en tant qu'indicateur principal de la modernité et même de la post-modernité, si l'on se réfère au paradigme du savoir du XXème siècle. Lequel savoir qui devient une synthèse et une conscience nécessaire à toute connaissance du futur au sens camusien à travers son «mythe de Sisyphe : «fracture permanente entre le monde et mon esprit» (A. Camus). Mythe dévoilant la permanente tension entre l'exigence humaine d'ordre, de rationalité et le spectacle du désordre offert par le monde.

L'histoire de la pensée contemporaine devrait à notre sens revenir à la grande dialectique entre Abou Hamid El Ghazali à travers son œuvre «Incohérence des philosophes» «*Tahafout elfalassifa*», synonyme d'une tradition s'opposant à toute philosophie non spirituelle et celle d'Averroès : philosophe moderne avant la lettre qui développa les aspects rationalistes et matérialistes dans ses commentaires d'Aristote. Père de «la double vérité» et de l'«incohérence de l'incohérence» *Tahafut attahafut*. Son postulat : ne pas méconnaître la diversité même des situations entre lesquelles se partage l'existence humaine. La relecture critique de cette querelle des idées qui jusqu'à notre début du XXIème siècle révèle une crise dans le système de la pensée arabe, voire même «une perversion qui gagne de larges pans dans toutes les sociétés puisqu'elle conditionne l'interprétation de soi et de l'autre» selon Mohamed Arkoun dans son essai intitulé «*La pensée arabe*» (PUF, 1975) qui reprend sous un autre angle la conception khaldounienne de l'histoire de la pensée arabo-musulmane.

Notre lecture esthétique de ce qui précède s'est manifesté à travers deux grands moments poétiques ponctuant notre conférence, qui ont fait ressortir le paradigme précité et inhérent à la civilisation orientale et celle occidentale qui fonde la relation entre les arts et les sciences à des niveaux théorique et pratique sur l'expérience de Léonard de Vinci. Sa conception de la nature, son sens de l'observation et de l'analyse lui permirent d'intégrer les sciences de son époque à l'art pictural : voir son traité de la peinture (1651).

Il ne faut pas oublier la vision éclairée de Jean-Jacques Rousseau qui exalte les bienfaits du retour à la vie naturelle dans Arts et sciences, prix académique de Dijon (1750). Il convient encore de mentionner Kandinsky qui a révolutionné l'art pictural à travers sa théorie explicitée dans son essai «*Du spirituel dans l'art*

et dans la peinture en particulier» (1911). Il s'opposait ardemment à une conception purement formaliste de l'art, pour prôner une conciliation entre l'inspiration artistique et l'analyse rationnelle tout en annonçant un dialogue harmonieux entre les arts et la recherche académique. Une idée sur laquelle nous avons fondé en partie notre conception de la néo-abstraction, exposée à Essaouira en mars 2018, conception théorique et pratique qui sera détaillée dans notre traité des arts et des sciences en cours de finition, sans oublier un important projet d'art et thérapie en expérimentation, alliant la créativité plastique et le travail médical (champ de la santé mentale).

De clos à clos, il y aurait une possibilité d'appréhender l'avenir de la connaissance à partir de la compréhension des interactions entre les deux domaines des arts et des sciences considérant les deux paradigmes de la tradition éclairée dans les deux civilisations musulmane du Médiéval et celle de l'Occident à partir de la Renaissance et du 18^{ème} siècle, mais surtout au cours du XX^{ème} siècle. Une construction qui permet de considérer la rupture épistémologique et la nouvelle pensée humaine du siècle dernier comme un tremplin vers les recherches actuelles en biotechnologie ou en art-thérapie comme des pistes entre autres qui permettront aux générations futures de mieux se comprendre et comprendre ce monde infini qui nous entoure, en articulant l'imagination et l'expérimentation au fil des interactions dynamiques entre les arts et les sciences.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 22 février 2018*

Mesdames, Messieurs, Chers Professeurs, Chers Amis

Pour la deuxième conférence de cette Nouvelle Année, je suis particulièrement heureuse de vous accueillir personnellement au *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain*.

Aujourd'hui, nous avons le grand plaisir de recevoir Madame Kenza Sefrioui, journaliste, auteur de plusieurs ouvrages et éditrice qui va nous faire part de ses réflexions et de ses préoccupations dans son intervention qu'elle a intitulée «**Livre, moyen d'une véritable démocratisation**».

Je tiens à remercier notre conférencière d'avoir répondu avec spontanéité à notre invitation pour nous entretenir d'une question d'une grande importance, à l'heure des medias dit sociaux et de la digitalisation des informations ; l'accession aux savoirs de tous ordres sur divers supports électroniques est à la portée de presque tout le monde. Qu'en est-il, dès lors, de l'utilité du livre ?

Mes remerciements s'adressent aussi à Madame Fedwa Misk pour sa disponibilité à présider cette séance et le débat qui suivra ; j'en suis sûre son engagement citoyen pour une information indépendante, critique et constructive sera un heureux complément aux propos de notre conférencière.

Depuis quelques années, on entend parler ici ou là, de la fin du «livre imprimé», voire de toute information imprimée : la disparition de nombreux journaux et la réduction du tirage des journaux, revues, magazines, etc. est un signe annonciateur de la crise du livre. Et pourtant, le livre existe et se défend.

Depuis l'invention de l'imprimerie par Gutenberg au 15^e siècle et par conséquent l'édition de textes de tous ordres qui s'en est suivie, (en premier lieu ce fut la Bible) le livre a été un instrument efficace et longtemps incontournable pour la diffusion des connaissances, pour la propagation des idées ainsi que pour la défense des causes les plus diverses, individuelles ou collectives.

Faut-il rappeler ici, dans le Centre que nous avons créé en hommage à mon vénéré père Mohamed Bel Hassan Ouazzani, qui a consacré sa vie à ce que les droits fondamentaux soient assurés à tous les Marocains, que l'arme de son combat était l'écrit, en arabe et en français. «Le combat par le plume» était sa méthode. A ses yeux, il fallait informer le peuple marocain de la situation réelle du pays, soumis à un Protectorat qui n'était rien d'autre qu'un «système camouflé de colonisation».

En publiant en français des analyses documentées de la politique coloniale dans son pays, il cherchait à avertir le public français des méfaits de la politique menée par les autorités du Protectorat, qui discréditait aux yeux des Marocains, écrivait-il, le prestige de la France et sa réputation de «Patrie des droits de l'homme». C'est ainsi qu'il avançait des arguments fondés sur des observations détaillées, publiés d'abord dans la revue *Maghreb* qu'il contribua, de façon décisive, à sa création à Paris en 1932, dans *La Nation arabe*, revue animée à Genève par Chakib Arslan, puis enfin dans *L'action du peuple* qu'il lança à Fès, en août 1933, en tant qu'organe de défense des intérêts marocains.

Ce «combat par la plume» caractérise l'action militante menée par Mohamed Hassan Ouazzani, dont plusieurs de ses publications en français ont été regroupées sous le titre *Combat d'un nationaliste marocain* en 1987 et en arabe dans la collection *Harb El Kalam* en 6 volumes. En 1934, il fut l'un des auteurs essentiels du livre publié en français et en arabe, exposant le fameux «*Plan de réformes Marocaines*», élaboré par le Comité d'action marocaine et présenté à Sa Majesté le Sultan et à la Résidence générale à Rabat ainsi qu'au gouvernement français à Paris.

Faut-il signaler le fait qu'en novembre 1936, à la suite d'un Meeting à Casablanca, interdit par les autorités du Protectorat, sur «La liberté de la presse», Mohamed Hassan Ouazzani a été arrêté, étant accusé d'être l'instigateur de l'agitation. A la suite de mouvements grandissants de protestation, il fut libéré ainsi que plusieurs militants.

C'est dire l'efficacité des luttes pacifiques, menées par la plume et le discours, qui rejoignent des protestations sociales et économiques. Le soutien des journaux dirigés par Mohamed Hassan Ouazzani *L'action du peuple* et *Difaa* aux mouvements de protestation à Meknès à la suite du détournement de l'eau au profit des fermes des colons, conduisit à leur interdiction définitive et à l'arrestation de mon père en novembre 1937, suivie de son envoi en exil au Sahara, puis à Itzer près de Midelt jusqu'en 1946 !

Dès son retour d'exil, Mohamed Hassan Ouazzani reprit son combat par la plume, par la création de journaux, la publication de brochures ainsi que de rapports destinés aux autorités du Protectorat, à l'opinion publique marocaine, à l'opinion internationale, à l'ONU, à la Ligue arabe et à d'autres organisations ; toute cette activité éditoriale visait à promouvoir la cause du peuple marocain sur le plan international et à

légitimer son aspiration à gérer ses propres affaires dans un esprit de coopération internationale.

Le respect des droits fondamentaux, proclamé par la Déclaration universelle des Droits de l'homme en 1948, et promu par l'Organisation des Nations Unies est au cœur de l'action de Mohamed Hassan Ouazzani jusqu'à l'obtention de l'indépendance. Dès 1956, son engagement en faveur de la libération du peuple des entraves de pratiques traditionnelles, entretenues par le Protectorat, nourrit son combat pour l'instauration d'une démocratie authentique, gage de modernité et de développement de tout le pays.

Ici aussi, l'instrument indispensable à la démocratisation des esprits et des institutions, c'est l'éducation générale pour tous, filles et garçons, ainsi que les adultes majoritairement analphabètes. D'où la revendication à créer des bibliothèques à travers le pays. Or, qui dit bibliothèques, dit livres à mettre à disposition des lecteurs ! Quel bilan peut-on dresser en 2018 de la situation des bibliothèques et par conséquent des livres disponibles ?

Après cette rapide évocation historique sur le rôle de l'écrit pour l'information des gens de toute catégorie, je suis convaincue de la pertinence historique et actuelle de la problématique annoncée par notre conférencière sur **Le livre, véritable moyen d'une démocratisation**.

En effet, l'un des instruments indispensable à l'acquisition des connaissances et d'une formation professionnelle et citoyenne, c'est le livre du niveau élémentaire jusqu'au plus haut niveau des recherches universitaires et scientifiques. L'accès libre aux livres, notamment dans les bibliothèques publiques ou privées, ainsi que leur acquisition dans les librairies, est le canal par excellence de la formation qui conduit au développement d'un

esprit critique ; sans esprit critique, il n'y a pas de progrès ni intellectuel, ni social, ni économique. Comment confronter des idées, des résultats scientifiques sans le passage par la lecture d'ouvrages pertinents en fonction de ses objets de recherche. Autrement dit, un peuple sans lecture, sans bibliothèque n'est pas ouvert à l'innovation, ni aux transformations nécessaires de la société dans un monde en perpétuel mouvement. La formation à une «culture démocratique» est la condition sine qua non de l'instauration d'un «modèle marocain de démocratie» répondant aux aspirations de tout un peuple à vivre dans le respect des droits fondamentaux individuels et collectifs.

Le livre, noyau d'une véritable démocratisation^(*)

Kenza SEFRIOUI^()**

Au Maroc, le livre est rendu inaccessible tant par les failles structurelles du secteur que par un rapport sclérosé à la lecture et aux savoirs. Cette situation empêche la diffusion à ce qui est le premier outil d'accès au savoir et à la culture et entrave une démocratisation en profondeur du pays. (Résumé)

Au Maroc, le secteur du livre est entravé par la rareté des infrastructures d'accès à la lecture.

Les bibliothèques sont trop peu nombreuses : à peine 600 pour 34 millions d'habitants – même pas une bibliothèque par commune. Les petites villes et les zones rurales sont des déserts en matière d'équipement.

Des villes universitaires n'offrent pas de bibliothèques aux étudiants et ne comptent aucune librairie. Les rares plateformes de ressources électroniques qui sont proposées par certaines universités et grandes écoles ne sauraient en rien pallier le problème d'accès aux livres physiques, vu la massification des étudiants. Dans ces conditions, il est permis de s'interroger sur la valeur du diplôme délivré dans ces conditions non propices à l'étude ni à l'accès aux savoirs.

(*) Conférence du 22 février 2018, présidée par Mme Fedwa MISK, et animée par Mme Kenza SEFRIOUI.

(**) Mme Kenza SEFRIOUI est journaliste culturelle et critique littéraire.

Quant aux bibliothèques existantes, elles ne sont pas du tout équipées ni organisées pour donner accès à un fond moderne à nos concitoyens et pour partager avec eux les outils leur permettant d'affronter sereinement les défis du XXI^{ème} siècle, encore moins pour partager le plaisir de la lecture et de l'apprentissage.

Enfin, le statut de bibliothécaire n'est pas reconnu.

Il y a donc de graves inégalités dans l'accès au livre, qui demeure le premier objet d'accès au savoir et à la culture.

L'absence de politique en faveur de la lecture publique aboutit à un secteur du livre à deux vitesses, où s'oppose d'une part le marché du livre scolaire et d'autre part celui du livre de littérature générale.

Le livre scolaire représente des tirages de plusieurs centaines de milliers d'exemplaires, ce qui lui donne un poids important dans ce secteur.

Quant au livre de littérature générale, c'est-à-dire tous les livres qui ne sont pas imposés dans le cadre des programmes scolaires, et qu'on acquiert volontairement, leur tirage chute à environ 1 000 exemplaires, qui s'écoulent en 4 ou 5 ans – soit des chiffres dérisoires en termes de production de richesse d'un strict point de vue économique.

La chaîne du livre est également très dysfonctionnelle.

Aux extrémités, les libraires et les éditeurs sont des structures très fragiles. Au centre, se trouve le maillon de la distribution. Le maillon de la diffusion, pourtant stratégique dans la circulation de l'information sur les nouvelles publications, n'existe pas. La chaîne est donc rompue.

De plus, le maillon de la distribution est tenu par des multinationales, comme la Librairie Nationale, qui est la filiale à 100% du groupe Hachette Livre, et Sochepress qui a été rachetée par la multinationale Presstalis. Ces structures réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires avec la presse, le livre scolaire et le livre importé, dont les marges qu'elles peuvent en tirer sont bien plus intéressantes que celles provenant des productions locales, puisque le livre importé coûte plus cher. Par conséquent, faire parvenir les livres locaux au lectorat marocain est problématique.

Le problème majeur qui découle de la différence de taille entre les structures qui constituent la chaîne du livre et de l'absence d'une loi sur le prix unique du livre, c'est un problème d'inégalités dans l'accès aux marchés publics, voire de concurrence déloyale. En effet, aujourd'hui, la rentrée scolaire est l'unique temps fort qui permet de faire vivre une librairie indépendante. Or les remises que peuvent consentir les multinationales qui ont plus de latitude sur les marges peuvent donc disqualifier les librairies indépendantes dont le réseau ne cesse de s'amenuiser. Il y a donc un vrai risque sur la librairie. Aujourd'hui, le Maroc ne compte pas plus de 800 librairies dans tout le pays, dont seulement une quinzaine sont des librairies professionnelles, avec un personnel bien formé sur le métier, qui savent comment mettre en valeur un livre, peuvent avoir un rôle de conseil et organiser des rencontres.

Malgré les revendications réitérées de plusieurs éditeurs, les pouvoirs publics n'ont jamais donné suite à la demande d'une loi sur le prix unique du livre qui, en plafonnant les remises autorisées, protégerait les librairies.

De ces constats découlent plusieurs remarques.

La première concerne la nature du rapport au livre dans notre société. Alors que les Marocains ont été massivement scolarisés et que le nombre de personnes susceptibles de lire et d'écrire

n'a jamais été aussi élevé – en dépit d'un taux d'analphabétisme s'élevant encore à 40 %, taux à nuancer selon les paramètres géographiques, sociaux et de genre, mais qui est inacceptable au XXI^{ème} siècle –, le système scolaire a échoué à produire une société de lecteurs qui lisent pour le plaisir. Les Marocains ont majoritairement un rapport utilitaire au livre. Ils lisent pour se documenter pour leurs études et leurs activités professionnelles. Cela limite le potentiel d'autoformation et de développement personnel. Dans ces conditions, le livre ne peut pas jouer son rôle de levier de développement humain.

La seconde remarque concerne l'opportunité manquée en termes de développement économique. Le secteur Édition et imprimerie au Maroc ne représentait en 2014 que 0,9% du chiffre d'affaires global du secteur industriel. Ce chiffre englobe tous les types de livres (donc le livre scolaire, qui constitue l'écrasante majorité des activités des éditeurs) mais aussi le chiffre d'affaires des imprimeries, réalisé en grande partie non pas avec des travaux liés au livre, mais avec des travaux de communication. Cela ne laisse pratiquement rien à la part de la création intellectuelle dans l'économie marocaine.

Faute d'une politique active, le livre ne peut pas devenir une source de création de richesse ni un levier de développement économique.

Du reste, le Maroc n'est toujours pas le centre de gravité de sa production éditoriale.

Les maisons d'édition privées y sont récentes et datent des années 1980. Dans les années 1960, c'étaient des revues culturelles, comme Souffles avec les éditions Atlantes, qui, pour mettre en valeur les œuvres marocaines, ont assumé ce rôle de publication de livres.

Mais encore aujourd'hui, un bon nombre d'auteurs marocains, même vivant au Maroc, tentent de publier dans des pays où les circuits du livre sont mieux installés, en France pour les auteurs francophones, au Liban et en Egypte pour les auteurs arabophones, où ils espèrent bénéficier d'une meilleure visibilité, d'une plus grande reconnaissance et de meilleures ventes.

Aujourd'hui, le défi majeur est de valoriser la place de la culture et du livre dans notre société.

Souvent, la question du prix du livre est avancée pour justifier qu'on n'en achète pas. Si cet argument est réel pour beaucoup – en dépit du prix moyen du livre édité au Maroc, autour de 62 DH, ce qui le rend moins cher qu'en Algérie ou en Tunisie –, une véritable politique d'équipements en bibliothèques serait à même de résoudre ce problème. Mais souvent, c'est moins du prix que de la valeur accordée au livre qui est en cause, et la raison en est le manque de relais.

Au Maroc, peu de médias accordent vraiment une place dans leurs projets éditoriaux à la culture, qui reste toujours secondaire, et notamment au livre. La faible reconnaissance du journalisme culturel se traduit par le fait qu'on propose cette rubrique aux débutants et par la rémunération des journalistes culturels, plus faible que celle de leurs collègues en charge des pages économiques et politiques.

Un autre préjugé concerne la question du livre à l'ère du numérique : on oppose, de façon absurde, le livre et les possibilités qu'offre l'Internet. Aujourd'hui plus que jamais, le livre est absolument central parce qu'il est le seul vrai outil de démocratisation. En effet, pour la lecture numérique, les pré requis sont nombreux. Il faut d'abord avoir accès à internet, ce qui veut dire qu'il faut avoir soit un ordinateur soit un téléphone

performant pour pouvoir lire sur un écran agréable ou bien pour pouvoir rayonner vers d'autres pages. Ce qui a un coût. Il faut ensuite maîtriser les bases qui permettent d'accéder au meilleur de ce qu'offre Internet. Il existe justement des études sur le fait que les fractures socioculturelles se dupliquent et s'amplifient dans le monde du numérique : si l'on ne vient pas d'un milieu instruit et cultivé, on ne maîtrise pas les outils nécessaires pour avoir un usage optimal des possibilités qu'offre Internet et on reste confiné aux propositions des algorithmes, lesquelles se restreignent si les recherches sont limitées.

Enfin, le Bureau marocain du droit d'auteur et du droit voisin ne joue pas, et n'a jamais joué son rôle de défense des intérêts des auteurs, en asseyant économiquement leur indépendance et en valorisant matériellement leur création. Son inefficacité dissuade les auteurs de s'y inscrire. Le Bureau ne fait rien pour endiguer le phénomène du piratage des livres et engager des poursuites. Le ministère de la Culture et de la Communication, dont dépend ce Bureau, n'a jamais fait en sorte de le rendre efficace, au service non seulement des auteurs, mais de tout le pays qui ne peut que bénéficier de la valorisation de leurs œuvres.

Dans *Le livre à l'épreuve, les failles de la chaîne au Maroc* (En toutes lettres, collection Enquêtes, 2017), j'ai voulu sensibiliser des lecteurs non spécialistes aux difficultés de ce secteur, en humanisant les situations et en racontant des histoires de gens qui y travaillent.

J'ai par exemple fait le portrait de Moubarak Chentoufi, qui a créé dans son village natal, dans la région de Taounate, une bibliothèque. Il était convaincu que si l'on voulait vraiment développer le village, il fallait absolument réaliser un projet culturel, car les projets économiques risquaient d'être détournés par les puissants de la région. Il jugeait donc une approche par le

biais de la culture beaucoup plus profonde et solide. Et c'est ainsi qu'il a créé cette bibliothèque qui est devenue un lieu de vie pour tout le village, en proposant des cours de soutien scolaire, des cours d'alphabétisation et des ateliers d'éducation à la citoyenneté. Il a fait un travail exceptionnel et admirable qui mérite d'être salué.

Cependant les initiatives de la société civile ne sauraient être considérées comme autre chose que des sonnettes d'alarme. Les gens ont en effet conscience de la gravité des conséquences de l'absence du livre et d'espaces de lecture publics dans notre pays. Ce sont des initiatives «pansements» qui ne peuvent en aucun cas se substituer à une politique publique. En effet, on ne peut pas faire reposer un enjeu de société aussi important uniquement sur du bénévolat et sur des structures fragiles en elles-mêmes, qui dépendent de subventions et qui comportent un grand point d'interrogation sur leur relève étant donné que ce ne sont pas des activités génératrices de revenus et qui sont très difficiles à pérenniser.

J'ai aussi été très touchée par la situation des personnes qui travaillent dans la plupart des librairies. Pour le chapitre «Chercheurs de livres», j'ai accompagné pendant quelques étapes deux documentalistes de la Fondation Al Saoud qui se déplacent hors de l'axe Casablanca-Rabat afin de chercher des livres qui échapperaient au dépôt légal. Cela m'a permis de comprendre à quel point le secteur de la librairie n'attire pas des gens qui ont envie d'y travailler. Pour beaucoup, ce sont des employés qui sont là par défaut, pour éviter d'être au chômage. Mal payés, pas formés, ils espèrent souvent passer un concours de la fonction publique.

Certes, il existe depuis plusieurs années une filière Métiers du livre à la Faculté des Lettres de Aïn Chock, dont la formation est très intéressante. Mais la plupart des étudiants travaillent un

ou deux ans dans ce secteur et puis vont rejoindre des branches plus lucratives, comme la communication. De l'aveu de certains lauréats de cette filière, le marché marocain actuel n'est pas prêt à accueillir des lauréats formés et à bien les rémunérer. Il y a donc un réel problème d'adéquation entre une formation nécessaire, qui prépare vraiment des professionnels qui savent valoriser le livre, et la réalité des emplois ouverts dans ce secteur.

Cette enquête m'a aussi permis de mettre à jour certaines pratiques de censure.

Il n'y a pas de censure au préalable à l'édition au Maroc, mais il y a une censure ou un contrôle des livres à l'importation, opéré par le Bureau des publications étrangères qui dépend du ministère de la Culture et de la Communication, et auquel les importateurs sont tenus de soumettre la liste des titres. Ce bureau vise à contrôler le respect des questions sensibles, comme les cartes liées au Sahara, l'islam et la monarchie – conformément au Code de la presse et de l'édition. Par contre, si un titre attire l'attention, l'importateur doit présenter au Bureau un exemplaire du livre. Si le livre pose problème, on laisse traîner l'importateur, qui n'obtient pas de réponse. Officiellement, il n'y a pas de censure au Maroc, mais dans les faits, on fait comprendre indirectement que ce livre n'a pas intérêt à rentrer.

Cette pratique est condamnée vivement par les professionnels, qui doivent se soumettre à une procédure coûteuse car tout est centralisé à Rabat, et longue. Ils plaident pour de la transparence et pour le respect des goûts des lecteurs.

Par ailleurs, après 2011, j'ai constaté une véritable prise de conscience de l'importance de créer des clubs de lecture et des lieux de débat. Il s'est produit un phénomène assez intéressant : le numérique est venu à la rescousse du livre et de la lecture.

J'ai en effet recensé un certain nombre d'initiatives qui sont nées sur Facebook et dans les réseaux sociaux pour créer des petits cercles qui ensuite allaient se retrouver dans un café ou dans l'espace public afin d'organiser des lectures et des débats. Il y a aussi des structures qui sont extrêmement actives dont leur but est de ramener le livre au centre du débat public. Parmi ces groupes-là, je souhaite saluer le travail exceptionnel du Réseau de lecture au Maroc, fondé par un groupe de professeurs dont la présidente, Rachida Roky, est professeure de neurobiologie à la Faculté de Ain Chock à Casablanca. Le Réseau de lecture au Maroc a présenté au Salon international du livre et de l'édition de Casablanca une première enquête sur les pratiques de lecture des Marocains dont les résultats sont plutôt encourageants.

Aujourd'hui, l'action du ministère de la Culture et de la Communication en faveur du livre se réduit à distribuer quelques aides à la publication, à la participation aux salons internationaux, à la rénovation de librairies, etc.

Cependant ces aides sont souvent d'un montant insuffisant, et surtout elles sont rarement versées à temps, alors qu'elles sont censées préfinancer des projets. L'appel à participation aux salons internationaux est loin d'être un soutien, mais utilisé comme une manière de contrôler qui part. L'absence de culture de la transparence et de reddition des comptes, cumulée à l'incompétence de certains responsables, rend cette action totalement inopérante.

Il est plus qu'urgent que le Maroc adopte une véritable politique en faveur du livre et de la culture.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 7 mars 2018*

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers professeurs,

C'est avec un plaisir renouvelé que nous vous accueillons au *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain*.

Durant ces jours de célébration de la femme sur le plan international, nous sommes particulièrement heureux de recevoir Madame la Professeure Rachida Naciri qui s'est proposée de nous parler avec l'enthousiasme qu'on lui connaît et les convictions qui marquent ses analyses et ses propos d'un sujet qui lui tient particulièrement à cœur, celui des «études genre» que traduit parfaitement le titre de sa conférence **Approche «genre» au Maroc : acquis et perspectives**.

Je tiens vivement à la remercier d'avoir proposé une question qui fait débat tant dans les milieux académiques qu'au sein de la société partout dans le monde. Pour présider et animer la séance, Madame Naciri a proposé un de ses amis et collègues, le professeur Monssef Sedki Alaoui qui nous a déjà fait l'honneur d'animer ici, en janvier dernier, une conférence passionnante sur «Les interactions arts et sciences et la construction de l'avenir du Savoir»⁽¹⁾. Je le remercie pour sa disponibilité et les suggestions dont il nous a fait part.

(1) Texte disponible sur cette publication, voir titre «Les interactions arts et sciences et la construction de l'avenir du Savoir» dans la table des matières.

La question des droits humains – des enfants, des hommes et des femmes – et de leur développement au Maroc est un des objectifs essentiels de notre Centre.

Cette question est en effet au cœur de toute société démocratique : aucun État ne peut se réclamer de la démocratie s'il ne respecte pas les principes de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et de tous les engagements conventionnels et législatifs qui sont venus compléter la déclaration de 1948.

Dans tous les pays, le respect des principes des droits de l'homme et leur mise en œuvre par les gouvernements est un combat incessant de contrôle, de vérification et de légitimation des mesures prises. En ce qui concerne la situation de la femme dans la société musulmane, notre Centre l'a abordée dans ses conférences et colloques.

Dans la séance du 25 mai 2015, le professeur Abdallah Chérif Ouazzani a commenté l'ouvrage de mon père «الإسلام والمجتمع والمدنية», en particulier le chapitre qui traite de la situation de la femme en Islam avec une perspective d'avenir d'une société démocratique⁽¹⁾.

Lors du colloque de septembre 2015, **État de droit et Démocratie à la lumière de la pensée de Mohamed Hassan Ouazzani**, le professeur Mohamed Mouaqit a traité de «La question de la femme à la lumière des écrits de Mohamed Hassan Ouazzani»⁽²⁾.

(1) Texte disponible en intégralité sur le site web du CMHO, Rubrique Activités, Publications du Centre : <http://mohamedhassanouazzani.org/conferences-du-cmho-n1-20152016/>

(2) Recueil du colloque disponible sur le site web du CMHO, Rubrique Activités, Publications du Centre, Colloques du CMHO N1 – Septembre 2015 : <http://mohamedhassanouazzani.org/colloques-cmho-n1-septembre-2015/>

Enfin, dans sa conférence donnée le 24 mars 2016, le Professeur Abdelhakim Chafai nous a parlé des «Droits de la femme au Maroc, entre les ambitions de l'Universalité et les contraintes de la particularité»⁽¹⁾.

Je tiens aussi à rappeler que plusieurs interventions, notamment dans le documentaire ROUAD de la chaîne Al OULA, dont celle de Madame la Professeure Jawhara Filali-Baba, de l'Université de Fès, qui a exposé divers aspects du rôle de la femme dans la société marocaine, selon la pensée de Mohamed Hassan Ouazzani⁽²⁾.

Dans son combat pour la libération du Maroc et pour la modernisation de la société, mon père a accordé une priorité à l'organisation et à l'éducation civique et professionnelle de la femme. Il était d'ailleurs conscient du rôle qu'ont joué les femmes - mères, épouses, filles de résistants - dans la libération de notre pays.

C'est avec une grande émotion que je dois évoquer la mère de mon père - Lalla Halima - qui n'a cessé de soutenir son fils, déjà dans ses études, puis tout au long de son action militante. C'est elle qui a fondé à Fès la première section des «Akhawat Safa»⁽³⁾, tandis que ma tante Lalla Zina en était la trésorière. C'est aussi une femme courageuse de Fès, Madame Amraoui, qui a formulé publiquement les premières revendications de la femme marocaine en 1943, donc plusieurs années avant la création par un groupe de femmes du Parti Démocrate de l'indépendance (PDI) de l'Association des Femmes marocaines à Casablanca, en 1948.

(1) Lien vers la vidéo de la conférence :

https://www.youtube.com/watch?v=aQBWCk_q69A

(2) Documentaire disponible sur le site web du CMHO, Rubrique Médiathèque, Documentaires : <http://mohamedhassanouazzani.org/actualites/documentaires/>

(3) Disponible sur le site web du CMHO, Rubrique Activités, Publications du centre : <http://mohamedhassanouazzani.org/%d8%a7%d8%ae%d9%88%d8%a7%d8%aa-%d8%a7%d9%84%d8%b5%d9%81%d8%a7/>

Une des grandes figures du militantisme féminin et syndicaliste engagée, une inconditionnelle de la lutte pour l'évolution de la femme dans la société est la légendaire Lalla Zahra Skallia : elle a été une des premières figures emblématiques de la «Jeunesse démocratique» (*Maghreb El Ghad*) et dans *Akhawat Safa*⁽¹⁾.

A titre personnel, je tiens aussi à rendre hommage à ma mère -Lalla Oum Keltoum- pour le soutien indéfectible accordé à mon père, durant son long exil, loin de Fès, puis à l'étranger, assumant avec dignité et abnégation la charge de sa famille, l'éducation de ses enfants : pour elle aussi sans doute, l'amour pour son mari se confondait avec l'amour de son pays. Une femme exemplaire !

Des témoignages de la lutte des femmes pour l'égalité, pour le respect de leurs droits fondamentaux, nous en trouvons un grand nombre en consultant le journal du PDI «*Démocratie*», publié en 1957-1958 ! Ces témoignages de lutte, de revendications franches sont accessibles sur notre site dans leur intégralité. Mais il faudrait pouvoir recueillir les témoignages non écrits, les souvenirs de celles qui ont pris part à ce combat.

A l'aube de l'indépendance, cette lutte des femmes s'est nourrie de l'énorme espoir de la marche vers un Maroc nouveau, prospère et juste pour toute la nation. Hélas, la désillusion a été cruelle !

En relisant certains de ces appels, les prises de position qui ont suivi l'accession à l'indépendance en 1956, on peut constater que la société marocaine a été bloquée pendant longtemps, la marche vers la libération de la femme et de la reconnaissance de ses droits a été très lente ; elle est loin des promesses escomptées au moment de l'indépendance, il y a plus de soixante ans !

(1) Ibid.

Pourtant, il faut reconnaître que des étapes importantes ont été franchies dans le sens d'une amélioration significative des conditions de la femme marocaine sur le plan privé et public dans la Nouvelle Moudawana et dans la Constitution de 2011. Je tiens à rendre un vibrant hommage aux initiatives novatrices et courageuses de Sa Majesté Mohamed VI qui accorde une place de plus en plus importante à la femme dans la société marocaine et à l'extension de ses droits.

L'approche genre au Maroc Acquis et perspectives^(*)

*Rachida NACIRI^(**)*

À travers la trilogie :

- *Nanna ou les racines*, éd. L'Harmattan-Paris, 2011,
- *Appels de la médina tome1*, éd. l'Harmattan-Paris, 2013,
- *Appels de la médina tome 2*, éd. l'Harmattan-Paris, 2014.

Cette trilogie relevant d'une dimension psychosociologique est inscrite dans les thématiques de l'approche genre. Chez nous, comme ailleurs, nombreuses sont les personnes qui se demandent : en quoi consiste cette approche ? Un regain de questionnements, d'intérêt qui se traduit par la multiplicité d'études qui lui sont consacrées depuis un certain nombre d'années.

De quoi s'agit-il ? Quels sont les acquis ? Quelles sont les perspectives ?

Il s'agit d'identifier les statuts et rôles des femmes dans différentes sociétés, de mettre l'accent sur les différentes missions accomplies par elles. En d'autres termes, les recherches consistent à mettre en exergue les activités assumées par les femmes en

(*) Conférence du 7 mars 2018, animée par Rachida NACIRI, présidée par Dr. Houria OUAZZANI, et modérée par le Pr. Monssef SEDKI ALAOUI.

(**) Rachida NACIRI est professeur-chercheur au Centre National de Recherche pour l'arabisation, Philosophie et Psychopédagogie.

général, marocaines en particulier, sur les différents plans, à plusieurs niveaux.

Leur mobilisation ne date pas d'hier malgré de nombreux obstacles. Nous pouvons nous référer à l'histoire de l'humanité, depuis les mythologies gréco-latines. Le personnage d'Ariane d'une extrême richesse (cf. : le fil d'Ariane), celui d'Antigone qui rend les hommages à son frère Polynice bravant l'interdiction de Créon ; Antigone fut enterrée vivante. Le personnage d'Electre : symbole de la piété filiale, celui de Pénélope, symbole de la fidélité et du sens du devoir.

Plus proche des temps modernes, grâce au travail acharné de Marie Curie, mère de la radioactivité, le premier service de radiologie mobile a pu fonctionner sur le front durant la Première Guerre mondiale. Elle a rendu, ainsi, d'innombrables services à la médecine, et ce, jusqu'à nos jours.

Au Maroc, l'approche genre est d'actualité en ce début du 21^e siècle. Les acquis sont énormes. Agricultrice, enseignante, journaliste, militaire, agent de police, médecin, couturière, juriste, pilote... autant de fonctions qui dénotent autant d'engagements et de mobilisations pour le développement de notre pays. Des femmes débordantes d'énergie qui se sont illustrées dans leurs domaines. Des femmes à pied d'œuvre, engagées dans des problématiques familiales, éducatives, environnementales, économiques, politiques...

Quelle approche genre selon la trilogie? Portrait de notre époque depuis les années 1970, cette trilogie aborde la thématique du statut de la femme marocaine. Les 3 héroïnes principales Zohra, Milouda et Nanna, des femmes émouvantes dont le profil se définit par un dévouement sans failles. Elles ont des exigences immenses envers elles-mêmes. Elles ont le sentiment qu'elles se doivent de

ne pas décevoir les autres. Toujours en quête de reconnaissance, elles ont une conscience très développée de leurs responsabilités.

Les trois romans déclinent des scénarios familiaux ad hoc. Ils se lisent comme une sorte de chroniques douces-amères, relatant joies et querelles d'un quotidien jalonné de problèmes répétitifs. Zohra, Milouda et Nanna, des femmes multitâches qui font un travail remarquable, accumulant les responsabilités intra et extrafamiliales et s'inscrivent dans une utilité. Elles représentent les femmes lambda qui se tuent à la tâche, pour se mettre au service des autres, se dépensant sans limites pour eux (les leurs : parents, tantes, frères...). Ce qui ne les empêche pas de subir des violences. Violences qui, répétées et cumulées, transforment la vie de Zohra en cauchemar. Des harcèlements multiformes au sein de la fratrie qui se divise en deux clans principaux : - les outsiders qui restent en retrait de peur d'être agressés à leur tour, - les défenseurs plus ou moins complaisants, usant du double langage. Il s'agit de récits qui à travers l'histoire de Milouda et de sa fille Zohra abordent une situation particulièrement intolérable de la condition de la femme exploitée par les siens.

Cette trilogie dépeint, en outre, les paradoxes et les ambivalences de notre personnalité. Tous les personnages offrent des images de la complexité de la personnalité humaine : des oscillations entre l'individuel et le collectif. Trilogie à facettes multiples qui rend compte de liens passionnels, douloureux. Elle dresse le constat de personnalités tiraillées par leurs contradictions, ou par leur ego hypertrophié. Milouda et sa fille Zohra subissent un enfermement dans des relations toxiques. Les visions qu'elles portent sur elles-mêmes et sur les autres sont alimentées par une gamme de pensées et de sentiments consécutifs aux dégâts affectifs (l'épuisement physique et mental de Zohra est extrême ; elle frise *le burn out* à plusieurs reprises). Des rapports ingérables s'imposent à elles avec violence.

Quelles perspectives sur les dimensions psychopédagogiques ?

Néanmoins, on observe dans une certaine mesure certains changements d'attitude chez quelques femmes : on peut émettre un bémol quant aux effets pervers. La trilogie vise à présenter les mutations psychosociales quant au degré de considération et statut des individus au sein de la cellule familiale depuis les années 1970 : celles-ci sont dues à l'individualisation galopante, le développement des NTIC⁽¹⁾, l'affaiblissement de la cohésion familiale...

Mutations ayant un énorme impact sur le lien social. Les personnes âgées, par exemple, n'ont plus le même statut qu'auparavant. Un signal d'alarme se fait souvent entendre : les instances associatives apportent leur soutien à des cas sociaux. Cependant, elles ne peuvent combler le vide ni remédier aux carences affectives. S'investir dans la société civile c'est prendre conscience de l'ouverture d'une nouvelle ère : notre *solidarité familiale* trans-générationnelle est en déclin.

Les médias se sont emparés de cette problématique des personnes âgées, vulnérables, pour sensibiliser l'opinion publique à ce drame. L'isolement, le vide affectif ou intellectuel génèrent une insignifiance de ces personnes âgées et une indifférence envers elles exacerbées par l'individualisme. À cet égard, il est important de souligner l'impact négatif sur les petits enfants.

D'un autre côté, rappelons à ce niveau que c'est le silence radio quant au mal-être, aux traumatismes ou souffrances masculines. Certains maris se plaignent que leurs femmes ne remplissent pas leurs rôles ancestraux de mères. En tout état de cause, il est encore trop tôt d'avancer un jugement catégorique sans risquer de tomber dans une généralisation hasardeuse.

(1) NTIC : Nouvelles Technologies d'Information et de Communication, notamment l'informatique et l'internet.

Parmi les risques de ce changement des mentalités à partir des années 60-70 : la variation de différents paramètres a des répercussions néfastes sur les valeurs éducatives d'où l'enfant sort victime.

Dans un tel contexte, cette trilogie interroge sur les rapports sociaux qui se présentent au quotidien en analogie frappante avec les méandres et impasses de nos médinas. En somme, il s'agit de susciter en nous un effort d'autocritique.

La psychologie des relations interpersonnelles y occupe une place centrale selon deux points de vue :

- Description de la personnalité par la notion de «traits de personnalité communs» qui expriment les conduites d'un individu dans ses relations avec les autres.
- Description de la dynamique des comportements.

En effet, histoire personnelle et histoire collective sont indissociables. Les questions que chacun de nous se pose se répartissent selon une triple dimension : individuelle, interpersonnelle et collective. La peinture de codes, statuts, rôles dans les 3 romans est une traduction des *esprits collectifs ou Patterns of culture*.

Ces 3 romans présentent les différents paramètres des relations interpersonnelles, dans l'optique de l'approche genre, en mettant l'accent sur les dynamiques des comportements et les stratégies des personnages dans des contextes déterminés. Lorsque ces éléments sont mis en œuvre, ils se traduisent par des attitudes déterminées chez les uns, auxquelles répondent, en écho, les autres par des attitudes soient équivalentes soient opposées.

Ces remarques attirent l'attention du lecteur sur la complexité des interactions qui se trament entre individus.

Quels messages de cette trilogie ?

- Faire un travail concret sur soi-même consistant en un effort de distanciation et de remise en question de soi perpétuel pour optimiser son sens du relationnel. Quelle est la devise de Nanna ? Donner des repères aux jeunes, avec la conscience aiguë qu'on est responsable de les aider à se construire. En cas de crise, elle adoucit les propos abrupts, tempère les prises de position, décrète le lâcher-prise. N'est-ce pas là quelques règles relatives au domaine de l'intelligence émotionnelle ? Évoluant avec beaucoup d'empathie vers autrui, elle conçoit la vie comme une joie de l'accord avec soi et avec l'Autre. J'ai campé le personnage de Nanna avec un bilan de vie. Des règles d'hygiène relationnelle pour mettre en commun savoir, savoir-faire, savoir-être, dans le respect de soi et d'autrui. Cela transforme notre regard au monde !

- Prendre conscience de notre double ignorance de la condition humaine : les trois romans inspirés de mon vécu sont des écrits à caractère résolument didactique. Le célèbre précepte socratique : «Connais-toi toi-même» est toujours d'actualité de nos jours, avant de chercher à connaître les autres. Prétendre connaître les autres : ce noyau des a priori, des préjugés aveugles et aveuglants est à proscrire.

- Apprendre à tirer parti de nos différences, jouir d'une vie en partage. Qualité morale de sagesse, force intérieure qui rend nos nanas aptes à jouer un grand rôle dans notre société. On reconnaît en elles l'existence d'une disposition à continuer à accompagner les générations montantes. En d'autres termes, elles ont, entre autres, comme finalité de maintenir la cohésion familiale, sociale.

- Apprendre à se remettre en question, à s'assumer, assumer ses choix, se responsabiliser.

Bref, le développement des nations ne tire-t-il pas d'énormes bénéfices des potentiels humains ?

En guise de conclusion

Ma conférence du 7 mars 2018, à travers l'approche genre, a tenté de sensibiliser à notre rapport au monde actuel, dans notre Maroc contemporain. Comment exister dans des environnements en pleine mutation ? Comment donner du sens à ce qu'on fait et se donner delà motivation pour avancer ? Quelle symbiose entre les générations ?

Ce qui est en jeu c'est la qualité de la vie. Il faut travailler pour l'évolution des mentalités afin de permettre à chacun de s'épanouir, de faire bénéficier notre pays du potentiel énorme de chacun, mettre en relief les représentations socioculturelles de notre marocanité féminine.

Ne pas oublier par conséquent la valeur constitutive de l'éducation : *Nanna* rend compte des valeurs qui animaient l'éducation dans les années 60-70 ; valeurs de la tradition conjuguées avec celles de la modernité.

Rappelons, pour finir, *l'allégorie de la centrale nucléaire de l'être* : en renvoyant le choix moral au sujet n'est-ce pas symboliser notre difficulté répondre à certaines valeurs contradictoires, en corrélation avec nos propres contradictions ? Il s'agit, en d'autres termes, de reconnaître la complexité psychique non pas pour déresponsabiliser l'être humain, mais pour lui redonner la liberté.

En somme cette trilogie nous plonge dans les convulsions contemporaines.

Mots d'accueil de Mme Houria OUAZZANI

*Présidente du Centre Mohamed Hassan Ouazzani
à l'occasion de la conférence
du 5 juillet 2018*

Mesdames, Messieurs, chers amis, chers professeurs,

Je regrette beaucoup de ne pas être présente aujourd'hui pour vous accueillir personnellement au *Centre Mohamed Hassan Ouazzani pour la Démocratie et le Développement humain*. Mais croyez-moi, je serai présente en esprit pour suivre à distance la conférence de ce jour.

Je tiens à saluer et à remercier en premier lieu notre conférencier, le Docteur Houga Ben Ahmed qui s'est proposé de nous parler «**Des avatars de l'hétéronomie dans le contexte marocain : origines écologiques, points d'embranchements et implications politiques**».

Son parcours académique et ses intérêts de chercheur seront présentés par le Professeur Mohammed Mouaqit, membre de notre Conseil exécutif, qui nous a fait l'honneur de plusieurs interventions dans nos conférences et colloques. Je lui exprime mes très vifs remerciements pour son amical soutien et de s'être rendu disponible pour présider et modérer la séance d'aujourd'hui.

Le titre indiqué peut paraître énigmatique à bien des auditeurs. Monsieur Houga Ben Ahmed saura sans doute nous éclairer.

En fait, son propos nous invite à une réflexion portant directement sur les conditions de la mise en œuvre de la modernisation et de la démocratisation tant attendue au Maroc. En effet, si l'hétéronomie exprime une situation de dépendance ou de soumission à des normes sociétales, religieuses et politiques, ou tout simplement à des traditions immuables, en un mot au poids du passé, cette hétéronomie laisse peu d'espace ni aux aspirations qui tendent à l'émancipation des individus au sein de la société, ni à l'instauration d'un ordre démocratique au plan politique et institutionnel. Elle est aussi un frein aux innovations scientifiques et techniques, de par leur impact sur la transformation des conditions d'existence.

Dans une situation d'une hétéronomie dominante, le processus de démocratisation s'en trouve bloqué, du moins fortement hypothéqué, créant des conflits au sein de la société entre acteurs de la modernité et tenants de l'ordre traditionnel.

Si je me réfère au combat de mon vénéré père, Mohamed Bel Hassan Ouazzani, il n'a cessé de réclamer avant et à l'aube de l'indépendance, il y a plus d'un demi-siècle, l'urgence de moderniser l'État et la Société, de libérer le peuple de l'obscurantisme, grâce à l'éducation et à la formation de toute la population.

Dans un résumé des «Principes»⁽¹⁾ qui inspirent son action politique et celle de son Parti «*Izb Choura wal Istiqlal*» en vue d'instaurer une démocratie authentique, Mohamed Hassan Ouazzani réclame la «garantie à tout Marocain et à toute Marocaine des droits» fondamentaux, notamment «l'épanouissement intellectuel et moral de la personne (instruction gratuite et

(1) Voir Izarab Ouazzani, *Entretiens avec mon Père Mohamed Hassan Ouazzani. La lutte pour la démocratie et l'indépendance*. Fès, Fondation Mohamed Hassan Ouazzani, 1989, p. 23.

obligatoire et libertés publiques)», épanouissement sans lequel il ne saurait y avoir ni démocratie ni liberté individuelle.

Son objectif, tel que défini dans une note manuscrite à l'aube de l'indépendance⁽¹⁾, consistait à «transformer le Maroc politiquement opprimé et économiquement exploité en un Maroc politiquement libre et économiquement prospère. De même, il faudra transformer le Maroc ignorant et arriéré en un Maroc instruit et progressiste».

A l'énoncé du propos de notre conférencier, en écho aux aspirations formulées, il y a plus d'un demi-siècle par Mohamed Hassan Ouazzani, le chemin vers l'autonomie individuelle, génératrice de liberté et de créativité, a été long, mais il revient à notre expert de nous dresser un bilan de sa progression.

(1) Ibid., p. 39.

Les transformations de l'hétéronomie dans la société marocaine

Origines écologiques, points d'embranchement et implications protestataires^(*)

*Hougua BEN AHMED^(**)*

Les sociétés font face dans leurs évolutions historiques à un certain nombre de problèmes de base, presque communs. Les différences se situent au niveau des solutions et des modalités de traitement qu'elles formulent en réponse à ces problèmes. Cette conviction, dégagée par l'anthropologie sociale au cours du 19^{ème} siècle et diffusée à grande audience par le courant culturaliste américain, constitue encore une motivation épistémologique basique à la recherche scientifique pour l'identification de ces problèmes et la démarcation culturelle des sociétés. A l'issue des travaux comparatifs sur les cultures nationales, un large accord s'établit approximativement autour d'un certain nombre de facteurs communs dont : la gestion des inégalités et le rapport à l'autorité, les relations entre l'individu et le groupe, les concepts de masculinité/féminité et leurs implications sociales, et la gestion des incertitudes y compris la maîtrise des agressions et l'expression des émotions⁽¹⁾.

(*) Conférence du 5 juillet 2018, animée par Hougua BEN AHMED, présidée par le Pr. Mohammed MOUAQIT.

(**) Hougua BEN AHMED est Professeur chercheur en sciences politiques à la Faculté de droit, Fès.

(1) Inkeles, A & Levinson, D.J., «National character : The study of modal personality and sociocultural systems», in : Lindzey, G & Aronson, E (eds), *The Handbook of Social Psychology*, Menlo Park, CA, Addison-Wesley, 2nd edition, Vol. 4, 1969, pp. 418-506.

=

Les réponses apportées par les sociétés à ces problèmes ne sont pas statiques et intemporelles. Elles présentent en revanche une mutabilité dynamique en fonction des effets de changements complexes qui traversent les différentes sphères de l'activité sociale au sein des sociétés. L'exposition de longue durée aux facteurs de modernisation entraîne des métamorphoses dans la structure des réponses aux problèmes rencontrés. L'expansion de l'éducation, la diversification de l'emploi, l'intensification de l'urbanisation et de l'industrialisation et le développement des réseaux de communication de masse, contribuent à façonner, autrement que par le passé, les orientations culturelles des sociétés, des groupes sociaux et des sociétaires.

L'option pour l'individualisme ou le collectivisme est l'une des questions fondamentales auxquelles les sociétés sont confrontées. Les valeurs qui s'y rapportent appartiennent à la programmation mentale invisible de la culture. Ce qui explique leur stabilité relative à travers les générations. L'émergence de l'individu moderne est le produit d'une longue gestation qui ne s'affirme qu'aux termes d'un processus de changement complexe qui travaille le cœur d'oignon de la culture et s'étale sur une période de temps assez large. Pourtant, le rapport entre l'individu et la société constitue l'un des secteurs socioculturels qui ont subi de plein fouet, l'impact du processus de modernisation. Les conséquences majeures de cet événement historique se sont traduites au niveau du façonnement des relations sociales sous le rapport de la différenciation, de la rationalisation, de l'autonomisation et de la subjectivation.

Bien que ces paramètres aient affecté les sociétés de façon inégale et selon des modalités de diffusion, de réception, d'incorporation et de réaction disparates, la décomposition des structures

= Hofstede, G., *Cultures and Organisations: Software of the Mind*, New York, McGraw-Hill, 1991, pp. 13-14.

collectivistes et le basculement des univers communautaires vers des formes multiples de modernité individuelle, entraînent des implications considérables au niveau de l'économie, de la politique et de la société. L'affranchissement de l'individu vis-à-vis des contraintes imposées par le cercle moral primaire de la parenté et celui de l'écologie sociale et physique, est supposé faciliter le passage des liens de sang aux liens de la raison ou comme le dit Parsons, des critères d'attribution vers les critères d'accomplissement.

La marche vers l'individualisme amoindrit l'aspect collectiviste du concept de soi, transforme la nature des relations avec les autres et la direction des objectifs poursuivis et remet en cause le poids des normes communautaires et conventionnelles dans la mise en scène des attitudes et des conduites. L'orientation des sociétés vers ce syndrome culturel, ne manque pas de modeler la culture subjective des sociétés (valeurs, croyances, attitudes, normes, stéréotypes, etc.) et de façonner leurs tendances psychologiques, dans la voie de l'ouverture au changement, de l'émancipation et du désenchantement des relations de dépendance verticale.

L'importance de l'individualisme dans les transformations historiques des sociétés et ses implications subversives au niveau des rapports sociaux et politiques et au niveau du fonctionnement psychologique de base des individus, expliquent la popularité du concept et l'engouement pluridisciplinaire des chercheurs au cours des quarante dernières années, pour son utilisation dans les recherches transculturelles. Cependant, l'intérêt porté à ce syndrome culturel n'a pas chassé la complexité conceptuelle du vocable. Outre les divergences des points de vue sur le caractère civique ou incivique de l'individualisme et ses conséquences politiques, les matrices de la sociologie classique en ont fabriqué un sens relativement instable. Il est question d'un repli égoïste sur

soi chez Alexis de Tocqueville, de l'isolement et de l'aliénation de l'individu dans l'économie politique et le matérialisme historique de Marx, du développement des relations universalistes et affectivement neutres chez George Simmel et de l'extension de l'autonomie en matière normative et éthique chez l'auteur de la division du travail social⁽¹⁾.

La notion d'individualisme se confond souvent avec l'égoïsme et la recherche de l'intérêt personnel, une sorte d'affirmation narcissique de soi au détriment de l'intérêt collectif et du bien commun. En même temps, le collectivisme s'interfère avec le sacrifice, la coopération et la bienveillance. Or il s'agit en réalité de deux dimensions culturelles différentes, comme le souligne Durkheim dans son travail sur l'individualisme et les intellectuels⁽²⁾. Les soucis de l'opérationnalisation empirique mettent en garde contre cette fusion entre les dimensions égalitaires et inégalitaires et le construit de l'individualisme/collectivisme et nuancent leurs différences de fond.

L'individualisme exprime la tendance psychologique et socioculturelle à l'autonomie et à l'indépendance, tandis que le collectivisme exprime l'hétéronomie, l'interdépendance et l'attachement groupal⁽³⁾. L'autonomie peut s'associer dans certaines cultures avec un ethos culturel socialement responsable, à travers l'engagement pro-social et universaliste, et dans d'autres, avec une forme incivique, centrée sur l'utilitarisme et l'accomplissement personnel. Ce raisonnement vaut également pour le collectivisme.

(1) Boudon, R & Bourricaud, F., *Dictionnaire critique de la sociologie*, Paris, Quadrige, Presses universitaires de France, 3^{ème} édition, 2004, pp. 301-304.

(2) Durkheim, É., «L'individualisme et les intellectuels», *Revue bleue*, 4^{ème} série, T. 10, 1898, pp. 7-13.

(3) Kagitcibasi, C., «Autonomy and relatedness in cultural context: Implications for self and family», *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 36, N. 4, 2005, pp. 403-422.

I. Cadre conceptuel et méthodologique de la recherche :

Les travaux empiriques sur l'individualisme (l'orientation à l'autonomie) montrent qu'il existe des formes diverses de ce construit. L'exploration de la culture subjective mène à l'identification de plusieurs attributs nuancant les différences de l'individualisme à l'intérieur des cultures individualistes et du collectivisme à l'intérieur des cultures collectivistes. Les deux grandes espèces objectivées se rattachent aux dimensions verticale et horizontale de l'individualisme et du collectivisme⁽¹⁾.

Harry Triandis distingue dans ce cadre quatre types d'individualisme/collectivisme : le collectivisme horizontal, le collectivisme vertical, l'individualisme horizontal et l'individualisme vertical⁽²⁾.

- Le collectivisme horizontal est défini comme un modèle culturel dans lequel l'individu se perçoit comme connecté à *l'in group* tout en se construisant comme étant égal et similaire aux autres. L'égalité par rapport aux autres, la coopération et le partage constituent les valeurs essentielles dans ce modèle socioculturel⁽³⁾.
- Le collectivisme vertical partage avec le premier modèle les attributs de l'interdépendance du concept de soi ; mais se caractérise par la tendance de l'individu à se définir dans la différenciation de statut et de pouvoir par rapport aux autres membres du groupe. Le soi est interdépendant mais

(1) Triandis, H.C, «The psychological measurement of cultural syndromes», *American Psychologist*, Vol. 51, N. 4, 1996, pp. 407-415.

(2) Singelis, T. M., Triandis, H. C., Bhawuk, D., & Gelfand, M. J, «Horizontal and vertical dimensions of individualism and collectivism: A theoretical and measurement refinement», *Cross-Cultural Research: The Journal of Comparative Social Science*, Vol. 29, N. 3, 1995, pp. 240-275.

(3) Ibid, p. 244.

différencié. L'inégalité est admise mais le sacrifice au profit de l'in group reste un important aspect. Les valeurs consacrées par ce modèle sont la conformité sociale, le respect de l'autorité et l'asymétrie des relations sociales⁽¹⁾.

- L'individualisme horizontal reste marqué par l'autonomie et l'indépendance des individus. Les sujets se conçoivent dans ce modèle comme étant uniques, égaux et similaires. L'orientation à l'égalité et à l'autonomie constitue le trait marquant de ce modèle. La liberté individuelle y est poussée⁽²⁾.
- L'individualisme vertical partage avec le modèle précédent la tendance des individus à l'indépendance et à l'autonomie des contraintes groupales. Mais il s'en démarque par l'orientation à l'admission des inégalités de statut. La recherche de l'intérêt personnel, la valorisation de la compétition, de la comparaison sociale et de l'accomplissement individuel sont valorisées⁽³⁾.

Mais ces distinctions ne devraient pas être interprétées dans le sens de l'existence des modèles culturels purs et absolument opposés. Triandis met en garde contre une telle interprétation en soulignant la possibilité de coexistence de ces composantes à l'intérieur de chaque individu et de chaque culture. Il propose que les cultures diffèrent en termes de poids et de dominance qu'elles accordent aux quatre orientations. Une culture peut motiver les individus à agir dans 60 % des situations comme individualistes verticaux, dans 20 % comme des individualistes horizontaux, dans 15 % comme des collectivistes verticaux et dans 5 % comme des collectivistes horizontaux; tandis qu'un autre modèle socioculturel peut se ramener à pousser les individus à

(1) Ibidem.

(2) Ibid, p. 245.

(3) Ibidem

user autrement des quatre orientations⁽¹⁾. Mais faut-il reconnaître également la prégnance et la centralité d'un syndrome par rapport aux autres au niveau de la personnalité de base⁽²⁾.

L'individualisme et le collectivisme, entendus respectivement dans le sens de l'autonomie par rapport aux autres et de la dépendance groupale, sont des dimensions socioculturelles pertinentes pour étudier l'orientation à l'autorité dans une société qui connaît des transformations profondes.

Sur le plan méthodologique, pour étudier la question de l'hétéronomie ou du collectivisme, nous avons procédé à l'exploration des données des trois éditions de *World Values Survey* menées au Maroc (en 2001, 2007 et 2011). Le choix de travailler la problématique de l'étude sur cette base de données se fonde sur le caractère représentatif de ses échantillons et l'aspect longitudinal des enquêtes de WVS. Aussi, le nombre important de variables que ces données véhiculent, les corrélations possibles qu'elles permettent d'étudier et l'originalité des échelles employées constituent des motivations à l'engouement pour l'exploration quantitative de données.

La variété des données est tellement de taille que leur qualité, leur profondeur et leur coût de revient dépassent franchement ce que peut apporter un chercheur travaillant seul. *The World Values Survey Association* les met gratuitement à la disposition des chercheurs du monde entier avec la condition déontologique de mentionner l'adresse indiquée sur le site de *World Values Survey*⁽³⁾.

(1) Ibid, p. 246

(2) Schwartz, S. H., «Les valeurs de base de la personne : Théorie, mesures et applications [Basic human values: Theory, measurement, and applications]». *Revue Française de Sociologie*, Vol.47, 2006, pp. 249-288.

(3) WORLD VALUES SURVEY Wave 6 2010-2014 OFFICIAL AGGREGATE v.20140429. World Values Survey Association (www.worldvaluessurvey.org). Aggregate File Producer: Asep/JDS, Madrid SPAIN

Les interviews de WVS sont réalisées en face à face et à domicile dans dix régions du Maroc, auprès de 1251 individus en 2001, 1200 en 2007 et 1200 en 2011. Ce qui fait au total 3651 personnes. Les données manquantes pour cet échantillon sont faibles.

Les quatre catégories de l'individualisme/collectivisme (Collectivisme vertical, collectivisme horizontal, individualisme vertical, individualisme horizontal) sont construites à partir des variables relatives aux valeurs de survie et d'expression de soi qui sont similaires selon Inglehart au collectivisme et à l'individualisme⁽¹⁾ et celles relatives à l'orientation à l'égalité sociale qui représente les dimensions horizontales et verticales⁽²⁾.

Après avoir standardisé (Z-Score) les deux variables et recodé de 0 les valeurs de survie et l'orientation à l'inégalité sociale et de 1 les valeurs d'expression de soi et l'orientation à l'égalité, il a été procédé à la combinaison des quatre catégories. Le tableau suivant affiche les résultats des combinaisons obtenues :

Tableau 1. Typologies des individualistes et des collectivistes

	Orientation à l'égalité (1) Égalité	Orientation à l'inégalité (0)
Valeurs de survie (0)	Collectivisme horizontal	Collectivisme vertical
Valeurs d'expression de soi (1)	Individualisme horizontal	Individualisme vertical

(1) Inglehart, R et Oyserman, D., «Individualism, autonomy, and self-expression: The human development syndrome». In : H. Vinken, J. Soeters, & P. Ester (Eds.), *Comparing cultures: Dimensions of culture in a comparative perspective*, Leiden, the Netherlands, Brill, 2004, pp. 74 –96.

(2) Welzel, C., *Freedom Rising: Human Empowerment and the Quest for Emancipation*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

II. Les origines du collectivisme dans la société marocaine

Les individualistes et les collectivistes forment des catégories culturelles qu'il est insuffisant d'expliquer par le recours aux caractéristiques individuelles des enquêtés. D'un point de vue évolutif, l'émergence ou la disparition d'un trait culturel dépend de facteurs internes et externes dont l'impact devrait s'étendre jusqu'aux assomptions de base de la culture inconsciemment vécues par les individus⁽¹⁾. Ce qui pose la question du changement culturel sur le mode du long terme, pouvant s'étaler sur des siècles entiers.

L'explication de l'origine de l'individualisme et du collectivisme pourrait mieux profiter de la prise en considération de l'approche macro. Seulement, faudrait-il opérer un déplacement de l'approche descriptive de la culture qui jalonne les manuels scolaires de l'anthropologie, en faveur d'une approche dynamique permettant d'en objectiver les origines macro logiques et les fonctions sociales⁽²⁾.

Au lieu de s'atteler au contenu de la culture, ce qui a fait l'objet de la première partie, il fallait la concevoir comme un ensemble de solutions matérielles et immatérielles adoptées par les groupes sociaux pour faire face aux problèmes posés par l'environnement. La culture assure ainsi des fonctions d'adaptation face aux propriétés du contexte écologique qui encadre physiquement la satisfaction des besoins de survie et des fonctions d'intégration des

(1) Schein, H. E., *The Corporate Culture Survival Guide*, San Francisco, John Wiley & Sons, 2nd ed, 2009, p. 33.

(2) Hong, Y-Y, «A Dynamic Constructivist Approach to Culture: Moving from Describing Culture to Explaining Culture», in: Wyer, R. S., Chiu, C-y & Hong, Y-Y (eds), *Understanding culture: Theory, research, and application*, New York, NY, US, Psychology Press, 2009, pp. 3-23

sociétaires autour des choix adoptés⁽¹⁾. Edgar H. Schein souligne dans Ce cadre⁽²⁾ :

«Culture is a pattern of shared tacit assumptions that was learned by a group as it solved its problems of external adaptation and internal integration that has worked well enough to be considered valid and, therefore, to be taught to new members as the correct way to perceive, think, and feel in relation to those problems».

L'individualisme et le collectivisme est l'une des dimensions structurelles de la culture. Ils se plient à cette logique des solutions inventées par les êtres humains pour assurer leur survie, sous des conditions écologiques diversifiées⁽³⁾. Étant donnée l'aspect collectiviste de la société marocaine, la question principale qui se pose est de repérer les caractéristiques du contexte écologique qui ont historiquement influencé le choix de la dépendance sociale et de la conformité comme normes de conduites socialement idéalisées. Sans faire sienne ici, les spéculations philosophiques et sociologiques, certainement riches, sur l'origine des valeurs⁽⁴⁾, il convient plutôt de s'orienter vers les résultats des travaux empiriques pour construire un modèle explicatif proche de la réalité culturelle marocaine. Ainsi, faut-il mentionner dans ce cadre que les études des variations culturelles ramènent l'individualisme à l'abondance et le collectivisme à la rareté des ressources⁽⁵⁾.

(1) Schein, H. E., *Organizational Culture and Leadership*, Jossey-Bass business & management series, Verlag, John Wiley & Sons, 3^e édit, 2004, pp. 87-136.

(2) Schein, H. E., *The Corporate Culture Survival Guide*, op.cit, p. 27.

(3) Matsumoto, D., «Culture, contexte and behavior», *Journal of Personality*, Vol. 75, N. 6, 2007, pp. 1285-1319.

(4) Boudon, R., *The Origin of values: essays in the sociology and philosophy of beliefs*, New Brunswick, NJ, Transaction, 2013, pp. 21-56.

(5) Voir à titre d'exemple :

Kashima, Y & Kashima, E. S., «Individualism, GNP, climate, and pronoun drop : Is individualism determined by affluence and climate, or does language use play a role ?», *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 34, N. 1, 2003, pp. 125-134.

Triandis, H. C., «Individualism and collectivism: Past, present, and future», in: Matsumoto, D (eds), *Handbook of culture and psychology*, New York, Oxford University Press, 2001, pp. 35-50.

Cette rareté est supposée générer des écologies sociales favorisant la primauté des objectifs du groupe sur ceux de l'individu. Dans le contexte marocain, la rareté des ressources s'explique autant par les facteurs climatiques que par la complexité des reliefs. Les sécheresses cycliques et les catastrophes naturelles n'ont pas manqué de frapper de plein fouet la survie de la population marocaine⁽¹⁾. En dépit de l'existence de terres fertiles, la faiblesse des techniques d'exploitation a remarquablement limité la production d'une plus-value susceptible de transformer la culture de la société.

Si la rareté des ressources devrait pousser la société à s'organiser en termes d'écologies sociales collectivistes pour assurer la gestion communautaire des biens collectifs en prenant en considération les aléas des périodes critiques⁽²⁾, la complexité des reliefs, jointe à d'autres facteurs, a contribué à la limitation de la mobilité spatiale de la population. Les massifs montagneux ont réussi à affaiblir pendant des siècles, les flux de la communication intercommunautaire. Charles André Julien souligne dans ce cadre⁽³⁾ :

«L'île de l'occident constitue un vaste quadrilatère de hautes terres qu'enserrent les eaux de l'océan ou de la Méditerranée et les sables du Sahara. Si, au début des temps préhistoriques, ses populations purent, peut-être, communiquer avec l'Europe par les ponts qui unissaient encore les deux continents et avec l'Afrique centrale par un désir moins farouche, leur isolement insulaire, aux temps historiques, rendit plus difficile mais plus brutale la pénétration des influences extérieures et permit aux coutumes locales de résister à l'assaut des siècles».

(1) El Bayad, A., *Les catastrophes naturelles et leurs influences sur le comportement et la mentalité de l'homme au Maghreb et en Andalousie*, (En langue arabe), Beyrouth, Dar Taliâa, 2007.

(2) Lecestre-Rollier, B., «De la terre à la parenté dans le Haut Atlas marocain», *Techniques et Culture*, N. 40, 2003. Voir le site : <http://tc.revues.org/1421>

(3) Julien, Ch- A., *L'histoire de l'Afrique du Nord : Tunisie, Algérie, Maroc*, Tome I, Paris, Payot, 1931, p. 10.

Néanmoins, la rareté des ressources et la complexité écologique ne sont pas les seuls facteurs déterminants de l'agencement de la société en organisations collectivistes. Les deux facteurs n'auraient pas empêché la mobilité communautaire vers des prairies riches en eau et en herbes. Il devrait y avoir des raisons qui chasseraient les populations de la plaine pour les fixer dans les zones arides ou montagneuses. Jean Le Co a constaté que les deux dernières zones du Maroc précolonial, enregistrèrent les taux démographiques les plus élevés que le Rharb⁽¹⁾.

L'un de ces paramètres réside dans les facteurs politiques qui ont brouillé la carte géographico-démographique de la population marocaine⁽²⁾ : Les exactions du pouvoir, l'instabilité politique et les guerres intercommunautaires coûtant démographiquement chère, amenaient les tribus les plus faibles à se réfugier dans les zones difficilement accessibles, en attendant de nouvelles opportunités politiques. L'organisation segmentaire se veut un outil défensif pour s'assurer la survie et le contrôle des territoires du patrilignage.

Cependant, il existe un quatrième facteur dont l'influence sur l'organisation sociale et les valeurs culturelles est prouvée dans les études transculturelles. La prévalence historique des agents pathogènes causant des épidémies mortelles, est scientifiquement impliquée dans la prédication du collectivisme. L'on avance dans ce cadre que l'émergence de ce syndrome est plus probable dans les régions marquées par la fréquence des agents pathogènes⁽³⁾.

(1) Le Coz, J., *Le Rharb, Fellahs et colons. Etude de géographie régionale*, Tome I. Les cadres de la nature et de l'histoire, Rabat, 1964.

(2) Stititou, A., *Le rôle de Tafilalt dans l'organisation des rapports entre la société tribale, le Makhzen et le colonialisme*, (en langue arabe), Dar Abu Ragurag pour l'impression et la publication, 2013.

(3) Fincher, C. L., Thornhill, R., Murray, D. R & Schaller, M., « Pathogen prevalence predicts human crosscultural variability in individualism/collectivism », *Proceedings of the Royal Society, Biological science*, Vol. 275, N. 1640, 2008, pp. 1279-1285.

L'agencement collectiviste sous la forme d'*in-groups* et d'*out-groups* et la mise en valeur de la conformité aux dépens de la déviance, sont des mécanismes d'adaptation et de défense anti-pathogènes destinés à éviter la contamination et la disparition du patrilineage. Sans une organisation pareille, il aurait été difficile de survivre dans un contexte historiquement classé comme étant à risque sur le plan épidémiologique. Certes, l'organisme s'adapte aux aléas de l'environnement, mais la culture apporte sa contribution à cette adaptation. Les valeurs collectivistes fournissent une défense contre la prévalence des effets anxiogènes de l'environnement⁽¹⁾. Outre l'agencement collectiviste, les techniques culinaires⁽²⁾ (usage intense des épices à titre d'antibiotiques) et les pratiques matrimoniales⁽³⁾ sont des artefacts culturels destinés à désamorcer la diffusion endémique des agents pathogènes.

Comme le rapporte les genres historiques divers, Chroniques, recueils hagiographiques et ouvrages de médecine, les ravages démographiques causés par la succession des épidémies ont largement contribué au dépeuplement de vastes plaines du Rharb et de l'Atlantique⁽⁴⁾. Lapeste⁽⁵⁾ et le paludisme⁽⁶⁾ sont les agents les

(1) Chiao, J. Y., & Blizinsky, K. D. «Culture-gene coevolution of individualism-collectivism and the serotonin transporter gene», *Proceedings of the Biological Sciences*, Vol. 277, N. 1681, 2010, pp. 529-537.

(2) Sherman, P.W & Billing, J., «Darwinian gastronomy: why we use spices», *BioScience*, Vol. 49, N. 6, 1999, pp. 453-463.

(3) Low, B.S., «Marriage systems and pathogen stress in human societies», *Am. Zool.*, Vol. 30, 1990, pp. 325-339.

(4) Voir par exemple :

Benhima, Y., «Epidémies et mouvements de populations au Maroc (XIV^e-XVI^e siècle)», *Actes de la XLI settimana di studi Fondazione Datini, Le interazioni fra economia e ambiente biologico nell'Europa preindustriale*, Florence, 2010, pp. 279-285.
Rosenberger, B & Triki, H., *Famines et épidémies au Maroc aux XVI^e et XVII^e siècles*, *Hespéris-Tamuda*, N. 14, 1973, pp. 109-175.

(5) Melhaoui, M., *Peste, contagion et martyre. Histoire du fléau en Occident musulman médiéval*, Paris 2005.

(6) Voir par exemple : Le rapport de l'organisation mondiale de la santé et Ministère de la santé publique : Le paludisme au Maroc, une lutte sans relâche, une perspective d'élimination, 2007.

plus impliqués. Dans une étude récente, sur 230 régions, le Maroc occupe le rang de 193 avec un score élevé de **0.62** en matière de prévalence historique de **7** agents pathogènes⁽¹⁾. Et ce n'est pas par hasard que les autorités du protectorat aient adopté une politique médicale qui prend au sérieux la question des parasites dans l'installation des colons au sein des plaines marécageuses riches⁽²⁾.

Pour se défendre contre les facteurs de risque liés aux famines, aux épidémies et à l'instabilité politique, la famille communautaire endogame chez les arabes et légèrement exogame chez les berbères, a constitué l'unité structurale de base des stratégies défensives. Pour des besoins de sécurité, d'autres organisations supra-collectivistes y prennent démographiquement et socialement appui. Dans ce contexte, les valeurs de l'honneur, de la coresponsabilité morale des lignages, de la conformité et de la dépendance psychologique sont les mots d'ordre qui structurent variablement la relation de l'individu aux *in-groups* et aux *out-groups*.

Derrière l'affirmation structurale et idéologique du familisme dans l'histoire sociale marocaine, se profile l'impact psychologique des sentiments d'insécurité biologique, physique et économique que déclenche l'instinct de survie. Un instinct assujéti aux aléas de l'environnement physique et politique ne peut que produire durablement ce besoin d'attachement aux entités collectives *suis generis*. Comme le suggère Maurice Godelier dans l'idéal

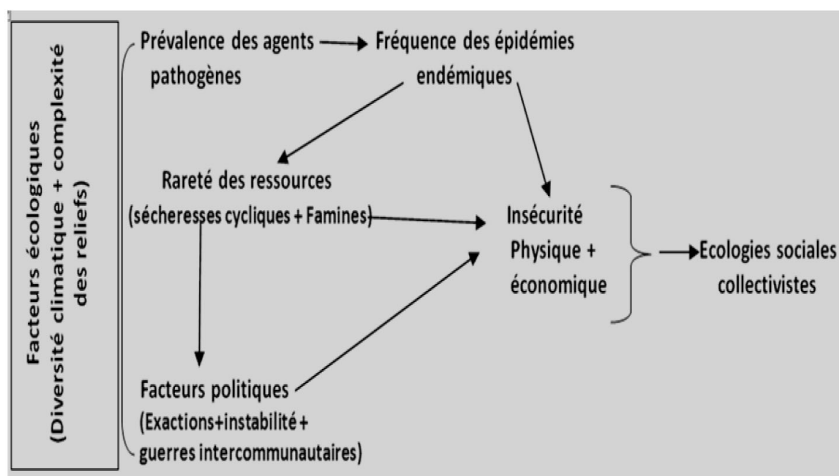
= Trari, B., Dakki, M., Himmi, O & El Agbani, M.A., «Les moustiques (Diptera Culicidae) du Maroc, Revue bibliographique (1916-2001) et inventaire des espèces», Entomologie médicale, Bull Soc Pathol Exot, 2002, Vol. 95, N.4, pp. 329-334.

(1) Murray, D. R & Schaller, M., «Historical prevalence of infectious diseases within 230 geopolitical regions: a tool for investigating origins of culture», *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 41, N. 1, 2010, pp. 99-108.

(2) Laberge M-F., «Les instituts Pasteur du Maghreb : la recherche médicale dans le cadre de la politique coloniale», *Revue française d'histoire d'outre-mer*, Vol. 74, N. 274, 1987. pp. 27-42.

et le matériel⁽¹⁾, les relations des hommes avec la nature sont inséparables des relations qu'ils entretiennent entre eux. Le collectivisme comme dimension socioculturelle n'échappe pas à cette logique. La figure ci-après permet de synthétiser le modèle explicatif du collectivisme dans la société marocaine.

Graphique n° 1: Les facteurs macrologiques déterminants du collectivisme vertical



III. Poids statistique de l'hétéronomie verticale et émergence lente de l'individualisme horizontal

Le couplage entre le collectivisme et le caractère inégalitaire de la relation à l'autre dans la culture marocaine se trouve derrière la hausse de la part des collectivistes verticaux par rapport aux individualistes verticaux et horizontaux. Mais, avec l'ouverture sur le monde moderne, la dimension horizontale de l'individualisme et du collectivisme affiche une tendance à la hausse.

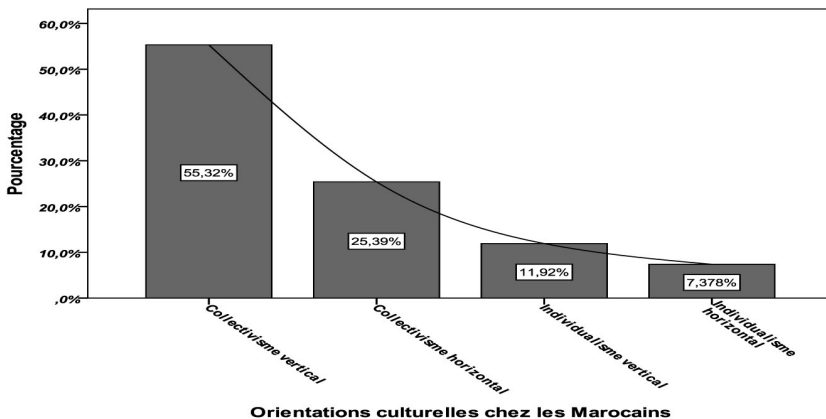
(1) Godelier, M., *The Mental and the Material, Thought Economy and Society*, traduction de Thom, M., London, Verso, 1986, pp. 27-70.

1. Le collectivisme, une culture de l'interdépendance groupale

La combinaison entre le collectivisme et l'inégalitarisme constitue l'une des dimensions fondamentales de la culture marocaine.

L'analyse descriptive des données empiriques prouve la dominance du collectivisme vertical qui valorise la hiérarchie et l'égoïsme dans la perception et la pratique des relations sociales. Ce construit représente 55,32 % dans l'échantillon de WVS (N=3651). Il est suivi en deuxième position par le collectivisme horizontal (25,39 %). L'individualisme vertical et l'individualisme horizontal occupent respectivement la troisième et la quatrième position avec des pourcentages faibles. Le graphique suivant illustre le poids de chaque construit :

Graphique n° 2 : Proportion des individualistes et des collectivistes verticaux et horizontaux



L'école de Geertz s'est montrée attentive à l'usage pragmatique et opportuniste que les Marocains font de leurs identités collectives. Elle oppose à l'effet des structures sociales, une

définition de l'identité collective comme ressources culturelles destinées à l'usage selon leur pertinence aux caractéristiques des situations de communication sociale.

Geertz avance que la **nisba** n'a pas seulement une résonance ethnique. Au contraire, elle est employée dans un large éventail de relations sociales et permet de séparer la vie publique où se poursuit un cosmopolitisme farouche, comme dans la rue et le marché, et la vie familiale où règne un communalisme stricte. L'usage de la **nisba** comme identité collective contribue à minimiser les coûts des transactions économiques dans un contexte socio-communicationnel marqué par l'incertitude de l'information⁽¹⁾. Elle constitue une sorte de psychologie sociale à l'état pratique qui permet de repérer à partir de l'origine des personnes, leurs caractéristiques essentielles. Lawrence Rosen affirme dans Ce cadre⁽²⁾ :

«Moroccans tend to believe that social geography contributes heavily, perhaps even determines much of a person's character. To speak of one's origins is to imply the social and physical context of one's nurturance or those of one's ancestral line, and its influence on one's contemporary existence».

La catégorisation de type **nisba** conduit à un hyper-égoïsme dans les relations sociales⁽³⁾. Ce qui aide l'individu à être renard parmi les renards et crocodile parmi les crocodiles, sans pour autant que sa personnalité collectiviste perd ses référents ni court le risque de dislocation. L'appartenance à des repères collectifs

- (1) Geertz. C., «The Suq : the bazaar economy in Sefrou», Geertz, C., Geertz, G & Rosen, L., *Meaning and order in Moroccan society. Three essays in cultural analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1979, pp. 215-217 ; 229-231.
- (2) Rosen, L., Rosen, L., «Social identity and points of attachment: approaches to social organization», in: Geertz, C., Geertz, G & Rosen, L., *Meaning and order in Moroccan society*, op.cit, p. 92.
- (3) Geertz, C., «From the Native's Point of View: On the Nature of Anthropological Understanding» in: Geertz, C, *Local Knowledge*, New York, Basic Books, 1983, p. 68.

vagues et contextuels, laisse aux interactions sociales le soin de combler les points vides de la moralité du collectiviste vertical. La décomposition des structures sociales sous forme de relations de compétition, de coordination et d'arrangement, actualise ce que l'appartenance collective a déposé dans la psyché des sociétaires. Mais la question fondamentale concerne le seuil à partir duquel la *nisba* autorise l'usage de la dimension verticale dans les relations sociales. La réponse parcourt silencieusement les écrits de Geertz : Le modèle socioculturel marocain crée, selon lui, une situation où les gens interagissent en termes de catégories morales dont le sens est fonction de la position de l'individu sur la mosaïque sociale. Le sens moral absolu, réservé au cercle domestique de la tente, fonctionne de façon molle dans les positionnements sociaux extérieurs⁽¹⁾. Pour traquer les origines de la question et solliciter une réponse intelligible à ce dilemme, il a fallu remonter aux écrits ethnographiques des années vingt. C'est ici que s'éclaircissent, à croire les ethnographes, les limites de l'égoïsme dans la culture marocaine.

L'on avance que l'égoïsme du Marocain cède chaque fois qu'il se heurte aux exigences lignagères qui entraînent les individus dans un sens ou dans un autre. L'importance des chefs qui s'imposent aux groupes, de la tradition et de la *Qu'aida* ramènent les individus dans des liens domestiques plus contraignants. George Hardy commente cette situation dans les termes suivants⁽²⁾ :

« Rien n'est plus fuyant, plus nuancé, plus difficile à saisir dans le courant de la vie que cette constante combinaison d'individualisme et de servitude grégaire ».

(1) Geertz, C. « From the Native's Point of View... », op.cit, p. 68.

(2) Hardy, G., *L'âme marocaine à partir de la littérature française*, Bulletin de l'enseignement public, Gallica, 1926, p. 27.

Tout cet inégalitarisme exprimé à l'égard de ce qui est extérieur, devient dévouement en faveur de la famille et des cercles domestiques⁽¹⁾. Les énergies motivationnelles de l'égoïsme tendent vers la défense et la conservation des unités sociales primaires où le sang joue un rôle primordial. Lorsque les valeurs altruistes et égalitaristes se limitent au seuil de la communauté immédiate, Le collectivisme vertical est de règne dans l'architecture des relations sociales. Au contraire, quand l'égalitarisme et l'intérêt au bien être des autres gagne les territoires extérieurs à la famille, le collectivisme horizontal est de règle. Or l'observation des relations quotidiennes ainsi que l'analyse des données montrent que le syndrome dominant est proche d'un grégarisme égoïste et vertical. La portée de la dimension horizontale demeure limitée. Les graphiques descriptifs présentés plus haut, donnent relativement raison aux propos des ethnographes français qui ont approché les caractéristiques psychologiques et culturelles du sociétaire marocain. Le modèle de l'anthropologie interprétative trouve également dans ces données un point d'appui considérable. Les données empiriques valident dans une certaine mesure, les thèses de Fellner: Malgré le poids exagéré de l'égalitarisme structurel, les conflits potentiels ou apparents des segments traduisent une culture dionysienne, motivant la compétition entre les groupes. Le minimum de coopération exigé par l'affiliation agnatique est souvent employé par les groupes sociaux dans des stratégies verticales.

Mais le phénomène frappant est la faiblesse remarquable de l'orientation des Marocains à l'individualisme moderne. Malgré l'exposition du Maroc aux vagues de la modernité, les tendances individualistes marquent un retard remarquable. Les structures traditionnelles exercent encore sur l'individu une influence plus forte que celle importée par le vent des temps modernes.

(1) Chatinières, P., *Dans le grand Atlas Marocain. Extraits du carnet de route d'un Médecin d'assistance médicale indigène 1912-1916*, Paris, Plon-Nourit, 1919, p. 91.

Les changements de forme observables dans le cours de la vie quotidienne représentent de faux symptômes ne livrant leur vérité propre qu'aux termes d'un raisonnement menant à l'examen de l'état des postulats de base de la culture⁽¹⁾. Ces changements n'ont pas amplement réussi à affecter la quintessence de la culture.

2. Évolution tendancielle de la dimension horizontale de l'individualisme

Pour étudier de façon longitudinale les changements induits dans l'ethos culturel des Marocains, les données quantitatives sur la société traditionnelle font pratiquement défaut. Les seules données possibles proviennent des recherches qualitatives menées au Maroc, par des ethnographes français et anglo-saxons, à des périodes charnières de l'histoire sociale et politique du pays. Tel qu'il est affirmé plus haut, les données ethnographiques disponibles s'accordent généralement sur l'existence de deux formes d'identité collective à savoir, le collectivisme horizontal et vertical. Les historiens et ethnographes français parlent également d'un type d'individualisme sensuel de type épicurien, traversant la société du haut en bas et s'exprimant dans la motivation des Marocains à jouir des plaisirs. Gabriel Veyre souligne dans ce cadre⁽²⁾ :

«Le Marocain, de son côté, est très voluptueux, et les choses de l'amour tiennent dans ses préoccupations une place importante. Dans les conversations entre hommes, une fois épuisés, rapidement, les sujets banals, les bruits recueillis à la mosquée, les événements du jour, la politique, par hasard, on en revient bien vite aux bavardages érotiques».

Mais cette forme de vie voluptueuse non puritaine, ne constitue pas un individualisme au sens moderne du terme, étant donné que celui-ci se définit dans l'autonomie de la personne face à son environnement familial et lignager.

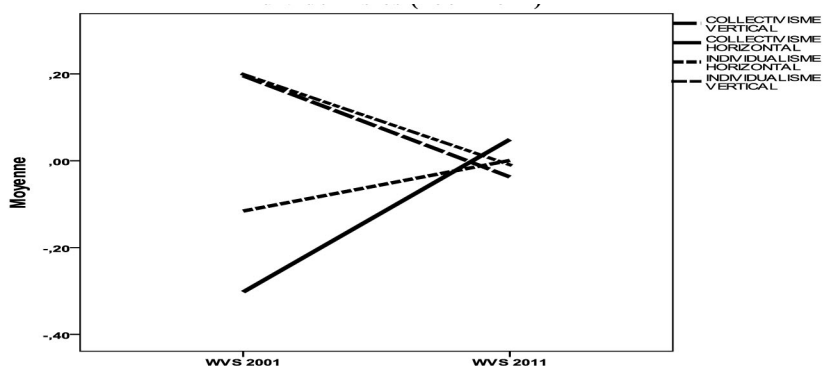
(1) Bourdieu, P., *La Misère du monde*, Paris, Editions du Seuil, 1993, p. 1452.

(2) Veyre, G., *Dans l'intimité du Sultan*, Paris, Librairie universelle, 1905, pp. 211-212.

Voir aussi : Hardy, G., *L'âme marocaine*, op.cit, pp. 22-23.

L'émergence de l'individu moderne comme phénomène socioculturel n'a pas été prouvé par ces travaux ethnographiques. Dans la limite de notre connaissance, Les données de World Values Survey sont les seules données quantitatives disponibles sur la société marocaine depuis la première édition de 2001 jusqu' à celle de 2011. Bien qu'il ne s'agisse que de trois vagues moins distanciées dans le temps, elles permettent déjà d'attirer l'attention sur les changements en cours. La représentation graphique ci-après donne à lire l'amortissement progressif de la dimension verticale de l'individualisme et du collectivisme. Le climat idéologique qui a régné au cours de cette décade est caractérisé par l'irruption de la critique à l'égard de la différenciation sociale que ce soit en termes de sexe, de position sociale ou de pouvoir, etc. Le collectivisme et l'individualisme verticaux présentent une tendance claire à la baisse légère. Par contre, La dimension horizontale du construit est allée croissant. Mais le collectivisme horizontal enregistre une ascendance plus prononcée que l'individualisme horizontal dont l'évolution apparaît modeste. L'hybridation culturelle semble gagner de valeur :

Graphique n° 3 : Évolution des construits collectivistes et individualistes (2001-2011)



Pourtant, l'on pourrait objecter que cette évolution n'est pas significative au regard de l'étroitesse de la période étudiée. Pour vérifier la prétention à la validité de cette objection, il a été procédé à tester les différences constatées dans les scores des variables en question en 2001 et 2011. L'analyse de la variance est l'une des techniques statistiques les plus utilisées dans l'étude de la signification des différences. Le tableau suivant en présente les résultats :

Tableau n° 2 : Comparaison des sujets collectivistes et individualistes entre 2001 et 2011

Variable dépendante	(I) Année de l'enquête.	(J) Année de l'enquête.	Différence de moyennes (I-J)	Signification
C_vertical	2001	2011	,11592 [*]	,000
	2011	2001	-,11592 [*]	,000
C_horizontal	2001	2011	-,15305 [*]	,000
	2011	2001	,15305 [*]	,000
Ind_horizontal	2001	2011	-,03048 [*]	,008
	2011	2001	,03048 [*]	,008
Ind_vertical	2001	2011	,06761 [*]	,000
	2011	2001	-,06761 [*]	,000

Les données laissent clairement apparaître que la différence des scores de la dimension verticale de l'individualisme et du collectivisme est négative. Cela confirme que la régression des deux construits sur une durée de dix ans est statistiquement significative. Aussi, les différences dans les scores de la dimension horizontale de l'individualisme et du collectivisme se montrent-elles positives. Ce qui explique que la hausse progressive de l'individualisme et du collectivisme horizontaux est significative. Les changements culturels repérés tiennent beaucoup au facteur temps plutôt qu'au hasard. Les résultats obtenus permettent de réfuter l'objection soulevée. Mais l'émergence de l'autonomie

individuelle demeure quand même lente au regard de la longueur du contact historique que le Maroc ait historiquement entretenue avec l'Europe. Ce phénomène pourrait probablement s'expliquer par la prégnance des visions du monde basées principalement sur la centralité d'une herméneutique religieuse opiniâtre. Inglehart rapporte, dans le cas des sociétés arabo-musulmanes, que les changements culturels restent en partie dépendants au sentier. Les paramètres religieux et culturels traditionnels influencent durablement les systèmes de sens qui bloquent en retour les effets de la modernisation⁽¹⁾.

Les manifestations de la culture comme programmation collective des mentalités sont diverses et stratifiées. Hofstede utilise la figure de la pelure d'oignon pour illustrer les niveaux de la culture⁽²⁾. Les valeurs occupent le noyau central, suivies selon le degré de profondeur des rituels, des héros et des symboles. Les trois dernières manifestations correspondent aux pratiques empiriquement observables. Elles constituent les parties visibles d'une culture et sont par-là, susceptibles d'être facilement affectées par le changement culturel. Or le cœur de l'oignon, c'est-à-dire les valeurs, demande un temps assez long pour se voir basculer. Ce qui explique la stabilité profonde des valeurs fondamentales d'une société, notamment dans les domaines de la sexualité, de la religion, de l'idéologie nationale, et des attachements primordiaux.

IV. Implications politiques de l'orientation aux valeurs d'autonomie

Étant donné que l'action protestataire indique l'existence d'un mécontentement à l'égard du gouvernement ou des pouvoirs publics, les motivations des individualistes et des collectivistes

(1) Inglehart, R & Baker, W.E., «Modernization, Cultural Change, and the Persistence of Traditional Values», op.cit.

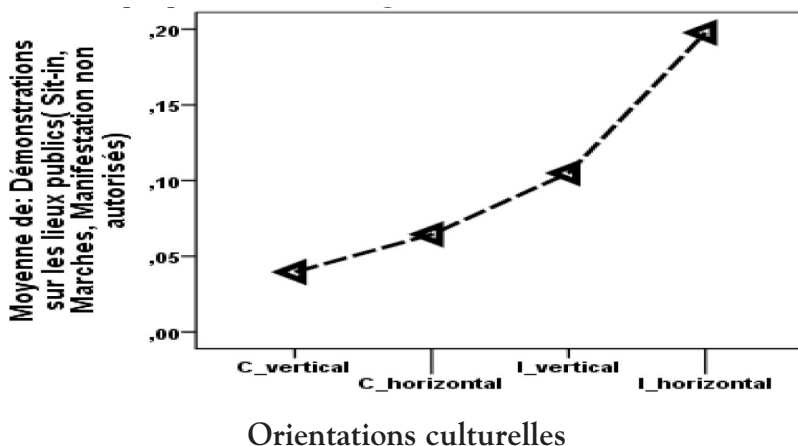
(2) Hofstede, G., *Culture and organisation*, op.cit, pp.7-10.

sont supposés différentes. L'on peut avancer dans ce cadre que les individualistes sont jaloux de leur autonomie et poussés par conséquent à considérer le gouvernement d'un mauvais œil. Ils y voient une contrainte limitant leurs libertés et leurs motivations d'accomplissement. Par contre, les collectivistes insistent non pas sur la liberté individuelle jugée dangereuse pour la stabilité de l'organisation sociale, mais surtout sur un bon gouvernement, capable d'assurer l'équilibre entre les différents segments de la société⁽¹⁾.

Les données de WVS apportent une preuve empirique valide sur la supériorité de l'individualiste horizontal en matière de protestation. Les raisons tiennent probablement à son d'autonomie de pensée et d'action d'une part et d'autre part à ses qualités morales et culturelles constitutives de son capital social. Sur toutes les formes de l'action protestataire, pétitions, boycotts, grèves, démonstrations, occupation des locaux, il émerge comme le construit qui réalise les scores les plus élevés en termes d'actions protestataires effectuées ou en termes de potentiels à la protestation ($F = 25.5$; $p < 0.001$). Il est suivi en deuxième et troisième position de l'individualiste vertical et du collectiviste horizontal. Le collectiviste vertical vient en dernière position. Le graphique suivant synthétise les moyennes obtenues par chaque construit.

(1) Gorodnichenko, Y & Roland, G., «Understanding the Individualism-Collectivism Cleavage and its Effects: Lessons from Cultural Psychology», In : M. Aoki & T. Kuran and G. Roland (eds), *Institutions and Comparative Economic Development*, Palgrave Macmillan, 2012, pp. 213-236.

Graphique 4 : Activisme illégal selon les construits culturels



Pour vérifier mieux approfondir l'analyse au niveau individuel, nous avons procédé, au moyen de la régression logistique ordinale, à l'examen des probabilités que détient chaque construit pour s'engager dans les démonstrations protestataires. Le tableau suivant synthétise les résultats :

Tableau 3. Résultats de la régression logistique ordinale

Estimations de paramètre						
		Estimation	Erreur std.	Wald	ddl	Sig.
Seuil	[Wouldnever do = 1]	,851	,190	20,086	1	,000
	[[Might do = 2]	1,938	,204	90,062	1	,000
Emplacement	[CV =1,00]	-1,653 (,19) ^a	,219	57,048	1	,000
	[CH=2,00]	-1,273 (,28)	,246	26,715	1	,000
	[IV=3,00]	-,583 (,56)	,239	5,962	1	,015
	[IH=4,00]	0	.	.	0	.

Fonction de liaison : Logit.

a. Les odds ratio sont entre parenthèses

a. Les odds ratio sont entre parenthèses

L'analyse de régression logistique ordinale montre que l'orientation culturelle a des effets systématiques évidents sur la participation à l'action politique. Comparés au groupe de référence (Individualistes horizontaux), les collectivistes verticaux et horizontaux ainsi que les individualistes verticaux sont moins susceptibles de s'engager dans l'action politique. On constate que les coefficients de régression obtenus pour ces trois catégories d'individus sont négatifs et statistiquement significatifs. L'odds ratio, exprimant les chances relatives, associé aux collectivistes verticaux est $\exp(-1,653)=0,19$. Cela signifie qu'ils ont 0,19 seulement de chance de s'engager dans une action politique. Inversement, les odds ratio ou chances relatives pour les individualistes horizontaux (groupe de référence) de s'engager dans l'action politique sont $(1/0,19=5,26)$, c'est-à-dire 5,26 fois supérieurs aux chances des collectivistes verticaux. Les odds ratio pour les collectivistes horizontaux et les individualistes verticaux sont de l'ordre, successivement 0,28 et 0,56. Inversement, les chances relatives pour le groupe de référence de s'engager dans une activité politique sont 3,57 fois supérieures aux chances des collectivistes horizontaux $(1/0,28=3,57)$ et 1,79 fois supérieures aux chances des individualistes verticaux $(1/0,56=1,79)$.

Les différences répertoriées en termes de clivages sexuels en matière d'orientation à l'activisme protestataire ne suivent pas la même logique lorsqu'elles sont construites à partir des perspectives collectivistes et individualistes. L'on pourrait ainsi s'attendre au fait que les enquêtés socialisés dans la foulée des valeurs de la survie, de la soumission groupale et de la division sexuelle du travail social, manifestent des clivages entre les hommes et les femmes en matière d'action collective protestataire. Par contre,

l'intuition plaide en faveur de l'absence des écarts entre les deux sexes au sein des sujets socialisés aux valeurs modernes d'autonomie individuelle et d'expression de soi. Le postulat sur fond duquel se fonde ce raisonnement hypothétique tient à l'influence de la modernité au plan de la réduction des écarts de politisation entre les hommes et les femmes⁽¹⁾. Les sphères d'activité sociale constituées historiquement comme le refuge des mâles, sont désormais conquises par les femmes⁽²⁾. Certes, comme le constate Bourdieu, même dans les espaces les plus apparemment égalitaires, subsiste des formes subtiles de la division sexuelle sous des habits neufs⁽³⁾ ; mais il reste que la présence féminine dans les lieux de la contestation peut être considérée comme un affranchissement historique de la définition masculine de la sphère publique. Il s'agit d'un dépassement qui brouille les démarcations nettes établis par le social entre le mou et le dur, le dedans et le dehors, le visible et l'invisible⁽⁴⁾.

Les données de WVS montrent que la transgression de ce gap est beaucoup plus prononcée dans le milieu des individualistes où le sexe cesse de fonctionner comme marqueur des différences en matière d'activisme protestataire. Alors que la participation politique non conventionnelle des hommes collectivistes l'emporte beaucoup sur celle des femmes, elle se montre, dans le milieu des individualistes, insensible au sexe comme anatomie productrice des conséquences sur les démonstrations publiques. Le graphique suivant rend compte de ces résultats :

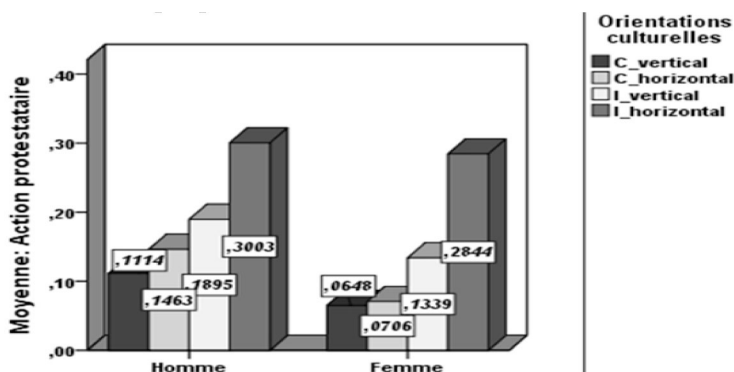
(1) Inglehart, R., *La transition culturelle dans les sociétés industrielles avancées*, Paris, Economica, 1993.

(2) Soral, A., *Vers la féminisation ? Pour comprendre l'arrivée de la femme au pouvoir*, Paris, Editions Blanche, 2007.

(3) Bourdieu, P. *La domination masculine*, Edition du Seuil, Points Essais, 1998.

(4) Bourdieu, P., *Le sens pratique*, Paris, Minuit, 1980, pp.333-439

Graphique 4. Protestation en fonction du sexe



La vie psychique et culturelle des sujets ne dévoile ses secrets au niveau de la surface politique qu'aux termes d'un dosage entre la nature de la structure d'opportunité politique et l'individualisme horizontal. L'hexis féminin subsumée sous la catégorie culturelle de l'autonomie individuelle ne manque pas au rendez-vous de l'affichage du mécontentement annonçant par là le déclin du clivage spatial, jusque-là hautement sexué, chez les dépositaires des valeurs d'autonomie.

Conclusion

Les valeurs d'hétéronomie s'ils peuvent dans des circonstances particulières produire des mouvements de protestations prenant la forme d'émeutes ou de tendances réactives, elles sont loin de préparer la société aux mouvements sociaux pro-démocratiques. Les failles constatées dans ce bloc de valeurs collectivistes est ce qui explique l'émergence politique d'un type de contestation qui s'inscrit dans la culture de jardin. Toutefois, le paysage politique donne à voir des soulèvements sociaux à géométrie motivationnelle variable. L'appel à la liberté et à l'émancipation est le meilleur indicateur traduisant les valeurs d'autonomie. Généralement, les revendications de type matériel reflètent le souci de la survie consubstantielle à l'hétéronomie.

Présidente du CMJHO



Houria OUZZANI

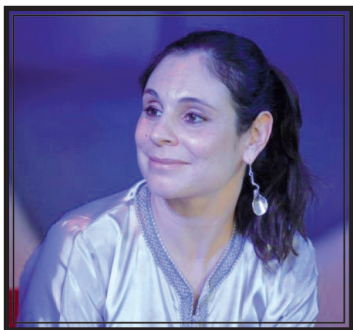
Conférenciers



Ahmed BENABADJI



Monssef SEDKI ALAOU



Kenza SEFRIQUI



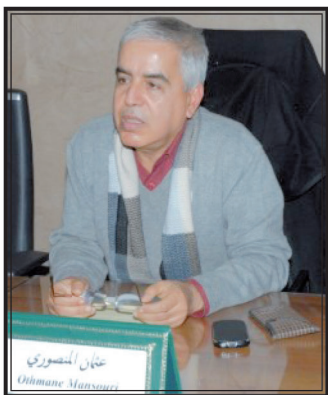
Rachida NACIRI



Hougua BEN AHMED



Azzedine HAFIF



Othmane MANSOURI



Jamal BENDAHMANE



Mohamed AMARCH



Ali HASSANI

